LANDMINE & CLUSTER MUNITION MONITOR

**L'Observatoire des armes à sous-munitions
2010**

Le comité de rédaction de L'Observatoire des mines et armes à sous-munitions
Mines Action Canada · Action On Armed Violence · Handicap International
Human Rights Watch · Norwegian People's Aid

LANDMINE & CLUSTER MUNITION MONITOR

L'Observatoire des armes à sous-munitions 2010 : Préface

Coalition contre les armes à sous-munitions

La Coalition contre les armes à sous-munitions (CMC) est une société civile internationale s'efforçant de supprimer les sous-munitions, d'empêcher ces armes de faire de nouvelles victimes, et de mettre fin pour toujours aux souffrances qu'elles engendrent. Les membres de la CMC tâchent de changer la politique et les pratiques des gouvernements et des organisations afin d'atteindre ces objectifs, et de sensibiliser le public à ce problème.

La CMC a trois objectifs principaux :

1. *Une adhésion universelle* à la Convention sur les armes à sous-munitions et une nouvelle norme mondiale refusant l'utilisation, la fabrication, le stockage et le transfert d'armes à sous-munitions et rendant obligatoires le déminage, l'assistance aux victimes, la destruction des stocks, ainsi que la coopération et l'assistance internationales.
2. *Une mise en œuvre efficace* et un respect total de la Convention sur les armes à sous-munitions par tous les états parties, et des actions compatibles des états non parties. Une surveillance efficace de ces efforts, y compris par la société civile.
3. La CMC est une *campagne internationale en développement active, variée et bien dirigée*, fonctionnant en partenariat avec les gouvernements, les organisations internationales, les survivants, leurs familles et leurs communautés, ainsi que les autres acteurs qui communiquent sur les souffrances causées par les armes à sous-munitions et militent pour mettre fin à ces souffrances par le biais de modifications des politiques et des pratiques dans le monde entier.

LANDMINE & CLUSTER MUNITION MONITOR

L'Observatoire des armes à sous-munitions 2010 : Préface

Préface

Armes à sous-munitions

Les armes à sous-munitions ont été interdites par la majorité des pays en raison des graves dangers qu'elles font encourir aux populations civiles et liées à la nature-même de ce type d'armes.

Les armes à sous-munitions sont composées de conteneurs et de sous-munitions. Lancés au sol ou lâchés depuis les airs, les conteneurs s'ouvrent et dispersent des sous-munitions de façon aléatoire sur une large zone. Beaucoup n'explorent pas à l'impact, mais restent dangereuses car elles deviennent *de facto* des mines antipersonnel. Ainsi, les armes à sous-munitions font courir des risques à la population civile, à la fois durant leur diffusion, touchant des zones très vastes, et après, en raison du matériel non explosé.

Les armes à sous-munitions ont été utilisées dans plus de 30 pays, et ont tué et blessé des dizaines de milliers de civils. Généralement répandues en très grand nombre, elles créent des victimes civiles pendant et après les attaques, mais peuvent également avoir un impact socio-économique pendant des mois, des années ou des dizaines d'années.

Les armes à sous-munitions peuvent empêcher l'accès à la nourriture, à l'eau et à d'autres besoins de base. Elles brident la liberté de déplacement. Elles peuvent être un obstacle au rapatriement de réfugiés et de déplacés internes, et freiner l'acheminement de l'aide humanitaire. Lorsqu'un pays doit dépenser de l'argent pour le déminage des armes à sous-munitions et l'assistance aux victimes, plutôt que de financer d'autres besoins urgents, celles-ci peuvent également constituer un obstacle mortel au développement et à la reconstruction post-conflit.

Cependant, à ce jour, les dommages humanitaires causés par les armes à sous-munition sont bien moindres que ceux engendrés par les mines antipersonnel, dont l'utilisation a été bien plus répandue et au cours de bien davantage de conflits. En fait, à quelques exceptions notables près, les efforts visant à interdire les armes à sous-munitions ont largement été de nature *préventive*.

Avant le début du mouvement d'interdiction, au moins 86 nations stockaient des millions d'armes à sous-munitions contenant des centaines de millions (et même probablement des centaines de *milliards*) de sous-munitions. Compte tenu des dommages prévisibles causés par l'utilisation d'armes à sous-munitions, cela représentait tout simplement un désastre en puissance provoqué par l'homme.

La solution à la menace future et au problème actuel causés par les armes à sous-munitions existe à présent. La Convention sur les armes à sous-munitions est entrée en vigueur le 1er août 2010. Il s'agit d'un accord international de force exécutoire interdisant les armes à sous-munitions en raison de leurs effets indiscriminés sur une zone et du risque de munitions non explosées. La

LANDMINE & CLUSTER MUNITION MONITOR

L'Observatoire des armes à sous-munitions 2010 : Préface

convention fournit également un cadre à la résolution des problèmes existants engendrés par les armes à sous-munitions.

La convention oblige les états à cesser immédiatement l'emploi, la production et le transfert d'armes à sous-munitions. Les états doivent détruire toutes les armes à sous-munitions en stock dans un délai de huit ans après la signature de la convention et procéder à l'enlèvement de tous les restes d'armes à sous-munitions situés dans les zones sous leur juridiction, ou désarmement dans un délai de dix ans. La Convention sur les armes à sous-munitions concerne l'assistance aux victimes, notamment celles tuées ou blessées par les armes à sous-munitions, leurs familles et les communautés affectées selon la définition d'une victime d'arme à sous-munitions. Ces dispositions établissent une nouvelle norme dans le droit international. De plus, les états parties en ayant la capacité, doivent proposer leur aide pour l'enlèvement des sous-munitions non explosées et des autres restes de sous-munitions, pour les programmes de sensibilisation aux risques afin d'empêcher de nouvelles victimes des armes à sous-munitions, pour l'assistance aux victimes et pour la destructions des stocks.

La Convention sur les armes à sous-munitions procure un cadre à l'action, mais elle doit être généralisée et mise en œuvre efficacement. Comme ils l'ont fait lors de la création de la convention, les gouvernements, la CMC, le Comité International de la Croix-Rouge, les agences de Nations-Unies et tous les autres partenaires, doivent continuer à travailler ensemble pour assurer le succès de cette initiative et éradiquer les armes à sous-munitions.

La Coalition contre les armes à sous-munitions

La CMC est une coalition internationale dont le but est de protéger les civils des effets des armes à sous-munitions, en promouvant une adhésion universelle et une mise en œuvre totale de la Convention sur les armes à sous-munitions. La CMC compte environ 350 organisations de la société civile de près de 100 pays, notamment des organisations travaillant sur le désarmement, la paix et la sécurité, les droits humains, l'assistance aux victimes, l'enlèvement des armes, les droits des femmes et les questions de foi. La CMC soutient les efforts d'ONG à travers le monde pour informer les gouvernements, le public et les médias sur le problème des armes à sous-munitions dans le monde, et ses solutions.

Tout comme la Campagne internationale pour interdire les mines (ICBL), la CMC a été créée par un regroupement d'ONG en réponse à un problème mondial, en l'occurrence, les souffrances causées par les armes à sous-munitions. De 2003 à 2006, la CMC a appelé aux négociations pour établir une nouvelle loi internationale répondant au problème des armes à sous-munitions. En 2007 et 2008, la CMC a activement participé au processus diplomatique d'Oslo, en aidant et guidant l'action de la société civile mondiale en faveur d'une interdiction des armes à sous-

LANDMINE & CLUSTER MUNITION MONITOR

L'Observatoire des armes à sous-munitions 2010 : Préface

munitions. Cette démarche était cruciale pour l'adoption et la signature d'une Convention sur les armes à sous-munitions en 2008.

En 2009 et 2010, la CMC a entrepris une campagne mondiale intensive de ratification, pour s'assurer que les 30 pays ayant signé la convention la ratifieraient sans délai, ceci afin de faire appliquer la convention le plus tôt possible. Cette campagne mondiale de signature a également cherché à étendre le nombre de pays engagés dans la convention et l'interdiction. La 30^{ème} ratification a été obtenue le 16 février 2010, et l'entrée en vigueur de la convention le 1^{er} août 2010 a été fêtée par des événements dans des dizaines de pays à travers le monde. En 2010, la CMC a également insisté pour obtenir une mise en œuvre précoce de la convention, et s'est énormément impliquée dans la préparation de la première Assemblée des Etats Parties qui aura lieu au Laos en Novembre.

L'Observatoire des mines et armes à sous-munitions

L'Observatoire des mines et armes à sous-munitions effectue des recherches et une surveillance pour la CMC et l'ICBL. Il est également *de facto* l'organe de surveillance de la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel et de la Convention sur les armes à sous-munitions. Il surveille et rend compte de la mise en œuvre et du respect de la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel et de la Convention sur les armes à sous-munitions par les états parties. De façon plus générale, il évalue la réponse de la communauté internationale aux problèmes humanitaires causés par les mines antipersonnel, les armes à sous-munitions et autres restes explosifs de guerre (ERW). Avec l'Observatoire, c'est la première fois que des ONG se rassemblent de façon coordonnée, systématique et durable afin de contrôler le droit humanitaire et les traités de désarmement, et de documenter les progrès et problèmes, mettant ainsi en pratique le concept de surveillance par la société civile.

En juin 1998, l'ICBL a créé l'Observatoire des mines comme une initiative propre à son réseau. En 2008, l'Observatoire des mines est également devenu l'organe fonctionnel de recherche et de surveillance de la CMC. En 2010, son nom est devenu « Observatoire des mines et armes à sous-munitions » (également appelé « Observatoire ») pour mieux refléter sa fonction grandissante de documentation sur le problème des armes à sous-munitions. Un comité de rédaction composé de cinq membres coordonne le système de surveillance : Mines Action Canada, Action On Armed Violence, Handicap International, Human Rights Watch, et Norwegian People's Aid. Mines Action Canada est l'organisation principale. Le comité de rédaction endosse l'entière responsabilité et toutes les prises de décisions liées au système de l'Observatoire.

L'Observatoire n'est pas un système de contrôle technique ou un organe d'inspection officiel. Il s'agit d'une tentative, de la part de la société civile, de responsabiliser les gouvernements face aux engagements qu'ils ont pris concernant les mines antipersonnel et les armes à sous-munitions. Cela passe par le recueil exhaustif, l'analyse et la diffusion des informations disponibles au public. Bien que dans certains cas, des missions d'investigations soient

LANDMINE & CLUSTER MUNITION MONITOR

L'Observatoire des armes à sous-munitions 2010 : Préface

nécessaires, l'Observatoire n'a pas pour vocation de mettre en danger ses chercheurs, et n'effectue pas de journalisme de guerre.

Ses rapports complètent ceux établis en toute transparence par les états et requis par les traités internationaux. Ils reflètent la notion commune que la transparence, la confiance et la collaboration mutuelles sont des éléments essentiels à l'éradication des mines antipersonnel et des armes à sous-munitions. L'Observatoire a également été établi pour reconnaître la nécessité de rapports et d'évaluations indépendantes.

L'Observatoire a pour but de promouvoir et de faire progresser les débats sur les mines, les armes à sous-munitions et les problèmes relatifs aux restes explosifs de guerre, et de rechercher des éclaircissements afin d'atteindre l'objectif d'un monde sans mines, sans armes à sous-munitions et autres restes explosifs de guerre. L'Observatoire travaille en toute bonne foi à fournir des informations sur les problèmes qu'il surveille, pour en faire bénéficier la communauté internationale toute entière.

Concernant les armes à sous-munitions, le système de l'Observatoire comprend un réseau mondial de comptes-rendus ainsi qu'un rapport annuel. Un réseau de plus de 80 chercheurs dans 70 pays et d'autres régions, et une équipe rédactionnelle de 20 personnes réunit des informations afin de préparer ce rapport. Les chercheurs appartiennent à la CMC et l'ICBL et à d'autres organes de la société civile, notamment des journalistes, des universitaires et des agences de recherche. Les chercheurs contribuent en premier lieu à la création des profils de pays, également consultables sur le site Internet de l'Observatoire : www.the-monitor.org/cp.

Sauf mention contraire, toutes les traductions ont été réalisées par l'Observatoire.

Comme cela a été le cas les années précédentes, l'Observatoire reconnaît que ce rapport ambitieux se confronte à des limites de temps, de ressources et de disponibilité des sources d'information. L'Observatoire est un système en permanence mis à jour, corrigé et amélioré. Les commentaires, éclaircissement et corrections de la part des gouvernements ou d'autres sources sont les bienvenus, ils s'inscrivent dans une logique de dialogue et de recherche commune d'informations précises et fiables sur un sujet important.

Concernant ce rapport

Il s'agit du premier rapport de *Surveillance sur les armes à sous-munitions*. C'est la publication sœur du rapport de *Surveillance sur les mines*, publiée chaque année depuis 1999.

Le rapport de *Surveillance sur les armes à sous-munitions* s'appuie sur le rapport de 2009 *Interdiction des armes à sous-munitions : politique et pratiques gouvernementales*, écrit par les organisations Human Rights Watch et Landmine Action (à présent Action On Armed Violence), et publié par l'Observatoire. Le rapport de *Surveillance sur les armes à sous-munitions* traite de

LANDMINE & CLUSTER MUNITION MONITOR

L'Observatoire des armes à sous-munitions 2010 : Préface

l'interdiction de la politique, l'emploi, la production, le commerce et le stockage d'armes à sous-munitions de tous les pays du monde, et donne également des informations sur la contamination due aux armes à sous-munitions, sur les dommages humains, le déminage et l'assistance aux victimes. Le rapport concerne principalement la période commençant après la publication en mai 2009 du rapport *Interdiction des armes à sous-munitions*, et contient des informations allant jusqu'à août 2010, dans la mesure du possible.

LANDMINE & CLUSTER MUNITION MONITOR

L'Observatoire des armes à sous-munitions 2010 : Préface

Remerciements

Ce rapport a été élaboré par un large réseau de personnes, campagnes et organisations. Il a été mis en place par une équipe dévouée de responsables de recherche et de rédacteurs, avec l'aide d'un nombre important de donateurs.

Les chercheurs sont cités individuellement sur le site de l'Observatoire : www.the-monitor.org/index.php/LM/About-Us/Experts.

L'Observatoire est reconnaissant envers tous ceux qui ont contribué aux recherches pour ce rapport. Nous souhaitons remercier les nombreuses personnes, campagnes, ONG, organisations internationales, professionnels de terrain et gouvernements qui nous ont fourni des informations essentielles.

Nous remercions l'équipe de la CMC et de l'ICBL pour leur relecture du contenu de ce rapport, et leur aide indispensable pour la publication, la distribution et la promotion des rapports de l'Observatoire.

La responsabilité de la coordination du réseau de rapport de l'Observatoire revient aux cinq organisations du Comité de rédaction : Mines Action Canada (Paul Hannon) dirige la production et la rédaction de l'Observatoire et coordonne la recherche sur les mines et les groupes armés non étatiques ; Action On Armed Violence (Richard Moyes) est spécialisé dans la recherche sur les armes à sous-munitions ; International (Bruno Leclercq) coordonne la recherche sur les données concernant les dommages humains et l'assistance aux victimes ; Human Rights Watch (Stephen Goose) est responsable de la politique d'interdiction ; et Norwegian People's Aid (Stuart Casey-Maslen et Atle Karlsen) coordonne la recherche sur les mines. Jacqueline Hansen dirige l'Observatoire.

L'Equipe de rédaction a entrepris des recherches et la rédaction de rapports nationaux initiaux de *Surveillance sur les armes à sous-munitions* de juin à août 2010. L'Equipe de rédaction traite les sujets suivants :

- Politique d'interdiction : Stephen Goose (rédacteur en chef), Kate Castenson, Katherine Harrison, Mark Hiznay, Yeshua Moser-Puangsuwan, Mary Wareham, Kerri West;
- Mines : Stuart Casey-Maslen (rédacteur en chef), Nick Cumming-Bruce, Emil Hasanov, Mike Kendellen;
- Dommages humains et assistance aux victimes : Joohi Haleem et Katleen Maes (rédacteurs en chef), Stéphane De Greef, Megan Burke, Loren Persi Vicentic;
- Soutien aux actions contre les mines : Mike Kendellen.

LANDMINE & CLUSTER MUNITION MONITOR

L'Observatoire des armes à sous-munitions 2010 : Préface

Stephen Goose a réalisé le travail final de rédaction d'août à septembre 2010, avec l'aide de Jacqueline Hansen (Directrice de programme), Katie Pitts et Tatiana Stephens (Responsables de programme), ainsi que Molly Novatt et Jennifer Spindel (stagiaires de Mines Action Canada).

La mise en page et la version en ligne du rapport, disponible sur www.the-monitor.org, ont été réalisées par Lixar I.T. Inc., et St. Joseph Communications a procédé à son impression. Rafael Jiménez a conçu la couverture.

Nous remercions également tous ceux ayant contribué à l'action de l'Observatoire. Les sympathisants de l'Observatoire ne sont nullement responsables et n'approuvent pas nécessairement le contenu de ce rapport. Ce travail a été rendu possible grâce aux aides financières de :

- Le gouvernement australien
- Le gouvernement autrichien
- Le gouvernement belge
- Le gouvernement canadien
- Le gouvernement français
- Le gouvernement allemand
- Le gouvernement irlandais
- Le gouvernement luxembourgeois
- Le gouvernement norvégien
- Le gouvernement espagnol
- Le gouvernement suédois
- Le gouvernement suisse
- L'UNICEF

Nous remercions également les donateurs ayant financé les membres individuels du Comité de rédaction de l'Observatoire et à d'autres organisations participantes.

LANDMINE & CLUSTER MUNITION MONITOR

L'OBSERVATOIRE DES ARMES A SOUS-MUNITIONS 2010 : Abréviations et acronymes

Abréviations et acronymes

AOAV	Action On Armed Violence
CBU	cluster bomb unit sous-munition
CCM	2008 Convention on Cluster Munitions Convention de 2008 sur les armes à sous-munitions
CCW CCAC	1980 Convention on Conventional Weapons Convention de 1980 sur certaines armes classiques
CD	Conference on Disarmament Conférence sur le désarmement
CMC	Cluster Munition Coalition Coalition contre les armes à sous-munitions
DPICM	dual purpose improved conventional munition munitions conventionnelles améliorées à double usage
ERW	explosive remnants of war restes explosifs de guerre
GGE	CCW Group of Governmental Experts Groupe d'experts gouvernementaux de la CCW
HRW	Human Rights Watch
ICBL	International Campaign to Ban Landmines Campagne internationale pour l'interdiction des mines
ICRC	International Committee of the Red Cross Comité international de la Croix-Rouge
NGO ONG	non-governmental organization organisation non-gouvernementale
NSAG	non-state armed group groupe armé non étatique
UN	United Nations Nations Unies
UNDP PNUD	United Nations Development Programme Programme de développement des Nations Unies
UXO	unexploded ordnance munition non explosée
WILPF	Women's International League for Peace and Freedom Ligue internationale féminine pour la paix et la liberté

All translations of Landmine & Cluster Munition Monitor research products and media materials are for informational purposes. In case of discrepancy between the English text and any translation, the English text shall prevail.

Full report available: <http://www.the-monitor.org/cmm/2010>

LANDMINE & CLUSTER MUNITION MONITOR

L'OBSERVATOIRE DES ARMES A SOUS-MUNITIONS 2010 : Abréviations et acronymes

Glossaire

Bombe à sous-munitions – Sous-munitions projetées depuis les airs

Armes à sous-munitions – Selon la Convention sur les armes à sous-munitions, une arme à sous-munitions “désigne une munition classique conçue pour disperser ou libérer des sous-munitions explosives dont chacune pèse moins de 20 kilogrammes, et comprend ces sous-munitions explosives.” Les armes à sous-munitions comportent un conteneur et des sous-munitions. Après leur lancement, ces dispositifs sol-sol ou air-sol s’ouvrent et dispersent des sous-munitions (de petites bombes) sur une grande surface. Ces petites bombes sont typiquement conçues pour perforer des blindages ou tuer des personnes ou les deux à la fois.

Reste de sous-munitions – La Convention sur les armes à sous-munitions définit les «restes de sous-munitions» comme «des sous-munitions n’ayant pas fonctionné, abandonnées ou non explosées».

Convention sur les armes à sous-munitions – Convention internationale adoptée en mai 2008 et ouverture pour signature en décembre 2008. La convention interdit l’emploi, la production, le stockage et le transfert d’armes à sous-munitions, exige la destruction des stocks, le déminage et l’assistance aux victimes.

Convention sur les armes classiques – La Convention de 1980 sur l’interdiction ou la limitation de l’emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination, généralement appelée Convention sur les armes classiques (CAC), a pour but d’interdire ou limiter l’utiliser d’armes conventionnelles qui suscitent de nombreuses inquiétudes. Elle inclut le Protocole V relatif aux restes de guerre explosifs.

Munitions conventionnelles améliorées à double usage – Type d’arme à sous-munition utilisée envers des cibles humaines et matérielles, y compris du matériel blindé.

Restes de guerre explosifs – Conformément au Protocole V de la Convention sur les armes classiques, les restes explosifs sont définis comme étant des engins explosifs non explosés et des engins explosifs abandonnés. Les mines sont clairement exclues de cette catégorie.

Interopérabilité – Conformément à l’Article 21 de la Convention sur les armes à sous-munitions, l’interopérabilité désigne les opérations militaires conjointes avec des états non parties de la convention, qui pourraient entreprendre des activités interdites par un Etat partie.

LANDMINE & CLUSTER MUNITION MONITOR

L'OBSERVATOIRE DES ARMES A SOUS-MUNITIONS 2010 : Abréviations et acronymes

Groupes armés non étatiques - Dans la terminologie de l'Observatoire des Mines, les GANE comprennent les organisations à l'origine de soulèvements ou d'insurrections armées, ainsi qu'un ensemble plus large d'entités non étatiques telles que les gangs et les forces non officielles soutenues par les Etats.

Processus d'Oslo – Processus diplomatique s'étant déroulé de 2006 à 2008 et ayant abouti à la négociation, l'adoption et la signature en 2008 de la Convention sur les armes à sous-munitions.

Dispositif antimanipulation – Selon la Convention sur les armes à sous-munitions, un dispositif antimanipulation est « un dispositif destiné à protéger une mine et qui fait partie de celle-ci, est relié à celle-ci, attaché à celle-ci ou placé sous celle-ci, et qui se déclenche en cas de tentative de manipulation ou autre dérangement intentionnel de la mine. »

Dispositif de désactivation - Selon la Convention sur les armes à sous-munitions, un dispositif rendant une munition inopérante en rendant impossible le fonctionnement d'un composant essentiel (par exemple, la batterie).

Sous-munition – Toute munition qui, afin de réaliser sa tâche, se sépare d'une munition mère. Lorsqu'elles sont projetées depuis les airs, on les appelle généralement des « bombes » et lorsqu'elles sont projetées depuis le sol, des « grenades ».

Sous-munitions non explosées – Sous-munitions qui n'ont pas explosé comme prévu, et sont dès lors devenues des munitions non explosées.

Munitions non explosées – Les munitions non explosées (UXO) sont des munitions qui pour une raison ou une autre n'ont pas explosé au moment voulu. Les sous-munitions non explosées sont parfois appelées « duds » en anglais.

Victime - Selon la Convention sur les armes à sous-munitions, « toutes les personnes qui ont été tuées ou ont subi un préjudice corporel ou psychologique, une perte matérielle, une marginalisation sociale ou une atteinte substantielle à la jouissance de leurs droits suite à l'emploi d'armes à sous-munitions ; les victimes d'armes à sous-munitions englobent les personnes directement touchées par les armes à sous-munitions ainsi que leur famille et leur communauté affectées »

LANDMINE & CLUSTER MUNITION MONITOR

L'Observatoire des armes à sous-munitions 2010 : Conclusions principales

Conclusions principales

La Convention sur les armes à sous-munitions

- Au total, 108 pays ont signé la Convention sur les armes à sous-munitions, dont 94 lorsqu'elle a été ouverte à signature en décembre 2008 et 14 par la suite
- Trente-huit pays ayant utilisé, produit, exporté et stocké des armes à sous-munitions l'ont signée, s'engageant ainsi à ne plus jamais être impliqué dans ce type d'activités
- Après l'obtention des 30 ratifications nécessaires en février 2010, la convention est entrée en vigueur le 1er août 2010, devenant une loi internationale contraignante
- Le 10 septembre 2010, 40 pays signataires avaient ratifié la convention. Les pays ratifiant la convention deviennent des états parties liés par tous les termes de la convention.
- Dix pays ont d'ores et déjà agi au niveau de la législation nationale afin de mettre en place la convention

Utilisation

- Les armes à sous-munitions ont été utilisées au cours de conflits armés dans 39 pays et les guerres de territoire depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale. Au moins 18 forces armées gouvernementales ont utilisé des armes à sous-munitions.
- Depuis l'ouverture à signature de la Convention sur les armes à sous-munitions en décembre 2008, il n'y a eu qu'une seule allégation de leur utilisation. Amnesty International a indiqué que les Etats-Unis auraient utilisé au moins un missile de croisière chargé de sous-munitions pour attaquer ce qui semblait être un camp d'entraînement d'Al-Qaida au Yémen en décembre 2009.

Stockage

- L'Observatoire estime qu'avant les efforts mondiaux pour interdire les armes à sous-munitions, 86 pays en stockaient des millions, contenant plus d'un milliard de sous-munitions.
- Actuellement, 74 pays possèdent des stocks d'armes à sous-munitions. Parmi ceux-ci, 27 ont signé et/ou ratifié la Convention sur les armes à sous-munitions
- Dix-sept pays ayant signé et/ou ratifié la convention ont fourni des informations sur l'importance de leur stock. Avant toute destruction, globalement, ils possédaient 1,1 million d'armes à sous-munitions avec au moins 146 millions de sous-munitions

Destruction du stock

- Quatre états parties (Belgique, Moldavie, Norvège et Espagne) et deux états signataires (Colombie et Portugal) ont déjà détruit leurs stocks d'armes à sous-munitions. Ensemble,

All translations of Landmine & Cluster Munition Monitor research products and media materials are for informational purposes. In case of discrepancy between the English text and any translation, the English text shall prevail.

Full report available: <http://www.the-monitor.org/cmm/2010>

LANDMINE & CLUSTER MUNITION MONITOR

L'Observatoire des armes à sous-munitions 2010 : Conclusions principales

ils ont détruit environ 176 000 armes à sous-munitions, contenant plus de 13,8 millions de sous-munitions.

- De plus, l'Afghanistan et l'Angola, deux pays signataires, ont indiqué en 2010 avoir détruit leurs stocks d'armes à sous-munitions au cours des dernières années, dans le cadre de programmes plus généraux de destruction d'armes.
- L'Autriche et le Monténégro ont prévu que la destruction des stocks serait terminée en 2010. Deux des pays possédant le plus de stock, l'Allemagne (50 millions de sous-munitions) et le Royaume-Uni (39 millions) ont détruit une importante partie de leur stock. Les stocks d'au moins huit autres pays sont en cours de destruction.

Possession

- Bien que la convention autorise la possession de quelques armes à sous-munitions et de sous-munitions à des fins d'entraînement et de recherche, à ce jour, la plupart des pays possédant des stocks ont décidé de ne pas en conserver, parmi lesquels l'Afghanistan, l'Angola, l'Autriche, la Colombie, le Honduras, la Moldavie, le Monténégro, la Norvège, le Portugal et la Slovénie.
- La Belgique, la France et l'Espagne ont indiqué leur intention de conserver des centaines d'armes à sous-munitions et plus de 20 000 sous-munitions.

Fabrication

- Quinze anciens fabricants d'armes à sous-munitions ont signé et/ou ratifié la Convention sur les armes à sous-munitions, renonçant ainsi à toute fabrication future.
- Dix-sept pays continuent à fabriquer des armes à sous-munitions, ou se réservent le droit d'en fabriquer à l'avenir.

Transfert

- Aucun transfert d'arme à sous-munitions n'a été rapporté en 2009 et au premier semestre 2010, en dehors de composants inertes transférés de la Corée du Sud au Pakistan.
- Deux états non parties de la convention, Singapour et les Etats-Unis, ont établi un moratoire sur les exportations d'armes à sous-munitions.

Aide aux activités interdites

- Les opinions divergent sur l'étendue de l'interdiction de l'aide aux activités interdites, notamment concernant son application au cours d'opérations militaires conjointes avec des états non parties susceptibles de toujours utiliser des armes à sous-munitions. La plupart des pays ayant exprimé leur opinion ont indiqué que, même au cours d'opérations conjointes, toute aide intentionnelle ou délibérée est interdite : Colombie, Equateur, Ghana, Guatemala, Islande, Liban, Madagascar, Malawi, Mexique, Norvège et Slovénie.

All translations of Landmine & Cluster Munition Monitor research products and media materials are for informational purposes. In case of discrepancy between the English text and any translation, the English text shall prevail.

Full report available: <http://www.the-monitor.org/cmm/2010>

LANDMINE & CLUSTER MUNITION MONITOR

L'Observatoire des armes à sous-munitions 2010 : Conclusions principales

Transit

- La plupart des pays ayant exprimé leur opinion ont indiqué que le transit d'armes à sous-munitions par un état non partie sur le territoire d'un état partie, est interdit : Autriche, Bulgarie, Burkina Faso, Colombie, Equateur, Ghana, Guatemala, Liban, Macédoine, Madagascar, Malawi, Malte, Mexique, Slovénie, Afrique du Sud et Zambie.

Désinvestissement

- Les institutions financières et les investisseurs ont pris des mesures pour stopper les investissements dans la fabrication d'armes à sous-munitions en Argentine, en Belgique, au Canada, au Danemark, en France, en Allemagne, au Japon, aux Pays-Bas, en Nouvelle-Zélande, en Norvège, en Suède, en Suisse, au Royaume-Uni et dans d'autres pays.
- De nombreux pays se sont prononcés pour l'interdiction de l'investissement dans la fabrication d'armes à sous-munitions : Belgique, Colombie, France, Guatemala, Irlande, Liban, Luxembourg, Madagascar, Malawi, Malte, Mexique, Nouvelle-Zélande, Norvège, Rwanda, Royaume-Uni et Zambie.

Dommages humains

- Des dommages humains causés par les armes à sous-munitions ont été recensés dans au moins 27 pays et trois autres régions touchées par les armes à sous-munitions. Parmi ces 27 pays, six sont des états parties de la Convention sur les armes à sous-munitions (Albanie, Bosnie-Herzégovine, Croatie, Laos, Monténégro et Sierra Leone) et neuf en sont signataires.
- Globalement, les armes à sous-munitions ont fait 16 816 victimes fin 2009. Cependant, de nombreuses victimes n'ont pas été signalées et le véritable nombre de victimes se situe probablement au moins entre 58 000 et 85 000.
- 100 victimes d'armes à sous-munitions ont été confirmées dans neuf pays et une région en 2009, dont 33 au Laos. Le véritable nombre de victimes est probablement beaucoup plus élevé.

Contamination

- Au moins 23 pays et trois autres régions seraient actuellement contaminés par des restes d'armes à sous-munitions. Au moins treize autres pays pourraient toujours être légèrement contaminés par l'usage passé de ces armes.
- Les pays les plus touchés sont le Laos, le Vietnam, l'Irak et le Cambodge. Les autres pays avec un important problème de contamination sont le Liban et la Serbie, ainsi que les zones du Haut-Karabagh et du Sahara Occidental.

LANDMINE & CLUSTER MUNITION MONITOR

L'Observatoire des armes à sous-munitions 2010 : Conclusions principales

- L'Asie du Sud-Est est de loin la région la plus contaminée par les armes à sous-munitions, suivie par l'Europe.
- Parmi les 40 pays ayant ratifié la Convention sur les armes à sous-munitions, au moins cinq seraient contaminés : la Bosnie-Herzégovine, la Croatie, le Laos, le Monténégro et le Royaume-Uni (Iles Malouines). Le délai de déminage pour la Croatie, le Laos et le Monténégro est fixé au 1^{er} août 2020, au 1^{er} novembre 2020 pour le Royaume-Uni et au 1^{er} mars 2021 pour la Bosnie-Herzégovine.
- L'Albanie et la Zambie, états parties, ont annoncé la fin de leur programme de déminage respectivement en novembre 2009 et mai 2010.

Déminage

- En 2009, seulement 14 pays et 3 autres régions ont procédé au déminage de munitions non explosées et à des enquêtes. Dans la plupart des cas, ces activités ont été très limitées.
- Parmi les neuf pays n'ayant pas effectué d'enquête ni de déminage des munitions non explosées en 2009, deux sont des états parties (Croatie et Monténégro) et quatre sont signataire (Tchad, Irak, Mauritanie, République du Congo).
- Au moins 38 km² de territoire a été débarrassé des restes d'armes à sous-munitions en 2009, avec la destruction de plus de 55 156 munitions non explosées.

LANDMINE & CLUSTER MUNITION MONITOR

L'Observatoire des armes à sous-munitions 2010 : Conclusions principales

Assistance aux victimes

- La totalité des 27 pays ayant des victimes d'armes à sous-munitions, dispose d'un programme d'assistance déjà en place. Vingt de ces pays sont des états parties du Traité d'interdiction des mines et ont développé des programmes d'assistance aux victimes dans ce cadre.
- Cependant, presque chaque pays ayant des victimes d'armes à sous-munitions fait face à d'importantes difficultés pour fournir des médicaments et des soins aux personnes, familles et communautés touchées. En particulier, l'intégration économique, le soutien psychologique et la disponibilité ou l'accès aux services dans ces zones rurales, sont insuffisants.

Soutien à l'action contre les mines

- Seul un nombre relativement faible de pays a rapporté des financements spécifiques concernant les armes à sous-munitions ou la Convention sur les armes à sous-munitions. Sept pays ont indiqué avoir dépensé un total commun de 13,2 millions de dollars pour la généralisation, la préparation de la Première assemblée des états parties (y compris via la Caisse de dépôt pour les armes à sous-munitions du Laos), le déminage l'assistance aux victimes, la destruction des stocks et les activités de conseil.
- De nombreux autres pays ont débloqué des fonds, en particulier pour la généralisation et la destruction de leurs stocks, mais n'en ont pas communiqué les montants. Les fonds pour le déminage au Laos, au Liban et au Vietnam ont principalement été utilisé pour le déminage de munitions non explosées.
- La Caisse de dépôt pour les armes à sous-munitions du Laos a été créée en mars 2010 et avait reçu 4,15 millions de dollars de contributions de la part de quatre pays début septembre 2010, selon le UNDP.

LANDMINE & CLUSTER MUNITION MONITOR

L'Observatoire des armes à sous-munitions 2010 : Politique d'interdiction des armes à sous-munitions

Introduction

La Convention sur les armes à sous-munitions instaure un puissant droit international afin de mettre fin aux souffrances humaines causées par les armes à sous-munitions. Elle interdit l'utilisation, la production, le transfert ainsi que le stockage des armes à sous-munitions et mandate leur destruction. La convention exige des États qu'ils rapportent les problèmes existants résultant de l'utilisation des armes à sous-munitions, notamment en détruisant les restes d'armes à sous-munitions et en fournissant une assistance aux victimes.

Le 30 mai 2008, à la fin des négociations se déroulant à Dublin, 107 États ont adopté la convention¹. Le 3 et 4 décembre de la même année, 94 gouvernements ont signé la convention à Oslo. Le 16 février 2010, une étape importante a été franchie lors du dépôt de la 30^{ème} ratification de la convention auprès de l'ONU, ce qui a eu pour conséquence l'entrée en vigueur de celle-ci le 1 août 2010 lorsqu'elle est devenue une partie du droit international contraignant.

Au moment de l'entrée en vigueur de la convention, 108 pays ont signé celle-ci et 38 d'entre eux ont franchie une étape supplémentaire en ratifiant la convention et ainsi sont devenus des États parties juridiquement lié par toutes ces dispositions. Le 10 septembre 2010, le nombre d'États ayant ratifié la convention était de 40.

La rapide entrée en vigueur de la convention montre clairement l'engagement de la communauté internationale pour interdire les armes à sous-munitions, et dans quelle mesure cette interdiction est considérée comme un impératif humanitaire essentiel qui doit être traité au plus vite.

Comme détaillé ci-dessous, de nombreux États parties et signataires ont adopté la mise en vigueur de la convention avec une rapidité et un dynamisme impressionnants. Au moins six pays ont déjà achevé la destruction de leurs stocks, au moins 10 ont adopté des législations nationales d'application, et deux ont déclaré avoir terminé leurs programmes de déminage. Plusieurs autres sont très avancés dans ces programmes et dans d'autres activités de mise en oeuvre.

Agissant dans l'urgence et de manière appropriée, la première Assemblée des États parties concernant la convention se tiendra du 9 au 12 novembre 2010 au Laos, pays détenteur du plus grand nombre d'armes à sous-munitions non désamorçées. Les États parties conviendront d'un plan d'action de Vientiane ambitieux afin d'orienter les travaux prévus dans la convention au cours des prochaines années.

Politique d'interdiction des armes à sous-munitions et activités

¹ Le texte de la convention a été adopté par consensus par les 107 gouvernements qui ont pleinement pris part aux négociations. Toutefois, l'adoption ne contient aucune obligation légale. Dix-neuf des gouvernements qui ont adopté la convention au 1^{er} septembre 2010 n'ont pas signé ou n'ont pas adhéré.

LANDMINE & CLUSTER MUNITION MONITOR

L'Observatoire des armes à sous-munitions 2010 : Politique d'interdiction des armes à sous-munitions

Cette section étudie quels pays ont signé la Convention sur les armes à sous-munitions et lesquels l'ont ratifiée. Elle examine les évolutions notables de l'interdiction des armes à sous-munitions à l'échelle régionale et donne un aperçu des principales conférences et réunions. Elle met en évidence les nouvelles législations nationales d'application. Enfin, elle résume les délibérations en cours sur les armes à sous-munitions dans le cadre de la Convention sur les armes classiques.

Signature

108 pays en tout ont signé la Convention sur les armes à sous-munitions. En signant et en vertu de la Convention de Vienne sur le droit des traités, les États s'engagent légalement à ne commettre aucun acte qui irait à l'encontre de l'objet et de l'objectif de la convention, tels que l'utilisation, la production ou le commerce d'armes à sous-munitions.

Depuis l'entrée en vigueur de la convention le 1 août 2010, les États désireux de devenir membre ne peuvent plus la signer, cependant ils ont la possibilité d'y adhérer, essentiellement par le biais d'un processus qui réunit la signature et la ratification en une seule étape².

94 États en tout ont signé la convention au cours de la conférence de signature de la Convention sur les armes à sous-munitions à Oslo les 3 et 4 décembre 2008. Quatorze États ont signé la convention par la suite dont dix en 2009 et quatre en 2010.

Signatures en 2009 et 2010

État	Date de Signature
Tunisie	12 janvier 2009
République Démocratique du Congo (RDC)	18 mars 2009
Jamaïque	12 juin 2009
Nigeria	12 juin 2009
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	23 septembre 2009
Chypre	23 septembre 2009
Haïti	28 octobre 2009
République Dominicaine	10 novembre 2009
Irak	12 novembre 2009
Cameroun	15 décembre 2009
Les Seychelles	13 avril 2010
Mauritanie	19 avril 2010
Antigua-et-Barbuda	16 juillet 2010
Djibouti	30 juillet 2010

Sur les 108 États ayant signés, 40 sont des pays d'Afrique Sub-saharienne, 33 d'Europe, 20 des Amériques, 12 d'Asie-Pacifique et trois du Moyen-Orient/d'Afrique du Nord.

² Un État doit déposer un instrument d'adhésion après de l'ONU. La convention entrera en vigueur pour chaque État le premier jour du sixième mois suivant le dépôt de leurs instruments d'adhésion.

LANDMINE & CLUSTER MUNITION MONITOR

L'Observatoire des armes à sous-munitions 2010 : Politique d'interdiction des armes à sous-munitions

Sur les 14 États ayant signé après la conférence de signature de la Convention sur les armes à munitions en décembre 2008, six étaient des pays d'Afrique Sub-saharienne, cinq des Amériques, 2 du Moyen-Orient/d'Afrique du Nord et un d'Europe. Il n'y a eu aucun signataire des pays d'Asie-Pacifique.

38 pays en tout ayant utilisé, produit, exporté ou stocké des armes à sous-munitions ont signé la convention et se sont ainsi engagés à ne jamais exercer ces activités à nouveau³. Sont compris notamment les principaux entrepôts de stockage situés en France, Allemagne, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni.

Dix-huit des pays qui ont été affectés par les armes à sous-munitions ont signé la convention, y compris certains États fortement minés comme l'Irak, le Laos et le Liban⁴.

Un nombre important de pays non-signataires, y compris plusieurs des 19 nations ayant pleinement pris part aux négociations, ont annoncé leur intention d'adhérer dans un futur proche et de formellement adopter la convention à Dublin, mais ne l'ont pas signée⁵.

Ratification

Le 10 septembre 2010, 40 pays signataires en tout ont ratifié la Convention sur les armes à sous-munitions. Le 16 février 2010, le Burkina Faso et la Moldavie sont devenus le 29^{ème} et le 30^{ème} pays signataire à ratifier et par conséquent à provoquer l'entrée en vigueur de la convention le 1 août 2010.

Le 3 décembre 2008, quatre pays signataires ont ratifiés la convention lors de la conférence de signature : le Saint-Siège, l'Irlande, la Norvège et la Sierra Leone. 22 États en tout ont ratifié la convention au cours de l'année 2009 et 14 autres en 2010, le 10 septembre 2010.

À l'exception du Pérou, tous les membres du « groupe de base » des nations qui ont guidé l'initiative du processus diplomatique d'Oslo ont ratifié la convention : la Norvège, l'Autriche, le Saint-Siège, l'Irlande, le Mexique et la Nouvelle-Zélande.

Les pays ayant ratifié la convention sont les pays qui ont été affectés par les armes à sous-munitions (Albanie, Bosnie-Herzégovine, Croatie, Laos, Monténégro, Sierra Leone, Royaume-Uni/îles Falkland et Zambie), les pays qui ont utilisé ce type d'arme (France et le Royaume-Uni), les pays qui ont produit ce type d'arme (Allemagne, Belgique, Bosnie-

³ Sont compris sept utilisateurs (Colombie, France, Irak, Pays-Bas, Nigeria, Afrique du Sud et le Royaume-Uni), cinq exportateurs (Chili, France, Allemagne, Moldavie et le Royaume-Uni), 15 producteurs (Australie, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Chili, France, Allemagne, Irak, Italie, Japon, Pays-Bas, Afrique du Sud, Espagne, Suède, Suisse et le Royaume-Uni) et 38 entrepôts de stockage (cf. tableau dans la section stocks mondiaux).

⁴ États signataires où des armes à sous-munitions ont été utilisées : Afghanistan, Albanie, Angola, Bosnie-Herzégovine, Colombie, Croatie, Irak, Laos, Liban, Mauritanie, Monténégro, Mozambique, Ouganda, République Démocratique du Congo, Royaume-Uni/îles Falkland, Sierra Leone, Tchad et Zambie. Certains de ces États ne sont plus affectés.

⁵ Les 19 nations qui ont adopté la convention mais qui ne l'ont pas signée sont : Argentine, Bahreïn, Bélice, Brunei, Cambodge, Estonie, Finlande, Kirghizistan, Malaisie, Maroc, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Qatar, Serbie, Slovaquie, Soudan, Swaziland, Timor-Leste, Vanuatu et Venezuela.

LANDMINE & CLUSTER MUNITION MONITOR

L'Observatoire des armes à sous-munitions 2010 : Politique d'interdiction des armes à sous-munitions

Herzégovine, Espagne, France, Japon et Royaume-Uni) et les pays qui ont stocké ce type d'arme (Allemagne, Autriche, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Croatie, Danemark, Espagne, France, Japon, Moldavie, Monténégro, Norvège, Royaume-Uni et Slovénie).

Les autres États ayant ratifiés la convention sont les suivants : Antigua-et-Barbuda, le Burkina Faso, le Burundi, les Comores, l'Équateur, les îles Fidji, les îles Samoa, l'Irlande, le Lesotho, le Luxembourg, la Macédoine, le Malawi, Malte, le Mexique, le Nicaragua, le Niger, Saint-Marin, le Saint-Siège, les Seychelles, et l'Uruguay.

Ratifications du 3 décembre 2008 au 7 septembre 2010

État	Date de Ratification	État	Date de Ratification
Norvège	3 décembre 2008	Burundi	25 septembre 2009
Irlande	3 décembre 2008	Malawi	7 octobre 2009
Saint-Siège	3 décembre 2008	Macédoine	8 octobre 2009
Sierra Leone	3 décembre 2008	Nicaragua	2 novembre 2009
Laos	18 mars 2009	Nouvelle-Zélande	22 décembre 2009
Autriche	2 avril 2009	Belgique	22 décembre 2009
Mexique	6 mai 2009	Monténégro	25 janvier 2010
Niger	2 juin 2009	Danemark	12 février 2010
Albanie	16 juin 2009	Burkina Faso	16 février 2010
Espagne	17 juin 2009	Moldavie	16 février 2010
Allemagne	8 juillet 2009	Îles Samoa	28 avril 2010
Luxembourg	10 juillet 2009	Royaume-Uni	4 mai 2010
Saint-Marin	10 juillet 2009	Équateur	11 mai 2010
Japon	14 juillet 2009	Seychelles	20 mai 2010
Zambie	12 août 2009	Lesotho	28 mai 2010
Croatie	17 août 2009	Îles Fidji	28 mai 2010
Slovénie	19 août 2009	Mali	30 juin 2010
Uruguay	24 septembre 2009	Comores	28 juillet 2010
Malte	24 septembre 2009	Antigua-et-Barbuda	23 août 2010
France	25 septembre 2009	Bosnie-Herzégovine	7 septembre 2010

Sur les 40 pays ayant ratifié la convention, 20 sont d'Europe, 10 d'Afrique Sub-saharienne, cinq d'Asie-Pacifique et cinq des Amériques. Aucun des trois pays signataires du Moyen-Orient/d'Afrique du Nord n'ont encore ratifié la convention.

Afin de pouvoir participer en tant qu'État partie à la Première Assemblée des États parties se déroulant au Laos en novembre 2010, un pays doit avoir ratifié la convention d'ici la fin du mois de mai 2010 pour justifier la période de carence de six mois avant son entrée en vigueur. Par conséquent, 36 États parties seront présents à la Première Assemblée des États parties.

Comme détaillé dans les chapitres concernant les différents pays dans le présent rapport, plusieurs pays signataires ont d'ores et déjà entamé le processus de ratification et espèrent l'achever rapidement.

Évolutions régionales

Afrique

LANDMINE & CLUSTER MUNITION MONITOR

L'Observatoire des armes à sous-munitions 2010 : Politique d'interdiction des armes à sous-munitions

Les États africains ont joué un rôle crucial afin d'assurer la réussite de l'adoption de la Convention sur les armes à sous-munitions et ont toujours fait preuve d'un grand intérêt envers la convention. Quarante des 48 États d'Afrique Sub-saharienne ont signé la convention, ce qui correspond au nombre le plus élevé d'États signataires toutes régions confondues. Six États ont signé en 2009/2010 : la République Démocratique du Congo (18 mars 2009), le Nigeria (12 juin 2009), le Cameroun (15 décembre 2009), les Seychelles (13 avril 2010), la Mauritanie (19 avril 2010) et Djibouti (30 juillet 2010).

Dix États d'Afrique Sub-saharienne ont ratifié la convention : la Sierra Leone (3 décembre 2008), le Niger (2 juin 2009), la Zambie (12 août 2009), le Burundi (25 septembre 2009), le Malawi (7 octobre 2009), le Burkina Faso (16 février 2010), les Seychelles (20 mai 2010), le Lesotho (28 mai 2010), le Mali (30 juin 2010) et les Comores (28 juillet 2010).

Les huit pays non-signataires d'Afrique Sub-saharienne sont : la Guinée équatoriale, l'Érythrée, l'Éthiopie, le Gabon, l'île Maurice, le Soudan, le Swaziland, et le Zimbabwe. Deux de ces pays non-signataires (le Soudan et le Swaziland) ont adopté la convention à Dublin en mai 2008. Le Soudan a déclaré à plusieurs reprises en 2010 être prêt à adhérer à la convention. L'île Maurice, le Soudan, le Swaziland et le Zimbabwe ont pris part aux conférences diplomatiques relatives à la convention depuis décembre 2008.

Le 25 et 26 mars 2010, l'Afrique du Sud a organisé une réunion des régions d'Afrique à Pretoria afin de promouvoir l'universalisation et la mise en œuvre de la convention (pour plus de détails, voir la section des conférences et des réunions clés sur les armes à sous-munitions ci-dessous).

Amériques

Vingt des 35 États des Amériques ont signé la Convention sur les armes à sous-munitions. Cinq États de cette région ont signé la convention en 2009/2010, tous provenant des Caraïbes : la Jamaïque (12 juin 2009), Saint-Vincent-et-les-Grenadines (23 septembre 2009), Haïti (28 octobre 2009), la République Dominicaine (10 novembre 2009) et Antigua-et-Barbuda (16 juillet 2010).

Cinq États des Amériques ont ratifié la convention : le Mexique (6 mai 2009), l'Uruguay (24 septembre 2009), le Nicaragua (2 novembre 2009), l'Équateur (11 mai 2010) et Antigua-et-Barbuda (23 août 2010).

Les 15 pays non-signataires des Amériques sont : l'Argentine, les Bahamas, la Barbade, le Belize, le Brésil, Cuba, la Dominique, Grenade, la Guyane, Saint-Christophe-et-Nevis, Sainte-Lucie, le Surinam, Trinité-et-Tobago, les États-Unis et le Venezuela. Trois de ces derniers sont engagés dans le processus d'Oslo et ont adopté la convention à Dublin en mai 2008 : l'Argentine, le Belize et le Venezuela.

Le 14 et 15 septembre 2009, le Chili a organisé la Conférence Régionale pour les pays d'Amérique Latine et des Caraïbes sur les armes à sous-munitions à Santiago afin de promouvoir l'universalisation et la mise en œuvre de la convention. Le Chili a également

LANDMINE & CLUSTER MUNITION MONITOR

L'Observatoire des armes à sous-munitions 2010 : Politique d'interdiction des armes à sous-munitions

organisé la Conférence Internationale de la Convention sur les armes à sous-munitions du 7 au 9 juin 2010 (pour plus de détails, voir la section des conférences et des réunions clés sur les armes à sous-munitions ci-dessous).

Asie-Pacifique

Douze des 40 États d'Asie-Pacifique ont signé la Convention sur les armes à sous-munitions. Aucun État de cette région n'a adhéré à la convention depuis que celle-ci a été ouverte à la signature en décembre 2008.

Cinq États d'Asie-Pacifique ont ratifié la convention : le Laos (18 mars 2009), le Japon (14 juillet 2009), la Nouvelle-Zélande (22 décembre 2009), les îles Samoa (28 avril 2010) et les îles Fidji (28 mai 2010).

Dans les 28 pays non-signataires de cette région sont inclus six États qui sont engagés dans le processus d'Oslo et qui ont adoptés la convention à Dublin en mai 2008 : le Brunei Darussalam, le Cambodge, la Malaisie, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, le Timor-Leste et le Vanuatu. En outre, les îles Marshall, le Népal et l'île de Nioué ont signé la Déclaration de Wellington de 2008 affirmant ainsi leur intention de conclure les négociations d'un instrument interdisant les armes à sous-munitions qui causent des dommages inacceptables aux civils.

Les 16 et 17 novembre 2009, l'Indonésie a organisé la Conférence Régionale pour la Promotion et l'Universalisation de la Convention sur les armes à sous-munitions à Bali afin de promouvoir l'universalisation et la mise en œuvre de la convention (plus de détails voir la section des conférences et des réunions clés sur les armes à sous-munitions ci-dessous pour).

L'Europe, le Caucase et l'Asie Centrale

Trente-trois des 54 pays d'Europe, du Caucase et d'Asie Centrale ont signé la Convention sur les armes à sous-munitions. Le 23 septembre 2009, Chypre est devenue le 100^{ème} État à signer la convention, seul État de cette région à adhérer à la convention depuis la conférence de signature en décembre 2008.

Vingt États européens ont ratifiés la convention, ce qui représente environ la moitié de toutes les ratifications : la Norvège (3 décembre 2008), l'Irlande (3 décembre 2008), le Saint-Siège (3 décembre 2008), l'Autriche (2 avril 2009), l'Albanie (16 juin 2009), l'Espagne (17 juin 2009), la Croatie (17 août 2009), la Slovénie (17 août 2009), Malte (24 septembre 2009), la France (25 septembre 2009), la Macédoine (8 octobre 2009), la Belgique (22 décembre 2009), le Monténégro (25 janvier 2010), le Danemark (12 février 2010), la Moldavie (16 février 2010), le Royaume-Uni (4 mai 2010) et la Bosnie-Herzégovine (7 septembre 2010).

Les 13 pays non-signataires d'Europe sont : l'Andorre, le Belarus, l'Estonie, la Finlande, la Grèce, la Lettonie, la Pologne, la Roumanie, la Russie, la Serbie, la Slovaquie, la Turquie et l'Ukraine. Aucun des huit États du Caucase (Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie) et d'Asie Centrale (Kazakhstan, Kirghizstan, Tadjikistan, Turkménistan, Ouzbékistan) n'a signé la convention.

LANDMINE & CLUSTER MUNITION MONITOR

L'Observatoire des armes à sous-munitions 2010 : Politique d'interdiction des armes à sous-munitions

Quatre de ces pays non-signataires (Estonie, Kirghizistan, Serbie et Slovénie) ont pris part à l'adoption à l'unanimité de la convention le 30 mai 2008. En outre, le Tadjikistan a signé la Déclaration de Wellington de 2008 affirmant ainsi son intention de conclure les négociations d'un instrument interdisant les armes à sous-munitions qui causent des dommages inacceptables aux civils.

Le 25 et 26 juin 2009, l'Allemagne a organisé la Conférence de Berlin sur la Destruction des armes à sous-munitions, à laquelle 87 pays ont assisté (plus de détails voir la section des conférences et des réunions clés sur les armes à sous-munitions ci-dessous pour).

Le 8 juillet 2010, le Parlement européen a adopté une résolution votée avec 558 voix en faveur, 30 voix contre et 24 abstentions. Ce vote incite les États-membres de l'Union européenne qui n'ont pas encore signé ou ratifié la convention à le faire « d'urgence d'ici fin 2010 ».⁶

Moyen-Orient/Afrique du Nord

Trois pays du Moyen-Orient/Afrique du Nord ont signé la Convention sur les armes à sous-munitions. Le Liban a joué un rôle important dans le processus d'Oslo et a signé la convention à Oslo le 3 décembre 2008. Le 12 janvier 2009, la Tunisie est devenue le premier État du monde à signer la convention après la conférence de signature. L'Irak a signé le 12 novembre 2009.

Depuis le 10 septembre 2010, aucun des trois États n'a ratifié la convention. Cependant, le Parlement du Liban a approuvé la ratification le 17 août 2010 et il a été annoncé que la Chambre des députés de Tunisie a adopté le projet de ratification le 10 février 2010.

Le Bahreïn, le Maroc et le Qatar figurent parmi les 107 États qui ont adopté à l'unanimité le texte de la convention lors de la conclusion des négociations en mai 2008. L'Égypte, le Koweït, la Lybie, l'Oman et l'Arabie saoudite ont également pris part aux négociations, mais seulement en qualité d'observateur.

Le Bahreïn, la Jordanie et le Qatar ont eu des propos positifs envers une éventuelle adhésion à la convention dans un futur proche.

Conférences et réunions clés sur les armes à sous-munitions

La première assemblée internationale jamais organisée sur les armes à sous-munitions depuis la Conférence de Signature de la Convention sur les armes à sous-munitions en décembre

⁶ La résolution appelle tous les membres de l'Union européenne à signer et à ratifier la Convention sur les armes à sous-munitions, à promouvoir la convention auprès des États non-parties, à mettre en application et à fournir une assistance pour la mise en œuvre de la convention, à participer à la Première Assemblée des États parties au Laos et à ne pas soutenir le protocole de la Convention sur les Armes Classiques qui irait à l'encontre des dispositions de la Convention sur les armes à sous-munitions. « Résolution du Parlement européen sur l'entrée en vigueur de la Convention sur les armes à sous-munitions et le rôle de l'Union européenne », Parlement européen, 6 juillet 2010, www.europarl.europa.eu.

LANDMINE & CLUSTER MUNITION MONITOR

L'Observatoire des armes à sous-munitions 2010 : Politique d'interdiction des armes à sous-munitions

2008 s'est déroulée à Berlin (Allemagne) les 25 et 26 juin 2009. La Conférence de Berlin sur la Destruction des armes à sous-munitions était axée sur les dispositions de la convention concernant la destruction des stocks d'armes à sous-munitions, mais a également donné la possibilité à de nombreux États de prendre la parole sur les progrès accomplis vers la ratification et d'aborder d'autres questions de mise en œuvre de la convention. Les représentants des 87 États qui ont adhéré à la convention ont assisté à la conférence de Berlin ainsi que l'Azerbaïdjan, pays non-signataire.

Les 14 et 15 septembre 2009, le Chili a organisé la Conférence Régionale pour les pays d'Amérique Latine et des Caraïbes sur les armes à sous-munitions, à laquelle tous les États de la région ayant signé la convention et les six pays non-signataires (Argentine, République Dominicaine, Saint-Christophe-et-Nevis, Suriname, Trinité-et-Tobago et Venezuela) ont assisté, à l'exception de l'Honduras. La République Dominicaine a signé la convention peu après la conférence.

Le 9 octobre 2009, l'Albanie a organisé un événement en partenariat avec la Coalition contre les armes à sous-munitions afin de promouvoir la convention en marge de l'Atelier de Tirana pour la création d'une Europe du sud-est sans mines

L'Indonésie a organisé la Conférence Régionale sur la Promotion et l'Universalisation de la Convention sur les armes à sous-munitions qui s'est tenue à Bali les 16 et 17 novembre 2009. 21 gouvernements en tout y ont assisté, dont neuf pays non-signataires : le Bangladesh, le Cambodge, la Malaisie, la Mongolie, le Myanmar (Birmanie), le Sri Lanka, Timor-Leste, la Thaïlande et le Vietnam.

Au cours de la Seconde Conférence de Révision du Traité d'interdiction des mines organisée à Carthagène (Colombie) du 29 novembre au 4 décembre 2009, plusieurs gouvernements ont fait le point sur leur signature ou ratification de la Convention sur les armes à sous-munitions lors du débat de haut niveau. Une réunion spéciale sur la convention a été organisée. Le personnel de la Coalition contre les armes à sous-munitions a rencontré 74 militants afin de discuter des priorités de leur campagne et des actions prévues pour la promotion de la convention en 2010.

L'Afrique du Sud a organisé la Conférence Régionale africaine pour l'Universalisation et la Mise en œuvre de la Convention sur les armes à sous-munitions à Pretoria les 25 et 26 mars 2010. 33 pays en tout y ont assisté, dont neuf pays non-signataires : l'Égypte, l'Érythrée, l'Éthiopie, la Lybie, l'île Maurice, les Seychelles, le Soudan, le Swaziland et le Zimbabwe. Les Seychelles ont signé la convention peu après avoir pris part à la conférence.

Du 7 au 9 juin 2010, le Chili a organisé la Conférence Internationale de la Convention sur les armes à sous-munitions à Santiago, à laquelle ont assisté des représentants de 99 pays, dont 13 États non-signataires ainsi qu'une délégation de plus de 120 militants appartenant à la Coalition contre les armes à sous-munitions. La conférence de Santiago avait pour but de encourager l'universalisation de la convention, avancer les préparatifs pour la Première Assemblée des États parties et promouvoir la mise en œuvre de la convention. Immédiatement

LANDMINE & CLUSTER MUNITION MONITOR

L'Observatoire des armes à sous-munitions 2010 : Politique d'interdiction des armes à sous-munitions

après la conférence de Santiago, la Coalition contre les armes à sous-munitions a organisé un forum des militant pour partager des compétences et des expériences.

Les 18 mars et 21 octobre 2009 , plusieurs réunions spéciales ont été organisées au siège de l'ONU à New York afin d'encourager l'universalisation de la convention. Au cours de la réunion de mars 2009, le Laos a ratifié la convention et la République Démocratique du Congo l'a signée.

En septembre 2009, la Convention sur les armes à sous-munitions a été mise en exergue lors de la réunion annuelle des traités de l'ONU qui a été organisée parallèlement à l'ouverture annuelle de l'Assemblée Générale de l'ONU. Chypre et Saint-Vincent-et-les-Grenadines ont signé la convention, alors que le Burundi, la France, Malte et l'Uruguay ont déposé leurs instruments de ratification.

Le 1 mai 2009, la Coalition contre les armes à sous-munitions a reçu le Prix International de la Paix de Tipperary à l'occasion d'une cérémonie qui s'est déroulée en Irlande.

Du 29 mai au 4 juin, la Coalition contre les armes à sous-munitions a organisé une Semaine Mondiale d'Action contre les bombes à sous-munitions, durant laquelle des militants de 58 pays ont effectué des actions pour appeler les gouvernements à signer et ratifier la convention. Une campagne d'e-mailing de la Coalition contre les armes à sous-munitions a ciblé cinq pays non-signataires dont le Nigeria, pays qui a par la suite signé la convention, le 12 juin 2009. Le 23 avril 2010, la Coalition contre les armes à sous-munitions a lancé un compte à rebours de 100 jours jusqu'à l'entrée en vigueur de la Convention sur les armes à sous-munitions. Pendant le décompte, la Coalition contre les armes à sous-munitions a ciblé un pays non-signataire différent chaque semaine avec une série d'actions visant à encourager ces gouvernements à adhérer à la convention sans délai.

Loi d'application nationale

Le plein potentiel de la Convention sur les armes à sous-munitions sera pleinement exploité lors de l'adoption de la loi d'application nationale par chaque État partie. L'article 9 de la convention fait obligation aux États parties de prendre « toutes les mesures légales, administrative et autres afin de mettre en application la Convention, y compris la mise en place de sanctions pénales ... »⁷. Adopter une loi nationale complète est le moyen le plus efficace de s'acquitter de cette obligation. La loi nationale consacre les dispositions de la convention au niveau national et peut adapter les dispositions clés à la situation de chaque État partie. Certains État choisiront de dépendre des politiques nationales plutôt que des lois, cependant la mise en application de la loi est importante car elle fournit des règles contraignantes, durables et sans équivoque qui laissent peu de place à l'interprétation.

⁷ Pour obtenir des recommandations de meilleures pratiques dans ce domaine, voir : Human Rights Watch et la faculté de droit de Harvard pour le droit international et les droits de l'homme, « Respecter l'interdiction : Lignes Directrices pour une Loi Nationale efficace afin de mettre en application la Convention sur les armes à sous-munitions », Juin 2010 ; et le CICR, « Modèle de Loi, Convention sur les armes à sous-munitions : Loi pour les États membres du Common Law de la Convention sur les armes à sous-munitions de 2008 », www.icrc.org.

LANDMINE & CLUSTER MUNITION MONITOR

L'Observatoire des armes à sous-munitions 2010 : Politique d'interdiction des armes à sous-munitions

En juin 2006, la Belgique a été le premier pays à voter une loi nationale interdisant les armes à sous-munitions. L'Autriche a ensuite adopté une loi d'interdiction prenant effet en janvier 2008. La loi mettant en application la Convention sur les armes à sous-munitions a depuis été adoptée par huit États : l'Allemagne, la France, l'Irlande, le Japon, le Luxembourg, la Nouvelle-Zélande, la Norvège et le Royaume-Uni.

Un certain nombre d'autres pays, dont l'Australie, le Canada, le Malawi et la Slovénie ont déclaré qu'ils étaient en cours d'élaboration, de réflexion ou d'adoption d'une loi nationale. D'autres pays, dont le Burundi, le Laos, les îles Samoa et les Seychelles, ont évoqué leur intention d'élaborer une loi nationale. Le Mexique envisage la nécessité d'une loi.

Au moins deux États, le Danemark et le Monténégro, ont précisé que les lois existantes sont suffisantes pour mettre en application la convention.

Convention sur les armes classiques

Les discussions sur les armes à sous-munitions se sont poursuivies pendant plus de six ans au cours du forum de la Convention sur les armes classiques de 1980. En 2006, lors de la Troisième Conférence de Révision de la Convention sur les armes classiques, la question du mandat pour les négociations sur les armes à sous-munitions a été le sujet principal, mais les États parties ne sont pas parvenus à un accord sur un mandat concret pour les travaux futurs. Avec l'échec de la Convention sur les armes classiques à agir, la Norvège a annoncé qu'elle entamerait un processus indépendant en dehors de la Convention sur les armes classiques afin de négocier un traité interdisant les armes à sous-munitions.

En grande partie en réaction au processus d'Oslo, les discussions sur les armes à sous-munitions se sont poursuivies dans la Convention sur les armes classiques en 2007-2008. Alors que les pourparlers du processus d'Oslo ont progressé à un rythme rapide afin d'obtenir un accord sur un traité, les discussions de la Convention sur les armes classiques produisent peu d'accord sur le champ d'application ou les dispositions d'un éventuel futur instrument. En novembre 2008, à la fin des délibérations de la Convention sur les armes classiques et après l'adoption de la Convention sur les armes à sous-munitions par 107 États à Dublin en mai 2008 avec interdiction complète et immédiate des armes à sous-munitions, les États parties membres de la Convention sur les armes classiques n'ont même pas pu se mettre d'accord pour savoir s'ils aspiraient à un instrument juridiquement contraignant et encore moins sur le contenu de tout accord.

Après la signature de la Convention sur les armes à sous-munitions en décembre 2008, le ton du débat de la Convention sur les armes classiques a sensiblement évolué avec environ deux-tiers des États parties de cette convention ayant adopté une norme bien supérieure dans la Conventions sur les armes à sous-munitions que n'importe quelle norme à l'étude dans la Convention sur les armes classiques. Toutefois, un certain nombre d'États essentiellement non-signataires ont montré leur détermination à poursuivre les délibérations de la Convention sur les armes classiques.

LANDMINE & CLUSTER MUNITION MONITOR

L'Observatoire des armes à sous-munitions 2010 : Politique d'interdiction des armes à sous-munitions

Des États comme le Brésil, la Chine, l'Inde, Israël, le Pakistan, la Pologne, la Russie, la Corée du Sud, la Turquie l'Ukraine et les États-Unis ont été parmi les plus ardents défenseurs de la poursuite des travaux sur la Convention sur les armes classiques. Cependant, ces États ont montré des divergences entre eux sur des clauses principales, y compris sur le champ d'application d'un accord futur, la définition des armes à sous-munitions qui serait englobée dans cet accord, ou le délai d'entrée en vigueur de toute clause.

Les États signataires de la Convention sur les armes à sous-munitions ont insisté de plus en plus sur le fait qu'un futur instrument de la Convention sur les armes classiques doit être un minimum compatible avec la Convention sur les armes à sous-munitions et doit avoir un impact direct dans la lutte aux dommages causés par l'utilisation des armes à sous-munitions.

Le projet de texte en discussion en 2009 n'a pas beaucoup évolué par rapport à celui de 2008. Les interdictions et restrictions principales permettaient encore l'utilisation illimitée des armes à sous-munitions, qui ont été prouvées comme étant la cause de souffrances humanitaires dans de nombreux conflits. Le projet de texte contenait de nombreuses clauses peu définies et facultatives ainsi que des restrictions ambiguës. Il contenait une définition des armes à sous-munitions qui serait incompatible avec la Convention sur les armes à sous-munitions et qui poserait un problème juridique pour les États ayant l'intention d'être liés par les deux conventions. Le projet de texte contenait également des clauses pour une période de transition indéfinie durant laquelle toutes les armes à sous-munitions existantes pourraient être encore utilisées.

À la fin des discussions en 2009, les États parties membres de la Convention sur les armes classiques se sont de nouveau engagé dans un long débat sur le mandat des travaux de la convention l'année suivante. Après des efforts considérables, un compromis a été trouvé afin d'inclure une mention d'un « protocole » dans le mandat, mais seulement en tant qu'annotation au texte.

À la fin de la session de la Convention sur les armes classiques en avril 2010, un certain nombre de pays signataires de la Convention sur les armes à sous-munitions, dont l'Afrique du Sud, l'Allemagne, l'Autriche, le Mexique et la Norvège, ont de plus en plus remis en question le bien-fondé de la poursuite des discussions apparemment futiles. Ces nations et d'autres telles que le Canada, la France, l'Irlande et la Suisse ont été très critiques vis-à-vis du texte pour légitimer l'utilisation des armes à sous-munitions, prouvées comme étant la cause de dommages humanitaires inacceptables et par rapport à son manque de compatibilité avec la Convention sur les armes à sous-munitions. Les délibérations qui ont suivi, à la fin du mois de juin 2010 à Genève, d'autres n'ont fourni aucune preuve d'un accord sur les éléments principaux à inclure dans le protocole futur.

Deux nouveaux projets de texte, fortement influencés et soutenus par les États-Unis, ont été soumis au cours d'une semaine de délibérations du 30 août au 3 septembre 2010. Cependant, les textes ont été critiqués par de nombreux partisans de la Convention sur les armes à sous-munitions qui les considéraient comme beaucoup trop faibles et par des États comme la Corée du Sud, l'Inde, Israël, le Pakistan et la Russie qui les considéraient comme trop vastes.

LANDMINE & CLUSTER MUNITION MONITOR

L'Observatoire des armes à sous-munitions 2010 : Politique d'interdiction des armes à sous-munitions

Les États parties membres de la Convention sur les armes classiques se réuniront en novembre 2010 afin de poursuivre leurs efforts pour parvenir à un accord sur les armes à sous-munitions et, si cela échoue encore, afin de décider de prolonger ou non les travaux en 2011.

Utilisation des armes à sous-munitions

Depuis la Seconde Guerre mondiale, les armes à sous-munitions ont été utilisées lors de conflits armés dans 39 pays et territoires contestés, dont l'Afghanistan, l'Albanie, l'Angola, l'Azerbaïdjan, la Bosnie-Herzégovine, le Cambodge, le Tchad, la Colombie, la Croatie, la République Démocratique du Congo, l'Érythrée, l'Éthiopie, la Géorgie, Grenade, l'Iran, l'Irak, Israël, le Koweït, le Laos, le Liban, la Lybie, la Mauritanie, le Monténégro, le Mozambique, la Russie (Tchéchénie), l'Arabie saoudite, la Serbie, la Sierra Leone, la Soudan, la Syrie, le Tadjikistan, l'Ouganda, la Vietnam, la Yémen et la Zambie ainsi que les îles Falkland/Malouines, le Kosovo, le Haut-Karabagh et le Sahara occidental.⁸

Depuis que la convention a été ouverte à la signature en décembre 2008, il n'y a eu qu'une seule allégation sérieuse concernant l'utilisation des armes à sous-munitions. En juin 2010, Amnesty International a signalé que les États-Unis semblaient avoir utilisé au moins un missile de croisière TLAM-D avec 166 sous-munitions BLU-97 pour attaquer un « camp d'entraînement présumé appartenant à Al-Qaïda » au Yémen le 17 décembre 2009. Bien que le radar de mines antipersonnel et d'armes à sous-munitions ne soit pas en mesure de confirmer de manière indépendante l'allégation, Amnesty International a présenté des preuves photographiques concrètes.⁹ Le gouvernement américain n'a pas souhaité faire de déclarations concernant cette allégation.

Au moins 18 des gouvernements ayant des forces armées ont utilisé des armes à sous-munitions depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Liste des États utilisant des armes à sous-munitions et lieux utilisés

État utilisateur	Lieux utilisés
Arabie Saoudite	Arabie Saoudite
Afrique du Sud	Admet l'utilisation par le passé, lieux inconnus
Colombie	Colombie
Érythrée	Éthiopie
États-Unis	Afghanistan, Bosnie-Herzégovine, Cambodge, Grenade, Iran, Irak, Koweït, Laos, Liban, Libye, Arabie saoudite, Soudan, Vietnam, ex-Yougoslavie (Kosovo, Monténégro, Serbie), peut-être Yémen
Éthiopie	Érythrée

⁸ Certains de ces États ne sont plus considérés comme minés, dont : Albanie, Éthiopie, Sierra Leone, Ouganda et Zambie. D'autres pays sont considérés comme ayant une contamination résiduelle minimale : Colombie, Érythrée, Grenade, Iran, Israël, Koweït, Libye, Mozambique, Arabie saoudite et Yémen. Deux autres États sont contaminés par des explosions dans les zones de stockage de munitions (République Démocratique du Congo et Guinée-Bissau) et d'autres peuvent encore être contaminés par les champs de tir (Chili et Jordanie).

⁹ Voir Amnesty International, « Images de points missiles et d'armes à sous-munitions et rôle des États-Unis dans l'attaque fatale du Yémen », 7 juin 2010, www.amnesty.org.

LANDMINE & CLUSTER MUNITION MONITOR

L'Observatoire des armes à sous-munitions 2010 : Politique d'interdiction des armes à sous-munitions

France	Tchad, Irak, Koweït
Géorgie	Géorgie, peut-être Abkhazie
Irak	Iran, Irak
Israël	Liban, Syrie
Libye	Tchad
Maroc	Sahara occidental, Mauritanie
Nigeria	Sierra Leone
Pays-Bas	Ex-Yougoslavie (Kosovo, Monténégro, Serbie)
Russie	Tchéchénie, Afghanistan (en tant que URSS), Géorgie
Royaume-Uni	Îles Falkland, Irak, Koweït, ex-Yougoslavie (Kosovo, Monténégro, Serbie)
Soudan	Soudan
Yougoslavie (ancienne République socialiste de)	Albanie, Bosnie-Herzégovine, Croatie

Toutefois, cette liste n'est pas exhaustive étant donné que dans plusieurs cas, il est difficile de déterminer quel État partie a utilisé des armes à sous-munitions. C'est le cas pour l'Angola, l'Azerbaïdjan, le Haut-Karabagh, le Mozambique, la République Démocratique du Congo, le Tadjikistan, l'Ouganda et la Zambie.

En plus des forces armées des États, des groupes armés non-étatiques ont utilisé des armes à sous-munitions en Afghanistan (par l'Alliance du Nord), en Bosnie-Herzégovine (par une milice serbe), en Croatie (par une milice serbe), en Israël (par le Hezbollah) et peut-être dans certains lieux susmentionnés où il est difficile de déterminer quel État partie a utilisé ce type d'arme.

Des rapports non confirmés évoquent l'usage d'armes à sous-munitions au Pakistan, en Slovénie, en Turquie ainsi qu'au Cachemire sous contrôle pakistanais.

Deux États signataires ont admis l'utilisation d'armes à sous-munitions par le passé, mais n'ont donné aucun détail pertinent. En janvier 2005, le Ministère des Affaires Étrangères d'Afrique du Sud a déclaré que les Forces de Défense sud-africaines ont produit et utilisé des sous-munitions par le passé. En mai 2009, lors d'une cérémonie pour la destruction du dernier entrepôt de stockage d'armes à sous-munitions de type CB-250K, le Ministère de la Défense a affirmé que ce type d'arme a été utilisé par le passé afin de détruire les pistes d'atterrissage clandestines et les camps créés par des « groupes armés illégaux ». En mars 2010, la Colombie a confirmé que ses forces armées ont utilisé des armes à sous-munitions par le passé, mais a refusé de préciser la quantité ou la période durant laquelle ces armes ont été utilisées.

En vertu de l'article 4 de la Convention sur les armes à sous-munitions, un État partie ayant utilisé des armes à sous-munitions sur le territoire d'un autre État partie avant l'entrée en vigueur de la convention « est fortement encouragé » à fournir une assistance à l'autre État partie, y compris « le cas échéant, des informations sur les types et quantités d'armes à sous-munitions utilisés, les lieux précis d'attaques et de restes d'armes à sous-munitions connus.

LANDMINE & CLUSTER MUNITION MONITOR

L'Observatoire des armes à sous-munitions 2010 : Politique d'interdiction des armes à sous-munitions

Restrictions unilatérales sur l'utilisation

Quelques États n'ayant pas adhéré à la Convention sur les armes à sous-munitions ont imposé des restrictions sur une utilisation éventuelle des armes à sous-munitions. La politique américaine sur les armes à sous-munitions de juin 2008 exige que jusqu'en 2018, l'utilisation des armes à sous-munitions qui dépasserait le taux de 1% de munition non explosée (ce qui comprend tout sauf une infime partie de l'arsenal américain) doit être approuvé par un « commandant des forces combattantes » étant un très haut responsable militaire. Après 2018, les États-Unis n'utiliseront plus d'armes à sous-munitions qui entraînent plus de 1% de munition non explosée.

La Roumanie a déclaré qu'elle limitait l'utilisation des armes à sous-munitions sur son territoire. La Pologne a affirmé qu'elle utiliserait les armes à sous-munitions à des fins défensives uniquement et n'a pas l'intention de les utiliser en dehors de son territoire. L'Estonie, la Finlande et la Slovaquie ont fait des déclarations similaires.

Chronologie de l'utilisation des armes à sous-munitions

Date	Lieux	Détails connus
1939-1945	Italie, Libye, Malte, URSS, Royaume-Uni, peut-être d'autres lieux	Des munitions similaires aux armes à sous-munitions de par leur fonction ont été utilisées par l'Allemagne et l'Union Soviétique et peut-être par d'autres parties belligérantes au cours de la Seconde Guerre mondiale.
1965-1975	Cambodge, Laos, Vietnam	Selon une analyse des données des bombardements américains menée par Handicap International, environ 80 000 armes à sous-munitions contenant 26 millions de sous-munitions ont été larguées au Cambodge entre 1969 et 1973. Plus de 414 000 bombes à fragmentation contenant au moins 260 millions de sous-munitions ont été larguées au Laos entre 1965 et 1973. Plus de 296 000 armes à sous-munitions contenant près de 97 millions de sous-munitions ont été larguées au Vietnam entre 1965 et 1975.
Années 1970	Zambie	Des restes d'armes à sous-munitions dont des sous-munitions de bombes larguées non explosées ont été découverts à Chikumbi et Shangombo.
1973	Syrie	Israël a utilisé des armes à sous-munitions larguées contre des groupes armés non-étatiques qui formaient des camps d'entraînement près de Damas.
1975-1991	Sahara occidental, Mauritanie	Les forces armées marocaines ont utilisé des armes à sous-munitions larguées contre un groupe armé non-étatique au Sahara occidental. Les restes des mêmes types d'armes à

LANDMINE & CLUSTER MUNITION MONITOR

L'Observatoire des armes à sous-munitions 2010 : Politique d'interdiction des armes à sous-munitions

		sous-munitions ont été découverts en Mauritanie.
1978	Liban	Israël a utilisé des armes à sous-munitions au sud du Liban.
1979-1989	Afghanistan	Les forces armées soviétiques ont utilisé des armes à sous-munitions et des roquettes larguées. Les groupes armés non-étatiques ont également utilisé des roquettes à sous-munitions larguées à plus petite échelle.
1982	Liban	Israël a utilisé des armes à sous-munitions contre les forces armées syriennes et les groupes armés non-étatiques au Liban.
1982	Iles Falkland/îles Malouines	Les forces armées britanniques ont largué des bombes à fragmentation de type 107 BL-755 contenant 15 729 sous-munitions.
1983	Grenade	Le porte-avion de la Marine américaine a largué 21 bombes de type Rockeye lors d'opérations de soutien aérien rapproché.
1983	Liban	Le porte-avion de la Marine américaine a largué 12 bombes de type CBU-59 ainsi que 27 bombes de type Rockeye contre les unités de défense aériennes syriennes près de Beyrouth au Liban.
1984-1988	Iran, Irak	Il a été signalé que l'Irak a utilisé des armes à sous-munitions larguées pour la première fois en 1984.
1986	Libye	Le porte-avion de la Marine américaine a attaqué les navires libyens en utilisant des bombes à fragmentation de type Mk-20 Rockeye dans le Golfe de Syrte le 25 mars. Le 14 et 15 avril, le porte-avion de la Marine américaine a largué des 60 bombes de type Rockeye sur l'aérodrome de Benghazi.
1986-1987	Tchad	Le porte-avion français a largué des armes à sous-munitions sur un aérodrome libyen à Ouadi Doum. Les forces armées libyennes ont également utilisé des sous-munitions de type AO-1SCh et PTAB-2.5 à divers endroits.
1988	Iran	Le porte-avion de la Marine américaine a attaqué les bateaux à moteur rapide de la Garde Révolutionnaire iranienne ainsi que les navires de la Marine iranienne en utilisant des bombes de type Mk-20 Rockeye lors de l'opération Praying Mantis (mante religieuse).
1991	Arabie saoudite	Les forces armées d'Arabie saoudite et

LANDMINE & CLUSTER MUNITION MONITOR

L'Observatoire des armes à sous-munitions 2010 : Politique d'interdiction des armes à sous-munitions

		américaines ont utilisé des armes à sous-munitions larguées contre les forces armées iraqiennes pendant la bataille de Khafji.
1991	Irak, Koweït	Les États-Unis, la France et le Royaume-Uni ont largué 61 000 bombes à fragmentation contenant environ 20 millions de sous-munitions. Le nombre d'armes à sous-munitions larguées par des attaques d'artillerie et de roquettes est inconnu, cependant environ 30 millions ou plus de munitions conventionnelles améliorées à double usage ont été utilisées dans le conflit.
1992-1994	Angola	Les démineurs ont découverts des ratés de sous-munitions PTAB de fabrication soviétique à divers endroits.
1992-1994	Haut-Karabagh, Azerbaïdjan	Des contaminations par sous-munitions ont été identifiées dans au moins 162 sites dans le Haut-Karabagh. Il existe également des rapports de contamination dans d'autres parties de l'Azerbaïdjan occupé, à côté du Haut-Karabagh.
1992-1995	Bosnie-Herzégovine	Les forces armées yougoslaves et les groupes armés non-étatiques ont utilisé des armes à sous-munitions pendant la guerre civile. Le porte-avion de l'OTAN a largué deux bombes de type CBU-87.
1992-1997	Tadjikistan	Des sous-munitions de type ShOAIB et AO-2.5RT ont été découvertes dans la ville de Gharm dans la vallée de Rasht et ont été utilisées par des forces inconnues lors de la guerre civile.
1994-1996	Tchéchénie	Les forces armées russes ont utilisé des armes à sous-munitions contre des groupes armés non-étatiques.
1995	Croatie	Le 2 et 3 mai 1995, un groupe armé non-étatique a utilisé un lance-roquettes multiples de type Orkan M-87 afin de mener des attaques contre la ville de Zagreb. Le gouvernement croate prétend que les forces armées serbes ont utilisé des bombes de type BL-755 sur Sisak, Kutina et le long de la rivière Kupa.
1996-1999	Soudan	Les forces gouvernementales soudanaises ont utilisé des armes à sous-munitions larguées dont des sous-munitions de type PM-1 de fabrication chilienne sur le sud du Soudan.

LANDMINE & CLUSTER MUNITION MONITOR

L'Observatoire des armes à sous-munitions 2010 : Politique d'interdiction des armes à sous-munitions

1997	Sierra Leone	La Sierra Leone a déclaré que les agents permanents nigériens de l'ECOMOG pour le maintien de la paix ont utilisé des bombes Béluga de type BLG-66 sur la ville orientale de Kenema. L'ECOMOG a nié ses déclarations.
1998	Afghanistan/Soudan	En août, les navires et les sous-marins américains ont tiré 66 missiles de croisière de type TLAM-D Block 3, contenant chacun 166 sous-munitions de type BLU-97, sur une usine prise pour cible à Khartoum, au Soudan et sur des camps d'entraînement de groupes armés non-étatiques en Afghanistan.
1998	Éthiopie, Érythrée	L'Éthiopie et l'Érythrée ont échangé des tirs aériens d'armes à sous-munitions. L'Éthiopie a attaqué l'aéroport d'Asmara et l'Érythrée a attaqué l'aéroport de Mekele. L'Éthiopie a largué des bombes de type BL-755 sur la province de Gash-Barka en Érythrée.
1998-1999	Albanie	Les forces armées yougoslaves ont utilisé des roquettes à sous-munitions larguées sur des zones frontalières contestées et les forces armées de l'OTAN ont mené six attaques d'armes à sous-munitions larguées.
1998-2003	République Démocratique du Congo	Les démineurs ont découvert des bombes de type BL-755 et des ratés de sous-munitions dans les villages de Kasu, Katelwa et dans la partie orientale d'Agrico sur le territoire de Kabalo.
1999	République Fédérale de Yougoslavie	Les États-Unis, le Royaume-Uni et les Pays-Bas ont largué 1765 armes à sous-munitions contenant 295 000 sous-munitions sur le Kosovo actuel, le Monténégro et la Serbie.
2001-2002	Afghanistan	Les États-Unis ont largué des armes à sous-munitions contenant 248 056 sous-munitions.
Inconnue	Ouganda	Des bombes de type RBK-250/275 ainsi que des sous-munitions de type AO-1SCh ont été découvertes dans le nord du district de Gulu.
2003	Irak	Les États-Unis et le Royaume-Uni ont utilisé près de 13 000 armes à sous-munitions contenant environ 1,8 à 2 millions sous-munitions pendant les trois semaines du combat principal.
2006	Liban	Les forces armées israéliennes ont

LANDMINE & CLUSTER MUNITION MONITOR

L'Observatoire des armes à sous-munitions 2010 : Politique d'interdiction des armes à sous-munitions

		utilisé des armes à sous-munitions larguées contre le Hezbollah. L'ONU estime qu'Israël a utilisé jusqu'à 4 millions de sous-munitions.
2006	Israël	Le Hezbollah a tiré plus de 100 roquettes à sous-munitions de type 81 (12 mm) de fabrication chinoise sur le nord d'Israël.
2008	Géorgie	Les forces armées russes et géorgiennes ont toutes les deux utilisé des armes à sous-munitions lors du conflit d'août 2008. Les démineurs ont découvert des sous-munitions dont les sous-munitions larguées de type AO-2.5 RTM ainsi que des roquettes de type 9N210 et M85.
2009	Yémen	Amnesty International a signalé que les États-Unis auraient apparemment utilisé au moins un missile de croisière de type TLAM-D avec 166 sous-munitions de type BLU-97 pour attaquer un camp d'entraînement de terroristes présumé à Al ma'jalah le 17 décembre 2009.

Production d'armes à sous-munitions

Au total, 34 États ont développé ou fabriqué plus de 200 types d'armes à sous-munitions¹⁰. Quinze d'entre eux ont signé la Convention sur les armes à sous-munitions, renonçant ainsi à toute fabrication future. Sur les 19 États producteurs non-signataires, 17 sont susceptibles de poursuivre actuellement ou à l'avenir la production d'armes à sous-munitions. L'Argentine et la Serbie ont annoncé qu'ils n'ont pas l'intention d'en fabriquer à l'avenir.

Le tableau ci-dessous dresse la liste des pays qui ont développé ou produit des armes à sous-munitions:

Pays ayant développé ou produit des armes à sous-munitions¹¹

États parties et signataires		États non signataires	
Australie	Italie	Argentine	Corée du Sud
Belgique	Japon	Brésil	Pakistan

¹⁰Avec la disponibilité de nouvelles données, la liste des fabricants a changé au fil du temps. Human Rights Watch avait identifié en 2002 un total de 33 États ayant développé ou fabriqué des armes à sous-munitions. Human Rights Watch, « Memorandum to CCW Delegates: A Global Overview of Explosive Submunitions », 20 Mai 2002, www.hrw.org. Le Canada et la Bulgarie ont été retirés de la liste alors que l'Australie, la Bosnie-Herzégovine et le Japon y ont été rajoutés. La Serbie a remplacé la Yougoslavie.

¹¹Dans ces listes, le chargement, le montage et le conditionnement des sous-munitions et des munitions dans des conditions adaptées à leur approvisionnement ou leur utilisation lors des combats est considéré comme une forme de production d'armes à sous-munitions. La modification de la configuration de livraison d'origine des fabricants visant à améliorer la performance au combat est également considérée comme une forme de production.

LANDMINE & CLUSTER MUNITION MONITOR

L'Observatoire des armes à sous-munitions 2010 : Politique d'interdiction des armes à sous-munitions

Bosnie-Herzégovine	Pays Bas	Chine	Pologne
Chili	Afrique du Sud	Égypte	Roumanie
France	Espagne	Grèce	Russie
Allemagne	Suède	Inde	<i>Serbie</i>
Irak	Suisse	Iran	Singapour
	Royaume-Uni	Israël	Slovaquie
		Corée du Nord	Turquie
			États-Unis

Note: Les caractères italiques désignent les pays non signataires qui déclarent ne plus produire d'armes à sous-munitions.

En juin 2010, un responsable turc a informé l'Observatoire des Mines et des Armes à sous-munitions que la Turquie ne produit pas d'armes à sous-munitions. On ignore si cette déclaration signifie qu'il n'existe pas de production actuelle ou s'il s'agit du résultat d'un changement de politique selon lequel la Turquie renonce à toute production future.

Plusieurs pays tels que la Pologne, Singapour et la Corée du Sud ont confirmé la production d'armes à sous-munitions en 2010 lors de déclarations publiques ou lorsqu'ils étaient en contact avec l'Observatoire des Mines et des Armes à sous-munitions.

Au moins trois des pays fabriquant encore des armes à sous-munitions ont établi des normes pour la fiabilité des sous-munitions. En 2011, Les États Unis ont instauré une politique selon laquelle toute sous-munition atteignant le stade de production pendant l'année fiscale 2005 et après, doit présenter un taux d'échec inférieur à 1%. En 2005, le ministère polonais de la Défense a indiqué qu'il exige un taux d'échec inférieur à 2,5% pour l'acquisition de sous-munitions. La Corée du Sud a émis une directive ordonnant l'achat unique à l'avenir d'armes à sous-munitions dotées d'un mécanisme d'autodestruction et ayant un taux de raté égal ou inférieur à 1%.

Transfert d'armes à sous-munitions

L'Observatoire des Mines et des Armes à sous-munitions n'a pas eu connaissance de tout nouveau transfert d'armes à sous-munitions ayant eu lieu en 2009 ou lors de la première moitié de l'année 2010. Cependant, Amnesty International a obtenu des documents indiquant qu'en avril 2009, une cargaison de pièces inertes pour projectiles d'artillerie K-310 de 155 mm à sous-munitions a été livrée d'un fabricant sud-coréen Poongsan Corporation vers l'usine de Pakistan Ordnance Factories située à Sanjwal. Une série de documents supplémentaires a révélé qu'en février 2010, un chargement d'éléments inertes pour obus d'artillerie K-310 a été transporté de Poongsan Corporation vers le Pakistan. Selon Amnesty, les deux cargaisons ont été acheminées à bord de navires sous le pavillon britannique.¹²

¹²Amnesty International « Deadly Movements: Transportation Controls in the Arms Trade Treaty », juillet 2010, (Des transferts Meurtriers: les Contrôles des Transports dans le Traité sur le Commerce des Armes) p.10-11.

LANDMINE & CLUSTER MUNITION MONITOR

L'Observatoire des armes à sous-munitions 2010 : Politique d'interdiction des armes à sous-munitions

Bien qu'il soit peu aisé d'établir la portée véritable du commerce d'armes à sous-munitions en l'absence d'informations officielles, pas moins de 15 pays ont livré plus de 50 types d'armes à sous-munitions vers au moins 60 autres nations.¹³

Les États-Unis représentent probablement le leader mondial des exportations d'armes à sous-munitions avec le transfert de cent milles armes à sous-munitions contenant dix millions de sous-munitions peu fiables et peu précises vers au moins 29 pays.¹⁴ Les armes à sous-munitions d'origine russe/soviétique se situent dans les stocks d'au moins 33 États. Nombre d'entre eux ont hérité de stocks d'armes à sous-munitions après l'éclatement de l'URSS.¹⁵

Bien que l'on ignore la part des exportations chinoises d'armes à sous-munitions, des sous-munitions non explosées en provenance de ce pays ont été découvertes en Irak, en Israël, au Liban ainsi qu'au Soudan. Le Hezbollah a tiré plus de 100 rockets chinoises de 122mm type 81 dotées de munitions conventionnelles améliorées à double usage (DPICM) dans le nord d'Israël en 2006.

Le Brésil, l'Allemagne, Israël, la Corée du Sud, la Slovaquie et la Turquie ont exporté des armes à sous-munitions au cours des cinq dernières années. Parmi les pays ayant importé des armes à sous-munitions depuis 2005 se trouvent la Géorgie, l'Inde, le Pakistan, la Slovaquie et les Émirats Arabes Unis.

Au moins deux pays qui n'ont pas signé la Convention sur les armes à sous-munitions, les États-Unis et Singapour, ont décrété un moratoire sur les exportations. En décembre 2007, le Congrès américain a instauré un moratoire d'un an sur le transfert d'armes à sous-munitions qui ne présentent pas un taux de fiabilité égal ou supérieur à 99%. La réglementation exige également que tout État important des armes à sous-munitions en provenance des États-Unis doit accepter d'utiliser celles-ci uniquement contre des cibles militaires clairement définies et non dans les zones où la présence de civils est connue. Cette interdiction a été prolongée jusqu'en 2008 et 2009.

¹³Au moins cinq pays signataires ont exporté des armes à sous-munitions dans le passé (Chili, France, Allemagne, Moldavie et le Royaume-Uni) ainsi qu'au moins 10 pays non-signataires (Brésil, Chine, Égypte, Israël, Russie, Slovaquie, Corée du Sud, Turquie, États-Unis et l'ex-Yougoslavie). On dispose de plus d'informations au fil des années concernant les transferts d'armes à sous-munitions. En 2002, Human Rights Watch a estimé qu'au moins neuf pays avaient exporté 30 types d'armes à sous-munitions vers pas moins de 45 autres pays. Human Rights Watch, « Memorandum to CCW Delegates: A Global Overview of Explosive Submunitions », 20 Mai 2002.

¹⁴Les États-Unis ont exporté des armes à sous-munitions dans les pays suivants: Australie, Bahreïn, Canada, Égypte, Danemark, France, Allemagne, Grèce, Honduras, Inde, Indonésie, Israël, Italie, Japon, Jordanie, Corée du Sud, Maroc, les Pays-Bas, Norvège, Oman, Pakistan, Arabie Saoudite, Espagne, Thaïlande, Turquie, les Émirats Arabes Unis et le Royaume-Uni.

¹⁵Des armes à sous-munitions d'origine russe ou soviétique ont été stockées dans les pays suivants: Algérie, Angola, Azerbaïdjan, Biélorussie, Bulgarie, Croatie, Cuba, République Tchèque, Égypte, Hongrie, Géorgie, Guinée, Guinée-Bissau, Inde, Iran, Irak, Kazakhstan, Corée du Nord, Koweït, Libye, Moldavie, Mongolie, Pérou, Pologne, Slovaquie, Soudan, Syrie, Turkménistan, Ouganda, Ukraine, Ouzbékistan et au Yémen.

LANDMINE & CLUSTER MUNITION MONITOR

L'Observatoire des armes à sous-munitions 2010 : Politique d'interdiction des armes à sous-munitions

Le 26 novembre 2008, Singapour a annoncé qu'il imposerait un moratoire indéfini sur l'exportation d'armes à sous-munitions avec effet immédiat.

En juin 2010, un responsable turc a indiqué à l'Observatoire des Mines et des Armes à sous-munitions que la Turquie ne vend ou n'importe plus d'armes à sous-munitions. On ignore s'il s'agit d'une nouvelle politique d'armement adoptée par la Turquie. Selon les rapports officiels présentés aux Nations Unis, la Turquie a aussi bien importé qu'exporté des armes à sous-munitions pas plus tard qu'en 2007.

Stocks mondiaux d'armes à sous-munitions et leurs destructions

L'Observatoire des Mines et des Armes à sous-munitions estime à 86 le nombre total de pays ayant détenu à un moment donné des stocks d'armes à sous-munitions. Ce chiffre varie tout au long des dernières années suivant la disponibilité de nouvelles informations et la clarification des gouvernements selon s'ils possèdent ou possédaient ou non des stocks d'armes à sous-munitions.¹⁶ Sur les 86 pays, 38 ont signé et/ou ratifié la Convention sur les armes à sous-munitions.

L'Observatoire estime à 74 le nombre de nations détenant des stocks d'armes à sous-munitions. Dans un engagement hautement louable de respect avant l'heure des obligations de la Convention, quatre États parties (Norvège, Moldavie, Espagne et Belgique) et deux pays signataires (Colombie et Portugal) ont annoncé l'achèvement de la destruction de leurs stocks en 2009 ou 2010.

Par ailleurs, en 2010, l'Afghanistan et l'Angola, pays signataires, ont indiqué ne plus détenir de stocks suite à leurs destructions totales durant les années de vastes programmes de désarmement d'après-guerre. Quelques années auparavant, l'Australie et le Honduras, tous deux signataires, et l'Argentine, pays non-signataire, ont indiqué avoir détenu dans le passé des stocks d'armes à sous-munitions qu'ils ont détruits par la suite bien avant le début du processus d'Oslo en 2007.

Sur les 74 nations détenant actuellement des stocks d'armes à sous-munitions, 27 au total ont signé et ou ratifié la Convention sur les armes à sous-munitions.

Pays ayant stocké des armes à sous-munitions

États parties	Pays signataires	Pays non signataires	
Autriche	<i>Afghanistan</i>	Algérie	Mongolie
<i>Belgique</i>	<i>Angola</i>	Argentine	Maroc
Bosnie-Herzégovine	<i>Australie</i>	Azerbaïdjan	Oman
Croatie	Bulgarie	Bahreïn	Pakistan

¹⁶ Depuis 2009, l'Observatoire des Mines et des Armes à sous-munitions a ajouté l'Afghanistan, le Cambodge et la République démocratique du Congo à la liste des pays ayant stocké ou stockant actuellement des armes à sous-munitions et a retiré le Mali et le Sri Lanka de cette dernière. Human Rights Watch a effectué des recherches sur pendant plusieurs années sur le stockage mondial d'armes à sous-munitions. En 2002, l'ONG identifiait 56 États stockant des armes à sous-munitions.

LANDMINE & CLUSTER MUNITION MONITOR

L'Observatoire des armes à sous-munitions 2010 : Politique d'interdiction des armes à sous-munitions

Danemark	Canada	Biélorussie	Pologne
France	Chili	Brésil	Qatar
Allemagne	Colombie	Cambodge	Roumanie
Japon	République dém. du Congo	Chine	Russie
Moldavie	République Tchèque	Cuba	Arabie Saoudite
Monténégro	Guinée	Égypte	Serbie
Norvège	Guinée-Bissau	Érythrée	Singapour
Slovénie	Honduras	Estonie	Slovaquie
Espagne	Hongrie	Éthiopie	Soudan
Royaume-Uni	Indonésie	Finlande	Syrie
	Irak	Géorgie	Thaïlande
	Italie	Grèce	Turquie
	Pays-Bas	Inde	Turkménistan
	Nigeria	Iran	Ukraine
	Pérou	Israël	EAU
	Portugal	Jordanie	États-Unis
	Afrique du Sud	Kazakhstan	Ouzbékistan
	Suède	Corée du Nord	Yémen
	Suisse	Corée du Sud	Zimbabwe
	Ouganda	Koweït	
		Libye	
14 (10 actuellement)	24 (17 actuellement)	48 (47 actuellement)	

Note: Les caractères gras italiques désignent les pays ne possédant plus de stocks.

Au total, 17 pays, États parties ou signataires de la Convention sur les armes à sous-munitions, ont déclaré avant toute opération de destruction avoir déjà stocké un total d'au moins d'1,1 millions d'armes à sous-munitions contenant plus de 146 millions de sous-munitions. Il ne fait aucun doute que le nombre connu d'armes à sous-munitions et de sous-munitions actuellement ou autrefois détenues par les États parties progressera considérablement avec la disponibilité d'informations détaillées fournies par d'autres États parties et exigées dans les rapports de transparence de la convention.

État des stocks d'armes à sous-munitions des États parties et signataires avant les opérations de destruction

États parties	Armes à sous-munitions	Sous-munitions
Autriche	12 699	620 781-798 147
Belgique	115 975	Environ 10,25 millions
Danemark	42 320	Environ 2,63 millions
France	Environ 35 000	Environ 15 millions
Allemagne	Environ 555 000	Environ 50 millions
Moldavie	1 385	27 330
Monténégro	353	51 891
Norvège	53 745	Environ 3,3 millions

LANDMINE & CLUSTER MUNITION MONITOR

L'Observatoire des armes à sous-munitions 2010 : Politique d'interdiction des armes à sous-munitions

Slovénie	1 080	52 920
Espagne	5 560	251 876
Royaume-Uni	190 549	Environ 38,76 millions
États signataires		
Afghanistan	*	*
Angola	Nc	Nc
Colombie	72	10 832
République Tchèque	67	5 377
Pays-Bas	Environ 191 500	Environ 26 millions
Portugal	22	3 234
Total	Au moins 1,1 millions	Au moins 146 millions

* Le ministère afghan de la Défense a signalé qu'environ 113 196 éléments contenant 29 559 kg d'anciens stocks soviétiques d'armes à sous-munitions ont été détruits.

La grande majorité des États non signataires de la Convention sur les armes à sous-munitions détenant des stocks d'armes à sous-munitions n'ont pas communiqué de données chiffrées sur les quantités, les types d'armes ou toute autre information. Ainsi, il est impossible au regard des données dont nous disposons d'effectuer une estimation mondiale valable quant aux quantités d'armes détenues dans les stocks.

Seuls, les États-Unis ont révélé l'ampleur de leurs stocks. Au regard de leur législation en 2004, les stocks contenaient environ 5,5 millions d'armes à sous-munitions avec approximativement 730 millions de sous-munitions.

Destruction des stocks

La destruction de stocks d'armes à sous-munitions s'est accélérée depuis l'adoption et la signature de la Convention sur les armes à sous-munitions. L'Espagne (mars 2009), La Norvège (juillet 2010), la Moldavie (juillet 2010) et la Belgique (août 2010), États parties à la Convention, ainsi que la Colombie (novembre 2009) et le Portugal ("début" 2010), pays signataires, ont d'ores et déjà achevé la destruction de leurs stocks.

L'Espagne a ainsi détruit 4 724 armes à sous-munitions et 223 261 sous-munitions. La Norvège a détruit 53 745 armes à sous-munitions contenant environ 3,3 millions de sous-munitions. La Moldavie a éliminé 1 385 armes à sous-munitions et 27 330 sous-munitions. La Belgique a achevé la destruction de 115 975 armes à sous-munitions et 10 250 955 sous-munitions. La Colombie a détruit 72 armes à sous-munitions et 10 832 sous-munitions. Le Portugal a détruit 22 armes à sous-munitions et 3 234 sous-munitions.

Par ailleurs, un responsable angolais a déclaré que la totalité des stocks du pays ont été détruits à partir de 2003 jusqu'à 2010 dans un vaste effort d'élimination des armes. HALO Trust a signalé la destruction de 7 215 sous-munitions des stocks angolais. De la même façon,

LANDMINE & CLUSTER MUNITION MONITOR

L'Observatoire des armes à sous-munitions 2010 : Politique d'interdiction des armes à sous-munitions

L'Afghanistan a annoncé à l'Observatoire en 2010 avoir achevé, dans les dernières années, la destruction d'anciens stocks soviétiques d'armes à sous-munitions conjointement avec d'autres armes. L'Ouganda a déclaré en 2009 ne posséder aucun stock mais on ignore si le pays a stocké des armes par le passé et a détruit ainsi ses stocks. L'Argentine, l'Australie et le Honduras ont annoncé que tous leurs stocks ont été éliminés depuis plusieurs années.

Deux pays comptent achever leurs programmes de destruction des stocks cette année: l'Autriche (novembre 2010) et le Monténégro (« fin »2010).

D'autres pays ont prévu d'achever leur programme de destruction des stocks, déjà entamé, bien avant la fin du délai requis des 8 années, parmi lesquels le Royaume-Uni (achèvement prévu en 2013), l'Allemagne (achèvement prévu en 2015), la France (2016) et les Pays-Bas.

En mars 2010, 14 millions de sous-munitions sur un total de 39 millions de sous-munitions stockées au Royaume-Uni avaient été détruites et des contrats avaient été signés pour détruire la totalité des sous-munitions restantes. En février 2009, l'Allemagne avait déjà détruit environ 30% de ses stocks.

Le Canada et la Suisse ont déjà détruits des stocks considérés comme obsolètes et envisagent de poursuivre leur programme de destruction. De plus, plusieurs autres États ont commencé à prendre des mesures visant à lancer des programmes nationaux de destruction, y compris le développement d'inventaires, l'établissement des budgets et du calendrier. Les pays en question sont le Chili, la Croatie, le Danemark, la Hongrie et la Slovénie.

Les États n'ont pas encore livré un grand nombre de données chiffrées quant aux coûts représentés par la destruction des stocks. L'Espagne a annoncé avoir payé 4,9 millions d'euros (6,8 millions de dollars) pour éliminer ses stocks.¹⁷ La Moldavie a signalé que deux donateurs ont fourni 111 000 euros (154 679 dollars) pour la destruction de son stock. La Norvège a estimé le coût de la destruction d'un obus à environ 40 euros (56 dollars); le pays a éliminé 53 000 obus ce qui représente la somme de 2,1 millions d'euros (3 millions de dollars). Voici les estimations provenant d'autres États du coût représenté par la destruction de leurs stocks: l'Autriche, 1 million d'euros (1,4 millions de dollars); la Belgique, 3 millions d'euros (4,2 millions de dollars), la France, 30 à 35 millions d'euros (41,8 à 48,8 millions de dollars) et l'Allemagne, 40 millions d'euros (55,7 millions de dollars).

La destruction d'armes à sous-munitions obsolètes et ayant dépassé la durée de conservation constitue une partie des opérations menées sur les stocks de munitions. A titre d'exemple, les États-Unis ont détruit en moyenne 7 200 tonnes (7,2 millions de kg) d'anciennes armes à sous-munitions (missiles et rockets non compris) par an pour un coût moyen annuel de 7,1 millions de dollars depuis 2000.

Rétention d'armes à sous-munitions à des fins de formation et de développement

¹⁷Taux de change moyen en 2009: 1 euro=1,3935 US \$. Réserve fédérale des États-Unis, « List of Exchange Rates (Annuel) », 4 janvier 2010.

LANDMINE & CLUSTER MUNITION MONITOR

L'Observatoire des armes à sous-munitions 2010 : Politique d'interdiction des armes à sous-munitions

La Convention sur les armes à sous-munitions autorise la rétention d'armes à sous-munitions et de sous-munitions à des fins de développement et de formation sur les techniques de détection, d'enlèvement et de destruction ainsi que le développement de contre-mesures telles que le blindage permettant de protéger les troupes et leurs équipements. Le nombre d'armes à sous-munitions conservées est limité au strict minimum requis à ces fins.

Lors des négociations, la Coalition internationale contre les sous-munitions (CMC) s'est opposée à la disposition autorisant la conservation d'armes à sous-munitions car les États n'ont pas démontré que les raisons de conserver des armes à sous-munitions et sous-munitions étaient suffisamment importantes pour justifier l'exception faite sur l'interdiction des stocks d'armes à sous-munitions. En effet, selon la CMC, aucune organisation de déminage accréditée auprès des Nations Unies n'utiliserait de sous-munitions réelles dans le cadre d'une formation.

Étant donné que la convention vient d'entrer en vigueur et que les premiers rapports de transparence des États parties ne seront pas présentés avant début 2011, il est impossible de distinguer entièrement les pratiques des États concernant la rétention d'armes à sous-munitions.

Certains États parties et signataires qui ont ou avaient des stocks ont indiqué lors de déclarations ou lors de la destruction totale des stocks qu'ils ne conserveront aucune arme à sous-munitions ou sous-munitions. Ces pays sont l'Afghanistan, l'Angola, l'Autriche, la Colombie, le Honduras, la Moldavie, le Monténégro, la Norvège, le Portugal et la Slovaquie. Le Japon a signalé ne pas avoir élaboré de programme de rétention d'armes à sous-munitions. L'Australie a indiqué conserver uniquement des échantillons représentatifs d'armes à sous-munitions et de sous-munitions inertes.

L'Espagne envisage de conserver 836 armes à sous-munitions (contenant 25 651 sous-munitions) à des fins expérimentales de formation et de contre-mesures. En France, la loi d'application nationale autorise la conservation de 500 armes à sous-munitions maximum avec leurs sous-munitions et 400 sous-munitions complémentaires acquises hors conteneur. La Belgique a déclaré que le pays envisage de conserver 300 obus d'artillerie 155 mm, chacun doté de 88 sous-munitions DPICM soit un total de 26 400 sous-munitions.

De plus, le Danemark, l'Allemagne et les Pays-Bas ont indiqué qu'ils conserveront une certaine quantité d'armes à sous-munitions.

D'autres États se sont positionnés sur ce sujet. D'après le Malawi, la rétention d'armes à sous-munitions à des fins de formation et de développement « devrait être une exception et non une règle » et les pays pratiquant la conservation d'armes à sous-munitions ne devraient en conserver « qu'un nombre très limité ».¹⁸ L'Équateur a déclaré que le nombre d'armes retenues

¹⁸ Déclaration du Commandant Dan Kuwali, Directeur des Affaires Juridiques, Force de Défense Malawi, « Promoting a Common Understanding of the Provisions of the Convention in Africa », Conférence Régionale

LANDMINE & CLUSTER MUNITION MONITOR

L'Observatoire des armes à sous-munitions 2010 : Politique d'interdiction des armes à sous-munitions

dans le cadre d'une formation ne devrait pas excéder 1000 armes et devrait décroître avec le temps. Le Ghana a avancé l'idée selon laquelle les États ne devraient conserver qu'un nombre minimum d'armes à sous-munitions requises à des fins de formation, ce qui correspondrait à environ quelques centaines voire quelques milliers d'armes mais certainement pas des dizaines de milliers d'armes à sous-munitions.

Divergence d'interprétation

Lors des conférences diplomatiques du processus d'Oslo visant à élaborer la Convention sur les armes à sous-munitions, et lors des négociations de Dublin, il est apparu que les points de vue ne s'accordaient pas toujours concernant l'une des clauses les plus fondamentales de la convention : l'interdiction d'assistance à la réalisation d'activités interdites. Les États parties sont tenus, au titre de l'article 1, de « ne jamais, en aucune circonstance : [...] assister, encourager ou inciter quiconque à s'engager dans toute activité interdite à un État partie en vertu de la présente Convention ».

Interopérabilité (article 21)

Lors des négociations, certains États se sont inquiétés des incidences possibles de l'interdiction d'assistance faite à l'article 1 sur les opérations militaires menées conjointement avec des pays non parties à la convention qui possèdent toujours des stocks d'armes à sous-munitions, et se réservant le droit de les utiliser.¹⁹ Pour remédier à ces problèmes d'interopérabilité, les États se sont mis d'accord pour ajouter le nouvel article 21 relatif aux « relations avec les États non parties à la Convention ». La CMC (Coalition contre les armes à sous-munitions) a fortement critiqué cet article en raison de son caractère politique et de son ambiguïté concernant les règles d'application de l'interdiction d'assistance lors d'opérations militaires conjointes.

L'article 21 stipule que les États parties « peuvent s'engager dans une coopération et des opérations militaires avec des États non parties à la présente Convention qui pourraient se livrer à des activités interdites à un État partie ». Cela n'annule en aucun cas l'interdiction faite aux États parties au titre de l'article 1 de « ne jamais, en aucune circonstance » fournir d'assistance pour la réalisation d'activités interdites. Cet article prévoit également que les États parties dissuadent les États non parties d'utiliser des armes à sous-munitions et les encouragent à adhérer à la convention. L'objet d'un article doit être homogène et cohérent : en toute logique, on ne peut pas exiger une action de dissuasion vis-à-vis de l'emploi de ces armes dans un paragraphe, pour ensuite laisser entendre dans un autre paragraphe qu'il est permis d'encourager une telle utilisation.

Africaine sur la mise en œuvre et l'universalisation de la Convention sur les armes à sous-munitions, Pretoria, 25 mars 2010.

¹⁹ Cette question a été longuement débattue dans le cadre du Traité d'interdiction des mines, qui contient une disposition similaire. La plupart des États parties à ce traité ont convenu que, bien que des opérations militaires conjointes avec des États non parties soient permises, les États parties devaient s'abstenir de : prendre part à la planification d'opérations impliquant l'usage de mines ; former quiconque à l'usage des mines ; tirer un profit militaire direct de l'usage de mines par des tiers ; accepter des règles d'engagement autorisant l'usage de mines ; demander à des tiers d'utiliser des mines ; sécuriser ou assurer le transport de mines.

All translations of Landmine & Cluster Munition Monitor research products and media materials are for informational purposes. In case of discrepancy between the English text and any translation, the English text shall prevail.

Full report available: <http://www.the-monitor.org/cmm/2010>

LANDMINE & CLUSTER MUNITION MONITOR

L'Observatoire des armes à sous-munitions 2010 : Politique d'interdiction des armes à sous-munitions

La CMC a déclaré qu'afin de se conformer à l'objet et à la finalité de la convention : « Il est du devoir des États de signifier clairement qu'en cas d'opérations menées conjointement avec des États non parties, il est interdit aux États parties de délibérément assister, encourager ou inciter quiconque à s'engager dans toute activité interdite en vertu du présent traité — notamment l'utilisation, le transfert ou le stockage d'armes à sous-munitions ». ²⁰

Comme indiqué en 2009,²¹ certains États avaient déjà clairement fait savoir qu'ils partageaient cette opinion, ou que leur point de vue était très proche, notamment l'Équateur,²² le Ghana,²³ le Guatemala,²⁴ l'Islande,²⁵ le Liban,²⁶ et le Mexique.²⁷ Suite à cela, de nombreux États se sont exprimés à ce sujet.

- Le gouvernement australien a déclaré que l'interdiction d'assistance « relevait de l'exception prévue à l'article 21 », en faisant remarquer que cette clause « n'interdisait pas la participation involontaire à des opérations où des armes à sous-munition [étaient] utilisées, ou de fournir involontairement une assistance lors de telles opérations ». ²⁸

²⁰ CMC, "CMC Briefing Paper on the Convention on Cluster Munitions" (« document d'information de la CMC à propos de la Convention sur les armes à sous-munitions »), www.stopclustermunitions.org. Pour une étude plus approfondie des questions relatives à l'interopérabilité, consulter : Human Rights Watch, "Staying True to the Ban on Cluster Munitions: Understanding the Prohibition on Assistance in the Convention on Cluster Munitions" (« rester fidèle à l'interdiction des armes à sous-munitions : comprendre l'interdiction d'assistance dans la Convention sur les armes à sous-munitions »), juin 2009, www.hrw.org.

²¹ Voir : Human Rights Watch et Landmine Action, *Banning Cluster Munitions: Government Policy and Practice* (« Interdire les armes à sous-munitions : politiques et pratiques gouvernementales »), (Ottawa: Action Mines Canada, mai 2009), p. 25 à 26.

²² L'Équateur a déclaré que l'article 21 ne devait jamais s'appliquer pour justifier toute éventuelle dérogation aux interdictions fondamentales énoncées dans la convention, et que cet article ne devait pas être interprété comme suspendant les autres obligations prévues au titre de la convention. Selon ce pays, l'esprit de l'article 21 est de promouvoir l'universalisation de la convention. Exposé de l'Équateur, "Interpretive Statement", Conférence régionale sur les armes à sous-munitions, Quito, 6 novembre 2008.

²³ Le Ghana a déclaré que les États parties ne devaient pas aider intentionnellement d'autres États à utiliser des armes à sous-munitions ou à s'engager dans d'autres activités interdites par la convention. CMC, "Report on the Kampala Conference on the Convention on Cluster Munitions" (« Rapport au sujet de la conférence de Kampala sur la Convention sur les armes à sous-munitions »), 29 et 30 septembre 2008, www.stopclustermunitions.org.

²⁴ "Le Guatemala ne participera pas à aucune opération militaire menée par des États utilisant des armes à sous-munitions". Lettre n°136/ONU/09 de la Mission permanente du Guatemala auprès des Nations Unies à Genève, 19 mars 2009.

²⁵ Lors de l'adoption de la convention, l'Islande a déclaré : "[la disposition sur l'interopérabilité] ne doit pas être interprétée comme autorisant les États parties à se dérober à leurs obligations spécifiques en vertu de la convention au nom du seul principe de l'interopérabilité". Déclaration de l'Islande lors de la Conférence diplomatique de Dublin sur les armes à sous-munitions, 30 mai 2008.

²⁶ Le Liban a écrit que l'interdiction d'assistance au titre de la convention primait sur la clause d'interopérabilité, et que l'article 21 ne "permettait en aucun cas de fournir une assistance en matière d'activités interdites". Lettre de la Mission permanente du Liban auprès des Nations Unies à Genève, 10 février 2009.

²⁷ Le Mexique a déclaré que, conformément à la convention, il n'était pas permis de "fournir de l'assistance de manière délibérée pour la réalisation d'activités interdites". Lettre de l'ambassadeur Juan Manuel Gómez Robledo, Secrétariat mexicain des Affaires étrangères, adressée à Human Rights Watch, 4 mars 2009.

²⁸ Australie, "Government Response to Joint Standing Committee on Treaties Report No 103 on the Convention on Cluster Munitions" (« Réponse du gouvernement au rapport n°103 sur la Convention sur les armes à sous-munitions du comité mixte permanent pour les traités »), document non daté mais publié le 13 mai 2010.

LANDMINE & CLUSTER MUNITION MONITOR

L'Observatoire des armes à sous-munitions 2010 : Politique d'interdiction des armes à sous-munitions

- La Belgique a fait la déclaration suivante : « Lorsqu'un État partie s'engage dans une coopération ou des opérations militaires avec des États non parties, un ensemble de garanties sont prévues : la coopération ou l'opération militaire en question doit être conforme à la législation internationale ; chaque État partie doit notifier aux États non parties ses obligations au titre de la Convention ; chaque État partie doit promouvoir les normes établies par la Convention et dissuader les États non parties d'utiliser des armes à sous-munitions. De la même façon, le paragraphe 4 [de l'article 21] affirme la primauté des obligations fondamentales énoncées dans la Convention, auxquelles nul ne peut déroger, même dans le cadre d'une coopération ou d'opérations militaires conjointes avec des États non parties ».²⁹
- La Colombie « refuse et interdit catégoriquement [...] toute opération militaire conjointe avec des États non parties à la convention impliquant des manœuvres ou des actions contraires à la Convention ».³⁰
- En France, la loi de transposition nationale autorise la participation à des opérations militaires conjointes avec des États non parties qui pourraient s'engager dans des activités interdites par la convention, mais elle stipule aussi qu'il est interdit à toute personne agissant dans le cadre d'une opération militaire conjointe d'utiliser, de mettre au point ou de fabriquer des armes à sous-munitions ; d'acquérir, de transférer, ou de constituer des stocks d'armes à sous-munitions ; ou encore d'utiliser soi-même ou de demander expressément l'emploi de telles munitions dans les cas où le choix des munitions employées est sous son contrôle exclusif.³¹
- L'Irlande a fait la déclaration suivante : « Selon l'Irlande, fournir une assistance délibérée en vue de commettre des actes interdits par la Convention dans le cadre d'une coopération militaire avec des États non parties serait contraire à l'obligation de mettre tout en œuvre pour dissuader ces mêmes États d'utiliser des armes à sous-munitions ; l'article 21 doit donc être interprété en accord avec ce principe ». Ce pays a également fait remarquer que l'inclusion d'une telle disposition dans sa loi de transposition nationale n'a pas pour but « d'autoriser à fournir une assistance relative à des activités interdites [...]. L'objet de cette disposition est plutôt de s'assurer qu'aucune personne ne puisse être poursuivie pour un acte ou une omission qui ne peut être considéré comme une forme d'assistance, parce que commis

²⁹ Cette déclaration est incluse dans un exposé des motifs joint au décret approuvant la convention qui a été adoptée par le Parlement de Bruxelles et au projet de loi introduit au Sénat. Consulter : Parlement de Bruxelles, "Ontwerp van ordonnantie houdende instemming met: het Verdrag inzake clustermunities, gedaan te Dublin op 30 mei 2008 en ondertekend te Oslo op 3 december 2008" (« Projet de décret approuvant la Convention sur les armes à sous-munitions, adopté à Dublin le 30 mai 2008 et signé à Oslo le 3 décembre 2008 »), 13 octobre 2009, document législatif A-14/1-G.Z. 2009, www.weblex.irisnet.be.

³⁰ Réponse du Ministre des Affaires étrangères de la Colombie à un questionnaire de l'Observatoire, 26 mars 2010.

³¹ Fournir de l'assistance est explicitement interdit par cette loi, ce qui n'était pas le cas avec la loi de transposition en droit français du Traité d'interdiction des mines. Assemblée nationale, France, "Projet de loi tendant à l'élimination des armes à sous-munitions, Texte Adopté no. 508", XIIIe législature, session extraordinaire de 2009-2010, 6 juillet 2010, Art. L. 2344-2, www.assemblee-nationale.fr.

LANDMINE & CLUSTER MUNITION MONITOR

L'Observatoire des armes à sous-munitions 2010 : Politique d'interdiction des armes à sous-munitions

involontairement ou par mégarde, ou parce que n'entretenant qu'un rapport lointain ou indirect avec la réalisation d'un acte interdit par un État non partie ».³²

- Madagascar a déclaré : « L'assistance à la réalisation d'actes interdits au cours d'opérations militaires conjointes avec des États non parties n'est pas permis par la Convention ».³³
- La Malawi a déclaré : « Les États parties ne doivent pas intentionnellement ou délibérément assister, encourager ou inciter quiconque à s'engager dans toute activité interdite en vertu de la convention au cours d'opérations militaires conjointes avec des États non parties susceptibles d'utiliser des armes à sous-munitions ».³⁴
- Le Monténégro a expliqué : « La participation des forces armées du Monténégro à la planification ou à l'exécution d'opérations, de manœuvres ou de toute autre activité militaire menée conjointement avec les forces armées d'États non parties à la CCM [Convention sur les armes à sous-munitions] qui sont engagées dans des activités interdites par la CCM ne peut être considérée en soi comme une assistance, un encouragement ou une incitation [sic] conformément à l'article 1, paragraphe (c), de la Convention ».³⁵
- En Nouvelle-Zélande, les lois de transposition nationales clarifient la disposition, en énonçant que la simple participation à des opérations militaires conjointes est permise, mais qu'un membre des forces armées n'est pas autorisé à demander expressément l'emploi d'armes à sous-munitions.³⁶
- Dans une annexe explicative à ses lois de transposition, la Norvège a déclaré : « L'exemption concernant la coopération militaire n'autorise pas les États parties à s'engager dans des activités interdites par la convention ».³⁷
- Le Portugal a déclaré qu'il ne ferait pas usage d'armes à sous-munitions, « quel que soit le pays dirigeant les opérations militaires ».³⁸
- La Slovaquie « ne participer[a] à aucune opération militaire impliquant l'utilisation d'armes à sous-munitions au cours d'opérations militaires conjointes avec des États non parties à la Convention ».³⁹

³² Ministère irlandais des Affaires étrangères, "Note on the Measures Taken by Ireland to Implement Article 21 of the Convention on Cluster Munitions" (« Note concernant les mesures prises par l'Irlande pour mettre en œuvre l'article 21 de la Convention sur les armes à sous-munitions »), 11 mars 2009.

³³ Lettre de l'ambassadeur Rajemison Rakotomaharo, Mission permanente de Madagascar auprès des Nations Unies à Genève, 2 avril 2010.

³⁴ Déclaration du commandant Dan Kuwali, Force de défense du Malawi, "Promoting a Common Understanding of the Provisions of the Convention in Africa" (« Promouvoir une compréhension commune des dispositions de la convention en Afrique »), Conférence régionale africaine sur l'universalisation et la mise en œuvre de la Convention sur les armes à sous-munitions, Pretoria, 25 mars 2010.

³⁵ Réponse au questionnaire de l'Observatoire par Maja Boskovic, troisième secrétaire, direction des relations avec les Nations Unies et les autres organisations internationales, ministère des Affaires étrangères, Monténégro, 16 avril 2010.

³⁶ Nouvelle-Zélande, Cluster Munitions Prohibition Act 2009 (loi d'interdiction des armes à sous-munitions de 2009), Public Act 2009 No. 68 (loi publique n°68 de 2009), 17 décembre 2009, section 10(3) et 11(6), www.legislation.govt.nz.

³⁷ Extrait de la proposition n°4 (2008-2009) au *Storting* de Norvège relative à la ratification de la Convention sur les armes à sous-munitions, p. 23.

³⁸ Courrier électronique envoyé par Luis Filipe Cunha, direction pour la sécurité et la défense, division du désarmement et de la non-prolifération, ministère des Affaires étrangères, Portugal, 5 juillet 2010.

LANDMINE & CLUSTER MUNITION MONITOR

L'Observatoire des armes à sous-munitions 2010 : Politique d'interdiction des armes à sous-munitions

- Au Royaume-Uni, les lois de transposition nationales comportent une clause relative à l'interopérabilité.⁴⁰ Afin de répondre aux préoccupations selon lesquelles cette clause pourrait constituer une faille compromettant les objectifs de la convention et de la législation britannique, le gouvernement a déclaré que les troupes britanniques « ne seraient pas autorisées à demander l'emploi d'armes à sous-munitions dans les cas où le choix des munitions était sous leur contrôle exclusif », mais qu'« elles pourraient faciliter des opérations où [des armes à sous-munitions] étaient susceptibles d'être employées par un partenaire ».⁴¹

Transit et stockage par des pays étrangers

La CMC a déclaré que les interdictions portant sur le transfert et sur l'assistance à la réalisation d'actes prohibés figurant à l'article 1 de la Convention sur les armes à sous-munitions doivent être comprises comme interdisant le transit de ces armes sur le territoire national d'un État partie, son espace aérien et son espace maritime. Selon la CMC, on doit également comprendre les interdictions portant sur la constitution de stocks et sur l'assistance comme interdisant le stockage d'armes à sous-munitions par un État non partie sur le territoire d'un État partie.⁴²

Comme indiqué en 2009, un certain nombre d'États s'étaient déjà exprimés dans le sens d'une interdiction du transit et du stockage par des pays étrangers. La Bulgarie, le Burkina Faso, l'Équateur, le Ghana, le Liban, Madagascar, Malte, le Mexique, l'Afrique du Sud et la Zambie ont tous fait des déclarations claires allant dans le sens d'une interdiction du transit. Selon les Pays-Bas, le transit est permis pour autant que les armes à sous-munitions « restent la propriété du pays tiers en question ».⁴³

La Bulgarie, Madagascar, Malte et le Mexique ont tous fait des déclarations claires allant dans le sens d'une interdiction de stockage par des pays étrangers.⁴⁴

D'autres États ont fait part de leur point de vue en 2009 et 2010.

³⁹ Lettre de Samuel Žbogar, ministre des Affaires étrangères, Slovaquie, 20 avril 2010.

⁴⁰ Cette clause énonce : "Il s'agit d'un moyen de défense pour une personne accusée d'une infraction en vertu des paragraphes 1 à 6 de l'annexe 2 [les interdictions de la convention] visant à démontrer que cette personne a agi dans le cadre d'une opération militaire internationale ou d'une action de coopération militaire internationale". Les représentants à la Chambre des communes du Royaume-Uni se sont employés à demander des éclaircissements au sujet de la portée de cette clause.

⁴¹ Déclarations de John Redwood et Chris Bryant lors d'un débat à la Chambre des communes du Royaume-Uni, *Hansard* (Londres : Her Majesty's Stationary Office, HMSO, 23 mars 2010), colonne 162, www.publications.parliament.uk.

⁴² Ces questions font également débat depuis une dizaine d'années dans le cadre du Traité d'interdiction des mines. Tous les États parties ayant pris parti à ce sujet, à quelques exceptions près, ont déclaré que le transit et la constitution de stocks par des pays étrangers étaient interdits. Se reporter aux éditions antérieures de l'Observatoire des mines.

⁴³ Pour plus d'informations concernant la position de ces pays, consulter : Human Rights Watch et Landmine Action, *Banning Cluster Munitions: Government Policy and Practice* (« Interdire les armes à sous-munitions : politiques et pratiques gouvernementales ») (Ottawa: Action Mines Canada, mai 2009), p. 24 et 25.

⁴⁴ Ibid.

LANDMINE & CLUSTER MUNITION MONITOR

L'Observatoire des armes à sous-munitions 2010 : Politique d'interdiction des armes à sous-munitions

- L'Autriche a déclaré : « Le transit d'armes à sous-munitions ou le stockage de ces armes par un pays étranger sur le territoire national d'un État partie est interdit par la Convention. [...] Dans le cas où un État partie à la Convention autoriserait un État étranger à constituer des stocks d'armes à sous-munitions sur son territoire, cette action serait en violation de la disposition à l'article 1 paragraphe c qui interdit d'assister « quiconque à s'engager dans toute activité interdite à un État partie ». ⁴⁵ La loi de transposition en droit autrichien interdisant les armes à sous-munitions défend expressément le transit de ces armes.
- La Colombie a déclaré que son gouvernement « refusait catégoriquement et interdisait toute forme de transfert ou de stockage de bombes à sous-munitions par des pays étrangers sur le territoire colombien ». ⁴⁶
- La législation française n'interdit pas expressément le transit. L'inclusion d'une telle disposition a été refusée au motif que le « transit » n'était pas expressément interdit par la Convention sur les armes à sous-munitions, et qu'il serait difficile d'appliquer cette interdiction, surtout dans le cas du transit aérien. ⁴⁷ En juillet 2010, le secrétaire d'État à la Défense a déclaré que, selon le gouvernement, l'interdiction portait aussi sur le transit dans un cadre commercial. ⁴⁸ Il a ajouté que, bien que le transit effectué par d'autres gouvernements fût difficile à contrôler, les autorités françaises resteraient particulièrement vigilantes concernant le transit étatique d'armes à sous-munitions sur leur territoire. ⁴⁹
- Le Guatemala a déclaré que selon eux, « le stockage d'armes à sous-munitions par des pays tiers sur le territoire d'un État partie à la convention [...] [était] interdit au titre de l'article 1 de la Convention ». ⁵⁰ Lors d'une précédente déclaration, cet État avait convenu : « Bien que la Convention ne soit pas explicite sur ce point [...] le Guatemala considère que le transit d'armes à sous-munitions sur le territoire des États parties ne doit pas être autorisé ». ⁵¹
- En février 2010, la Macédoine a informé l'Observatoire des mines et des armes à sous-munitions que, suite à la ratification de la Convention sur les armes à sous-munitions, la Macédoine interdisait dorénavant le transit de ces armes sur son territoire national. ⁵²

⁴⁵ Lettre de l'ambassadeur Alexander Marschik, directeur du désarmement, bureau contrôle des armes et non-prolifération, ministère fédéral des Affaires européennes et étrangères, Autriche, 9 mars 2009.

⁴⁶ Réponse du Ministre des Affaires étrangères de la Colombie à un questionnaire de l'Observatoire, 26 mars 2010.

⁴⁷ Déclaration d'Hervé Morin, ministre français de la Défense, lors de l'examen de la loi de transposition devant le Sénat, 6 mai 2010. Sénat, France, "Séance du 6 mai 2010 (compte rendu intégral des débats)", 6 mai 2010, www.senat.fr.

⁴⁸ Déclaration d'Hubert Falco, secrétaire d'État à la Défense, France, "Élimination des armes à sous-munitions: Discussion d'un projet de loi adopté par le Sénat", XIIIe Législature, session extraordinaire de 2009-2010, 6 juillet 2010, www.assemblee-nationale.fr.

⁴⁹ Déclarations d'Hubert Falco, commission de la défense nationale et des forces armées, Assemblée nationale, France, "Compte rendu no. 37", session de 17h, 22 juin 2010, www.assemblee-nationale.fr.

⁵⁰ Lettre n° 580/MRAC/2010 de la Mission permanente du Guatemala auprès des Nations Unies à Genève, 14 mai 2010.

⁵¹ Lettre n° 136/ONU/09 de la Mission permanente du Guatemala auprès des Nations Unies à Genève, 19 mars 2009.

⁵² Entretien téléphonique avec Majkl Sibinovski, chef de l'unité de contrôle des armes, ministère des Affaires étrangères, ARYM, 15 février 2010.

LANDMINE & CLUSTER MUNITION MONITOR

L'Observatoire des armes à sous-munitions 2010 : Politique d'interdiction des armes à sous-munitions

- Le Malawi a déclaré : « Le transit des armes à sous-munitions, tout autant que leur transfert, est interdit » en vertu de la convention. Cet État a également affirmé: « On ne doit pas autoriser la constitution de stocks d'armes à sous-munitions par un État non partie sur un territoire se trouvant sous la juridiction ou le contrôle d'un État partie ; les États parties doivent s'assurer de la destruction ou de l'enlèvement d'armes à sous-munitions appartenant à des États étrangers se trouvant sur leur territoire ». ⁵³
- Les Pays-Bas ont réaffirmé leur position selon laquelle la convention interdisait le transfert d'armes à sous-munitions, mais pas le « transit » de ces armes sur le territoire des États parties. Selon eux, cela serait nécessaire afin de trouver un équilibre entre les obligations incombant aux États parties en vertu du traité et les obligations de ces États vis-à-vis de leurs partenaires dans le cadre d'opérations militaires avec des États non parties. ⁵⁴ Cet État a déclaré : « Le nouveau traité établit expressément que le transfert implique à la fois un déplacement physique et un transfert de propriété. Le transit n'implique qu'un déplacement physique, pas un transfert de propriété. Le transit d'armes à sous-munitions sur le territoire néerlandais, pour autant que ces armes restent la propriété des États alliés, ne relève pas des dispositions de la convention ». ⁵⁵ Les Pays-Bas ont également déclaré que, selon eux, la convention n'interdisait pas le stockage d'armes à sous-munitions par des États non parties sur le territoire d'États parties, à condition que ces armes demeurent la propriété de l'État non partie. ⁵⁶
- Le Portugal a déclaré : « Selon le Portugal, la Convention n'exclue pas expressément la possibilité pour un État étranger de stocker des armes à sous-munitions sur le territoire national d'un État partie, ou le transit de ce type d'armement sur ce territoire. Dans ce dernier cas, le transit pourrait être permis s'il ne constitue pas un transfert selon la définition établie à l'article 2 de la Convention ; en d'autres termes, à condition que les armes en transit restent sous le contrôle de l'État non partie ayant demandé leur passage ». ⁵⁷
- La Slovénie a déclaré : « Selon nous, la Convention prévoit également l'interdiction, sur le territoire de tous les États parties, du transit d'armes à sous-munitions, et du stockage de ces armes par des États tiers. Par conséquent, ces activités sont illégales et interdites sur le territoire de la République de Slovénie ». ⁵⁸

⁵³ Déclaration du commandant Dan Kuwali, Force de défense du Malawi, "Promoting a Common Understanding of the Provisions of the Convention in Africa" (« Promouvoir une compréhension commune des dispositions de la convention en Afrique »), Conférence régionale africaine sur l'universalisation et la mise en œuvre de la Convention sur les armes à sous-munitions, Pretoria, 25 mars 2010.

⁵⁴ Pays-Bas, résumé des débats en plénière portant sur l'approbation du projet de loi relatif à la Convention sur les armes à sous-munitions adoptée le 30 mai 2008 à Dublin" (« Approval of the Bill on the Convention on Cluster Munitions adopted on 30 May 2008 in Dublin »), 30 juin 2010.

⁵⁵ M.J.M. Verhagen, ministre des Affaires étrangères, et E. van Middelkoop, ministre de la Défense, Pays-Bas, "Approval of the Convention on Cluster Munitions adopted on May 30 2008 in Dublin, Note with regard to the report" (« Approbation du projet de loi relatif à la Convention sur les armes à sous-munitions adoptée le 30 mai 2008 à Dublin ; remarque à propos du rapport »), 5 mars 2010, zoek.officielebekendmakingen.nl.

⁵⁶ Ibid.

⁵⁷ Lettre n°42 de Paula Silva Cepeda, chargée d'affaires à l'ambassade du Portugal, Washington DC, 29 juillet 2010.

⁵⁸ Lettre de Samuel Žbogar, ministre des Affaires étrangères, Slovénie, 20 avril 2010.

LANDMINE & CLUSTER MUNITION MONITOR

L'Observatoire des armes à sous-munitions 2010 : Politique d'interdiction des armes à sous-munitions

Désinvestissement

Les ONG et les institutions financières se sont montrées très actives pour promouvoir le désinvestissement dans le secteur de la production d'armes à sous-munitions. Selon le point de vue adopté par la CMC, l'interdiction de la convention portant sur l'assistance à la réalisation d'actes interdits constitue une interdiction d'investir, directement ou indirectement, dans le secteur de la production des armes à sous-munitions.

La campagne de la CMC intitulée « Stop Explosive Investments » (« Stop aux investissements explosifs »), qui promeut le désinvestissement dans le secteur de la production des armes à sous-munitions, a été lancée à Londres le 29 octobre 2009. Ce lancement a coïncidé avec la publication du rapport « Worldwide investments in cluster munitions: a shared responsibility » (« Les investissements à l'échelle mondiale dans le secteur des armes à sous-munitions : une responsabilité partagée ») par IKV Pax Christi et Netwerk Vlaanderen, membres de la CMC. Selon la mise à jour de ce rapport publiée en avril 2010, 146 institutions financières investissaient 43 milliards de dollars dans le secteur de la production des armes à sous-munitions.⁵⁹ On compte environ 20 campagnes de désinvestissement à l'échelon national, ciblant à la fois les institutions financières et les gouvernements, pour les inciter à interdire les investissements dans le secteur des armes à sous-munitions.

Les institutions financières et les investisseurs ont pris des mesures pour stopper les investissements dans le secteur de la production des armes à sous-munitions en Argentine, en Belgique, au Canada, au Danemark, en France, en Allemagne, au Japon, aux Pays-Bas, en Nouvelle-Zélande, en Norvège, en Suède, en Suisse, au Royaume-Uni, et ailleurs.

Selon des informations publiées l'an dernier, la législation nationale belge et irlandaise interdisait d'investir dans la production de ces armes, et les fonds de pension gouvernementaux en Norvège, en Irlande, en Nouvelle-Zélande et en Suède avaient renoncé à leurs investissements dans ce secteur, et/ou les avaient interdits. Plusieurs pays avaient fait des déclarations qui confirmaient que, selon eux, de tels investissements étaient interdits au titre de la convention, notamment le Liban, le Mexique et le Rwanda.⁶⁰

Plus récemment, le Luxembourg s'est doté de nouvelles lois interdisant l'investissement en juin 2009,⁶¹ et la Nouvelle-Zélande a fait de même en décembre 2009.⁶² De nouvelles initiatives législatives existent également en Allemagne,⁶³ aux Pays-Bas,⁶⁴ et en Suisse.⁶⁵

⁵⁹ IKV Pax Christi et Netwerk Vlaanderen, "Worldwide investments in cluster munitions: a shared responsibility" (« Les investissements à l'échelle mondiale dans le secteur des armes à sous-munitions : une responsabilité partagée »), mis à jour en avril 2010, www.stopexplosiveinvestments.org/report.

⁶⁰ Pour plus d'informations, consulter : Human Rights Watch et Landmine Action, *Banning Cluster Munitions: Government Policy and Practice* (Ottawa: Action Mines Canada, mai 2009), p. 18 et 19.

⁶¹ Chambre des députés, Luxembourg, "Projet de lois portant approbation de la Convention sur les armes à sous-munitions ouverte à la signature à Oslo, le 3 décembre 2008", No. 5981, session normale 2008–2009, 12 janvier 2009. L'article 3 de cette loi comporte une interdiction relative aux investissements : "il est interdit à toute personne physique ou morale de financer, en connaissance de cause, des armes à sous-munitions ou des sous-munitions explosives".

LANDMINE & CLUSTER MUNITION MONITOR

L'Observatoire des armes à sous-munitions 2010 : Politique d'interdiction des armes à sous-munitions

Les pays suivants ont fait des déclarations en 2009 et en 2010 concernant l'investissement dans le secteur des armes à sous-munitions :

- La Colombie a répondu à une question de l'Observatoire des mines et des armes à sous-munitions par la déclaration suivante : « La Colombie interdit d'investir dans les armes à sous-munitions ». ⁶⁶
- La France a déclaré que l'interdiction d'assistance figurant dans sa loi de transposition nationale interdisait à la fois le financement direct et le financement indirect de la production d'armes à sous-munitions. ⁶⁷
- Le Guatemala a fait la déclaration suivante : « Investir dans les [armes à sous-munitions] est interdit au titre de l'article 1 de la Convention ». ⁶⁸
- Madagascar a fait la déclaration suivante : « Depuis le début du processus d'Oslo, Madagascar partage l'avis selon lequel tout type d'investissement dans la production d'armes à sous-munitions est interdit par la Convention ». ⁶⁹
- Le Malawi a déclaré que l'article 1(c) interdisant l'assistance « [devait] être interprété comme une interdiction d'investir dans la production d'armes à sous-munitions ». ⁷⁰

⁶² Gouvernement de la Nouvelle-Zélande, Cluster Munitions Prohibition Act 2009 (loi d'interdiction des armes à sous-munitions de 2009), Public Act 2009 No. 68 (loi publique n°68 de 2009), 17 décembre 2009, www.legislation.govt.nz.

⁶³ Une motion déposée par le Parti vert allemand appelait à une réorganisation des marchés financiers, et notamment à une interdiction d'investir dans le secteur des armes à sous-munitions. Motion déposée par Dr. Gerhard Schick et Dr. Hermann Ott, députés du Bundestag (Parlement allemand), et par le groupe parlementaire Alliance 90 / Les Verts, "Antrag: Finanzmärkte ökologisch, ethisch und sozial neu ausrichten" (« Réorganiser les marchés financiers selon des critères environnementaux, éthiques et sociaux »), 24 février 2010.

⁶⁴ Le 8 décembre 2009, le Parlement néerlandais a accepté une motion interdisant d'investir dans le secteur des armes à sous-munitions. Cependant, le 31 mars 2010, le ministre néerlandais des Finances a décidé de ne pas appliquer cette motion. Voir : J.C. de Jager, ministre des Finances, et J.P.H. Donner, ministre des Affaires sociales et de l'Emploi, "Government position on the motion regarding cluster munitions" (« Position du gouvernement concernant la motion relative aux armes à sous-munitions »), 31 mars 2010, référence : FM/2010/3898 M. En mai 2010, le ministère aux Affaires sociales s'est expliqué à propos de son refus d'appliquer cette motion, arguant que la convention ne s'appliquait qu'aux États parties, et non aux individus ou aux institutions privés.

⁶⁵ Le Conseil national suisse a adopté, le 10 mars 2010, une motion interdisant de soutenir financièrement la production de toute arme interdite ; le Conseil des États suisse a approuvé la motion le 17 juin 2010. Motion déposée par Maury Pasquier, député, Suisse, "Against the financing of prohibited weapons" (« Contre le financement des armes interdites ») Conseil des États, n° 09.3618, 11 juin 2009, www.parlament.ch.

⁶⁶ Réponse du Ministre des Affaires étrangères de la Colombie à un questionnaire de l'Observatoire, 26 mars 2010.

⁶⁷ Déclaration d'Hubert Falco, "Élimination des armes à sous-munitions : Discussion d'un projet de loi adopté par le Sénat", XIIIe Législature, session extraordinaire de 2009–2010, 6 juillet 2010, www.assemblee-nationale.fr. Consulter également : Déclarations d'Hubert Falco, Commission de la défense nationale et des forces armées, Assemblée nationale, République française, "Compte rendu no. 37", session de 17h, 22 juin 2010, www.assemblee-nationale.fr.

⁶⁸ Lettre n° 580/MRAC/2010 de la Mission permanente du Guatemala auprès des Nations Unies à Genève, 14 mai 2010.

⁶⁹ Lettre de Rajemison Rakotomaharo, ambassadeur, Mission permanente de Madagascar auprès des Nations Unies à Genève, 2 avril 2010.

⁷⁰ Déclaration du commandant Dan Kuwali, Force de défense du Malawi, "Promoting a Common Understanding of the Provisions of the Convention in Africa" (« Promouvoir une compréhension commune des dispositions de

LANDMINE & CLUSTER MUNITION MONITOR

L'Observatoire des armes à sous-munitions 2010 : Politique d'interdiction des armes à sous-munitions

- Malte a fait la déclaration suivante : « En ce qui concerne l'investissement dans la production d'armes à sous-munitions, Malte interprète l'article 1(b) comme une interdiction de s'engager dans cette activité ». Malte pense que l'interdiction d'assistance au titre de l'article 1(c) de la Convention exclue la possibilité de financer ou d'investir dans des entreprises en relation avec la production d'armes à sous-munitions ». ⁷¹
- Le Monténégro a déclaré qu'ils « n'envisag[eaient] pas d'investir dans les armes à sous-munitions ». ⁷²
- Le gouvernement britannique a confirmé au Parlement qu'en vertu des dispositions de la législation nationale d'application, « lesquelles ont pris modèle sur les définitions et les exigences formulées par la convention, le financement direct des armes à sous-munitions serait interdit. Mettre à disposition des fonds contribuant directement à la fabrication de ces armes deviendrait ainsi une activité illégale ». ⁷³
- La Zambie a déclaré que, selon eux, l'interdiction d'assistance interdisait d'investir dans la production d'armes à sous-munitions. ⁷⁴

la convention en Afrique »), Conférence régionale africaine sur l'universalisation et la mise en œuvre de la Convention sur les armes à sous-munitions, Pretoria, 25 mars 2010.

⁷¹ Courrier électronique de Mariella Grech, conseillère, département des problèmes mondiaux, ministère des Affaires étrangères, Malte, envoyé à Handicap International France, 26 avril 2010.

⁷² Réponse au questionnaire de l'Observatoire de Maja Boskovic, ministère des Affaires étrangères, Monténégro, 16 avril 2010.

Déclaration de Chris Bryant lors d'un débat à la Chambre des communes britannique, Hansard, (⁷³Londres : HMSO, 7 décembre 2009), colonne 2WS, www.publications.parliament.uk.

⁷⁴ Déclaration de Sheila Mweemba, directrice, Centre Zambien d'action contre les mines antipersonnel, réunion du comité national sur les mines terrestres antipersonnel, Lusaka, 11 septembre 2009. Notes de l'organisation Zambia Campaign to Ban Landmines.

All translations of Landmine & Cluster Munition Monitor research products and media materials are for informational purposes. In case of discrepancy between the English text and any translation, the English text shall prevail.

Full report available: <http://www.the-monitor.org/cmm/2010>

LANDMINE & CLUSTER MUNITION MONITOR

L'Observatoire des armes à sous-munitions 2010 : Action contre les mines

Contamination et impact à l'échelle mondiale

Le 1^{er} septembre 2010, au moins 23 Etats et 3 autres régions estimaient que des restes d'armes à sous-munitions étaient présents sur leur territoire¹.

Selon la Convention sur les armes à sous-munitions, les restes d'armes à sous-munitions représentent quatre types de menaces : sous-munitions non explosées, bombes non explosées, armes à sous-munitions, armes à sous-munitions n'ayant pas explosé comme prévu et munitions abandonnées². La menace la plus importante pour la population civile provient des munitions abandonnées, principalement en raison de la sensibilité de leur détonateur, mais également en raison de leur forme, leur couleur et leur charge métallique, qui attire la curiosité et incite souvent les garçons et jeunes hommes à jouer avec ou à les collectionner.

Etats et autres régions contaminés par des restes d'armes à sous-munitions

Afrique	Amériques	Asie-Pacifique	Europe-CEI	Moyen Orient-Afrique du Nord
Angola	Argentine*	Afghanistan	Azerbaïdjan	Irak
Tchad		Cambodge	Bosnie Herzégovine	Liban
République démocratique du Congo (RDC)		Laos	Croatie	Syrie
République du Congo		Vietnam	Géorgie (Ossétie du Sud)	<i>Sahara occidental</i>
Guinée-Bissau			Monténégro	
Mauritanie			Russie	
Soudan			Serbie	
			Tadjikistan	
			Royaume-Uni*	
			<i>Kosovo</i>	
			<i>Haut-Karabagh</i>	

N.B.: Les autres régions sont indiquées en *italique*.

* L'Argentine et le Royaume-Uni revendiquent la souveraineté des Iles Malouines, qui présente toujours des zones comportant des munitions non explosées.

Deux de ces Etats, la République du Congo et la Guinée-Bissau, auraient été contaminées par des explosions de zones de stockage, et pas par l'utilisation d'armes à sous-munitions lors de conflits armés.

De plus, au moins 13 autres Etats pourraient également être contaminés ou présenter une menace résiduelle du fait de munitions non explosées, notamment la Colombie, l'Erythrée, Grenade, l'Iran, Israël, le Koweït, la Libye, Malte, le Mozambique, l'Arabie Saoudite et le Yémen, ainsi que le Chili et la Jordanie, qui pourraient présenter une contamination due aux stands de tirs.

¹ L'Argentine et le Royaume-Uni réclament tous deux la juridiction des Iles Malouines, touchées par des munitions non explosées, mais ici, un seul pays est indiqué.

² Le terme munition non explosée désigne les munitions dispersées au sol et n'ayant pas explosé comme prévu. Les bombes non explosées sont similaires, mais désignent les « bombes explosives » lâchées depuis un avion mais n'ayant pas explosé comme prévu. Les sous-munitions non explosées sont le résultat d'armes à sous-munitions n'ayant pas répandu les sous-munitions comme prévu. Le terme armes à sous-munitions abandonnées désigne les armes à sous-munitions non utilisées, laissées sur place, et non contrôlées par les personnes les ayant abandonnées. Voir le Convention sur les armes à sous-munitions, article 2, paragraphes 4, 5, 6, 7 et 15.

LANDMINE & CLUSTER MUNITION MONITOR

L'Observatoire des armes à sous-munitions 2010 : Action contre les mines

L'Albanie et la Zambie, deux Etats parties de la Convention sur les armes à sous-munitions, ont déclaré avoir supprimé toutes les sous-munitions explosives de leur territoire, respectivement depuis novembre 2009 et mai 2010.

Trois autres Etats ayant utilisé des armes à sous-munitions par le passé (l'Ethiopie, le Sierra Leone et l'Ouganda) ne seraient à présent plus contaminés, mais cette possibilité n'est pas exclue. Le Sierra Leone est un Etat partie et l'Ouganda est un signataire de la convention.

La région la plus touchée par les armes à sous-munitions est, de loin, l'Asie du Sud-Est, suivie de l'Europe. Le degré de contamination varie énormément selon les pays touchés. Le tableau ci-dessous indique les pays et régions les plus contaminés par les munitions non explosées, d'après les informations disponibles au 2^{ème} semestre 2010.

Degré de contamination par des munitions non explosées dans les pays et régions les plus touchés

Pays / région	Estimation du degré de contamination (km ²)	Nombre de zones dangereuses confirmées et suspectées	Statut vis-à-vis de la Convention
Laos	Pas d'estimation fiable, mais degré très important	Inconnu	Etat partie
Vietnam	Pas d'estimation fiable, mais degré très important	Inconnu	Non-signataire
Irak	Pas d'estimation fiable, mais degré important	Inconnu	Signataire
Cambodge	Pas d'estimation fiable, mais degré important	Inconnu	Non-signataire
<i>Haut-Karabagh</i>	94	255*	Ne s'applique pas
<i>Sahara Occidental</i>	28	178	Ne s'applique pas
Liban	23	Non communiqué	Signataire
Serbie	22,7	404	Non-signataire
<i>Kosovo</i>	Non quantifié	60	Ne s'applique pas
Soudan	Non quantifié	34	Non-signataire
Mauritanie	6	1	Signataire
Croatie	4,3	19	Etat partie
Bosnie-Herzégovine	2	18	Etat partie
Monténégro	0,25	Non communiqué	Etat partie

N.B.: Les autres régions sont indiquées en *italique*.

* La base de données de la fondation HALO ne fait pas la distinction entre restes d'armes à sous-munitions et les autres contaminations, mais la quasi-totalité des 255 sites présentent des munitions non explosées.³

³ E-mail d'Andrew Moore, Coordinateur des régions du Caucase et des Balkans, HALO, 2 septembre 2010.

LANDMINE & CLUSTER MUNITION MONITOR

L'Observatoire des armes à sous-munitions 2010 : Action contre les mines

Des programmes d'actions contre les mines pour régler le problème des munitions non explosées

Presque tous les pays et autres régions touchées possédaient un programme actif d'action contre les mines en 2009-2010.⁴ Cependant, au cours de la même période, uniquement 14 pays et 3 autres Etats ont procédé au déminage des munitions non explosées ou à une enquête (pas toujours à l'échelle nationale) sur les restes d'armes à sous-munitions, comme l'indique le tableau ci-dessous. De plus, dans la plupart des cas, le déminage et les enquêtes liées aux munitions non explosées étaient très limités.

Programmes d'action contre les mines pour le problème des sous-munitions, de 2009 à juin 2010

Pays / région	Enquête	Déminage
Afghanistan	Non	Oui
Albanie	Oui	Oui
Angola	Non	Oui
Azerbaïdjan	Non	Non
Bosnie-Herzégovine	Oui	Oui
Cambodge	Non	Yes
Tchad	Non	Non
Croatie	Non	Inconnu
République démocratique du Congo	Non	Oui
République du Congo	Non	Non
Géorgie	Oui	Oui
Guinée-Bissau	Non	Oui
Irak	Non	Inconnu
Laos	Oui	Oui
Liban	Oui	Oui
Mauritanie	Non	Non
Monténégro	Non	Non
Russie	Inconnu	Inconnu
Serbie	Oui	Oui
Soudan	Non	Oui
Syrie	Non	Partiel
Tadjikistan	Non	Non
R-U (<i>Iles Malouines</i>)	Oui	Oui
Vietnam	Oui	Oui
Zambie	Oui	Oui
Kosovo	Oui	Oui
<i>Haut-Karabagh</i>	Oui	Oui
<i>Sahara occidental</i>	Oui	Oui

⁴ Exceptions : Monténégro, Russie (Tchéchénie) et Syrie (Golan), où le déminage de matériel explosif a été minime ou inexistant.

LANDMINE & CLUSTER MUNITION MONITOR

L'Observatoire des armes à sous-munitions 2010 : Action contre les mines

Obligations de déminage selon la Convention sur les armes à sous-munitions

Chaque pays est obligé de procéder à l'enlèvement et la destruction de toutes les munitions non explosées situées sur son territoire, ou de les contrôler le plus tôt possible, dans un délai maximal de 10 ans après être devenu Etat partie de la Convention sur les armes à sous-munitions.⁵ Si l'enlèvement s'avère impossible dans le temps imparti, un pays peut demander une extension du délai sur une période allant jusqu'à cinq ans.

Parmi les 40 pays ayant signé et ratifié la convention le 7 septembre 2010, des munitions non explosées étaient probablement présentes en Bosnie-Herzégovine, en Croatie, au Laos, au Monténégro et au Royaume-Uni (Iles Malouines). Malte pourrait présenter une menace résiduelle en raison de munitions non explosées datant de la Seconde Guerre Mondiale. Le délai légal de déminage pour ces pays est fixé au 1^{er} août 2020, à l'exception du Royaume-Uni, dont la date butoir est le 1^{er} novembre 2020, et la Bosnie-Herzégovine, le 1^{er} mars 2021.

Dans le cadre de leurs obligations de déminage et de destruction, les Etats parties touchés doivent :

- enquêter, évaluer et prendre note de la menace, et s'efforcer d'identifier toutes les zones contaminées se trouvant sous leur juridiction ou leur contrôle
- évaluer et hiérarchiser les besoins d'identification, de protection des civils, de déminage et de destruction
- prendre « toutes les mesures possibles » pour établir un périmètre, surveiller et clôturer les zones contaminées
- diffuser des informations parmi la population civile résidant dans ou aux abords des zones contaminées par des armes à sous-munitions, afin de réduire le risque d'accident
- prendre des mesures et mobiliser les ressources nécessaires (au niveau national et international)
- développer un plan national s'appuyant sur les structures, expériences et méthodologies existantes

Pour cela, les Etats parties doivent « tenir compte des normes internationales, y compris les Normes internationales de l'action contre les mines (NILAM) ». ⁶ Les NILAM applicables sont notamment les suivantes :

- 08.10 : Evaluation générales de l'action contre les mines
- 08.20 : Déminage
- 08.21 : Enquête non technique
- 08.22 : Enquête technique
- 09.11 : Nettoyage de la zone de combat. ⁷

⁵ La convention stipule que lorsqu'un Etat partie est touché par de nouvelles armes à sous-munitions, il dispose d'un délai maximal de 10 ans après la fin des activités hostiles pour disposer de ce qui devient des restes d'armes à sous-munitions.

⁶ Convention sur les armes à sous-munitions, article 4, paragraphe 3.

⁷ Voir www.mineactionstandards.org. Un article technique pour l'Action contre les mines, sur les leçons apprises durant l'enlèvement des munitions non explosées au Liban, était en cours de révision à mi-2010.

LANDMINE & CLUSTER MUNITION MONITOR

L'Observatoire des armes à sous-munitions 2010 : Action contre les mines

Les obligations d'information de l'article 7 de la Convention sur les armes à sous-munitions sont plus étendues que celles du Traité d'interdiction des mines. Ainsi, il n'est pas seulement nécessaire de notifier la localisation des zones contaminées et déminées, et le nombre d'articles explosifs enlevés, mais également :

- estimation de la taille des zones touchées
- taille des zones déminées
- statistiques désagrégées de déminage pour chaque type de munition non explosée enlevée et détruite, indiquant clairement le type et le nombre précis de distributeurs et de sous-munitions explosives ou de bombes explosives détruites

Une bonne pratique consiste pour les pays et les opérateurs de déminage à enregistrer et notifier l'annulation de zones présumées dangereuses par des enquêtes non techniques ou l'annulation partielle de zones dangereuses confirmées par des enquêtes techniques. Cela inclut des situations où l'enlèvement et la destruction de sous-munitions non explosées ont été réalisés uniquement à la surface du sol, en indiquant clairement si et quand un déminage en profondeur sera ou non nécessaire. Il est important de veiller à ne pas faire de doublon de rapport sur une zone d'abord déminée uniquement à la surface, puis en profondeur.

Remise à disposition des terres touchées par des munitions non explosées

Concept de remise à disposition des terres

Pour traiter efficacement la contamination par les munitions, les autorités nationales doivent développer des systèmes transparents pour requalifier les zones présumées dangereuses en zones dangereuses confirmées contenant ces restes. Comme l'indiquent les NILAM, « Il est arrivées que des territoires soient entièrement déminés de façon injustifiée ».⁸ Toute zone non contaminée par des munitions non explosées ou d'autres restes explosifs de guerre, et qui bénéficie d'un déminage, représente une perte d'efficacité et potentiellement, un énorme gâchis de ressources d'un programme national de déminage.

La remise à disposition des terres est en partie due au fait que certaines enquêtes ont entraîné des estimations excessives de la taille et du nombre de zones présumées dangereuses. Il est désormais acquis qu'un ensemble de techniques, en dehors du déminage complet, peut permettre de traiter efficacement les zones présumées dangereuses, avec un haut niveau de sécurité à la fois pour le personnel opérant et les bénéficiaires du programme. Ces techniques incluent un meilleur rassemblement et une meilleure vérification des informations, et un usage plus fréquent d'enquêtes non-techniques et techniques de qualité élevée.⁹

Cependant, la remise à disposition des terres doit être effectuée avec précaution afin d'assurer l'application de certains principes de base. En particulier, toute zone confirmée comme

⁸ UN Mine Action Service (UNMAS), "IMAS 08.20: Land release," First Edition, New York, 10 juin 2009, p. v, www.mineactionstandards.org.

⁹ En septembre 2009, le Centre International de Déminage Humanitaire de Genève (CIDHG) indiquait que le principe de remise à disposition des terres est également applicable aux zones de combat, y compris les zones touchées par les restes d'armes à sous-munitions, mais la procédure adaptée aux zones de combat serait élaborée par une NILAM distincte. Entretien téléphonique avec Havard Bach, Directeur, Section des méthodes opérationnelles, CIDHG, 11 septembre 2009.

LANDMINE & CLUSTER MUNITION MONITOR

L'Observatoire des armes à sous-munitions 2010 : Action contre les mines

contaminée par des munitions non explosées doit être déminée selon les normes de la Convention sur les armes à sous-munitions, et le processus d'annulation de zones présumées dangereuse par des études non techniques ainsi que la remise à disposition des terres par des enquêtes techniques (voir la section sur les Enquêtes techniques ci-dessous) doit être réalisé de façon responsable et suivre les normes en vigueur d'action contre les mines.

Enquêtes non techniques

Les enquêtes non techniques sont définies par les NILAM comme des enquêtes qui impliquent la collecte et l'analyse d'informations existantes ou nouvelles sur une zone dangereuse. Elle vise à définir s'il existe ou non la preuve d'un danger dans cette zone, le cas échéant à définir le type et l'étendue de ce danger ainsi que, dans la mesure du possible, le périmètre de la zone véritablement dangereuse *sans* intervention physique. Normalement, une enquête non technique n'implique pas l'investissement de ressources de dépollution ou de vérification, sauf lorsque des outils sont utilisés dans l'unique but de permettre l'accès des équipes devant réaliser l'enquête non technique. Les résultats d'une enquête non technique peuvent remplacer les données obtenues par des enquêtes antérieures »¹⁰

En 2009-2010, des enquêtes non techniques sur des zones présumées dangereuses comportant potentiellement des munitions non explosées, ont été effectuées au Liban en Serbie, en Zambie et dans le Haut-Kabarah.

Fin 2009, au Liban, les zones à déminer contenant des munitions non explosées représentaient 23 km²,¹¹ une augmentation significative des 16km² estimés fin 2008, et ce malgré le déminage de 4,6 km² en 2009. Cette augmentation est due à la réalisation d'une nouvelle enquête sur les zones contaminées, et la transmission des données israéliennes sur les frappes d'armes à sous-munitions, finalement communiquées en mai 2009.¹² Ces données indiquaient 282 sites potentiels de frappes précédemment identifiés, dont 166 se situent au Nord et 116 au Sud de la rivière Litani.¹³

En Serbie, deux équipes de la Norwegian People's Aid (NPA), chacune composée de deux enquêteurs, ont entamé en novembre 2007 une enquête générale sur les zones touchées par les munitions non explosées. La première partie de ce projet, terminée en nombre 2008, concernait toutes les zones ayant été ciblées par des frappes d'armes à sous-munitions, et a identifié 15 municipalités touchées par des zones présumées dangereuses, sur un total de 30,7 km².¹⁴ La seconde partie du projet a commencé en janvier 2009 et concerne la préparation du déminage, mais a également identifié une 16^{ème} municipalité touchée par des munitions non

¹⁰ UNMAS, "IMAS 08.21: Non-Technical Survey," First Edition, New York, June 2009, pp. 1-2, www.mineactionstandards.org.

¹¹ Interview with Maj. Charman Rahal, Acting Chief, Regional Mine Action Center, Nabatiye, 3 June 2010.

¹² Interview with Brig.-Gen. Mohammed Fehmi, Director, Lebanon Mine Action Center, Beirut, 1 June 2010.

¹³ UN Security Council, "Eleventh report of the Secretary-General on the implementation of Security Council resolution 1701 (2006)," S/2009/566, New York, 2 November 2009, p. 11, www.reliefweb.int.

¹⁴ NPA, "Report on impact of unexploded cluster submunitions in Serbia," Belgrade, January 2009, pp. 9, 69.

LANDMINE & CLUSTER MUNITION MONITOR

L'Observatoire des armes à sous-munitions 2010 : Action contre les mines

explosées. Parmi les 6,7 km² sur lesquels a porté l'enquête en 2009, 3 km² ont été annulés et remis à disposition.¹⁵

A la demande du gouvernement zambien, entre août 2008 et juin 2009, la NPA a réalisé des enquêtes dans sept de ses neuf provinces : Orientale, Méridionale, Lusaka, Occidentale, Nord-Occidentale, Centrale et Luapula.¹⁶ L'enquête a confirmé deux zones dangereuses contenant des munitions non explosées.¹⁷ Ces deux zones ont été par la suite déminées.

Dans le Haut-Karabagh, HALO a d'abord procédé à un déminage de surface en urgence des munitions non explosées. En 2008, HALO a conclu qu'il existait également une menace significative plus en profondeur et a donc procédé à une nouvelle enquête sur les frappes d'armes à sous-munitions. Le résultat était une augmentation de la zone nécessitant un déminage de 85 km² à 94 km², entre 2008 et 2009. Le déminage en profondeur a systématiquement donné lieu à un déminage plus important que la zone contaminée estimée, et de nouvelles enquêtes sur des frappes d'armes à sous-munitions auparavant inconnues se sont ajoutées au total des zones présumées dangereuses.¹⁸

Enquête technique

Les NILAM définissent l'enquête technique comme « une intervention approfondie dans une zone dangereuse confirmée (ZDC), ou une partie d'une ZDC, avec des outils de dépollution ou de vérification. Elle devrait soit confirmer la présence de mines/REG et conduire à la définition d'une ou de plusieurs zones dangereuses définies (ZDD), soit indiquer l'absence de mines/REG, auquel cas les terres pourraient être remises à disposition si cette absence de danger était corroborée par d'autres preuves. »¹⁹

En 2009-2010, des enquêtes techniques sur des zones contenant des munitions non explosées de façon soupçonnée ou confirmée, ont été réalisées en Géorgie et au Laos.

En 2009 au Laos, le Programme national lao d'élimination des munitions non explosées (UXO Lao) a remis à disposition 3,87 km² grâce à des enquêtes techniques, et la Fondation Suisse de Déminage a remis à disposition 0,08 km² sur un total de 3,95 km², comparativement aux 2,74 km² l'année précédente.²⁰ UXO Lao a indiqué que les enquêtes techniques étaient « de mieux en mieux acceptées », et espérait augmenter le nombre d'équipes réalisant des enquêtes techniques, mais a également observé que cela dépendait de l'évolution des formations et des ressources.²¹

¹⁵ Entretien avec Petar Mihajlović, Directeur, et Sladjana Košutić, Conseillère pour la coopération internationale, Centre serbe d'action contre les mines, Belgrade, 26 avril 2010.

¹⁶ Gouvernement de Zambie/UNDP, "Terms of Reference, Landmine and ERW Survey in Zambia," Lusaka, 16 août 2007, p. 2; Zambie Article 7 du rapport, Form J, 3 avril 2009; et déclaration de la Zambie, Second Review Conference, Carthagène, 4 décembre 2009.

¹⁷ NPA, "Landmine and other ERW Survey in Zambia, Final Report," 30 septembre 2009, p. 5.

¹⁸ E-mail d'Andrew Moore, HALO, 28 avril 2010.

¹⁹ UNMAS, "IMAS 08.20: Land release," First Edition, New York, juin 2009, p. 2, www.mineactionstandards.org.

²⁰ National Regulatory Authority, "UXO Sector Annual Report 2009," Vientiane, undated but 2010, p. 5.

²¹ Entretien avec John Dingley, Conseiller technique senior, UXO Lao, Vientiane, 6 mai 2010; et UXO Lao, "Annual Report 2009," Vientiane, 2010 (date inconnue), p. 4.

LANDMINE & CLUSTER MUNITION MONITOR

L'Observatoire des armes à sous-munitions 2010 : Action contre les mines

En Géorgie, la NPA a réalisé une enquête sous-marine dans le port de Poti du 3 au 24 janvier 2010. L'enquête, qui a couvert 10 700 m² de fond marin, a dévoilé de nombreux projectiles non déclenchés le long des quais, que l'on suppose tombés de navires ayant coulé. Cependant, aucune, munition non explosée n'a été retrouvée.²²

Déminage et destruction

Les rapports des pays et des opérateurs sur le déminage des munitions non explosées, sont incomplets et de qualité inconstante. D'après ces rapports ainsi que les informations recueillies dans les programmes concernés, l'Observatoire de surveillance des mines et des armes à sous-munitions a calculé qu'au moins 38 km² de territoire touché avait été déminé en 2009, et que 55 156 sous-munitions avaient été détruites dans 14 pays et 3 autres régions.

Enlèvement de restes d'armes à sous-munitions en 2009

Pays / région	Zones (contaminées par des armes à sous-munitions déminées (km ²))	Nombre de munitions détruites	Type de restes d'armes à sous-munitions détruits
Afghanistan	0,67	2 607*	Armes à sous-munitions abandonnées et munitions non explosées
Albanie	0,28	327	Munitions non explosées
Bosnie-Herzégovine	N/C	267	Munitions non explosées
Cambodge	N/C	N/C**	Munitions non explosées
République démocratique du Congo	N/C	15	Munitions non explosées
Géorgie	31,8	2 132	Munitions non explosées
Guinée-Bissau	N/C	73	Armes à sous-munitions abandonnées et munitions non explosées
Laos	N/C***	40 499	Munitions non explosées
Liban	3,90	3 964	Munitions non explosées
Serbie	0,53	4	Munitions non explosées
Soudan	N/C	N/C	Munitions non explosées
R-U (<i>Iles Malouines</i>)	N/C	1	Munitions non explosées
Vietnam	3,04*	3 831*	Munitions non explosées
Zambie	0,10	18	Munitions non explosées
Kosovo	0,25	82	Munitions non explosées
<i>Haut-Karabagh</i>	N/C***	N/C***	Munitions non explosées
<i>Sahara occidentale</i>	0,95	1 336	Munitions non explosées
Total	41,52	55 156	

N.B.: Les autres régions sont indiquées en *italique*.

N/C=non communiqué

* Informations incomplètes

** Le Mines Advisory Group a indiqué que dans la province de Stung Treang au nord-est qui dispose d'un équipe de déminage de la zone de combat, les sous-munitions représentant généralement 80% des REG enlevés.

*** Le déminage n'est pas désagrégé à partir d'autres déminages de zones de combat / relèvement de REG

²² NPA, "Poti Harbour Survey Technical Report, 3-24 janvier 2009," p. 5.

LANDMINE & CLUSTER MUNITION MONITOR

L'Observatoire des armes à sous-munitions 2010 : Action contre les mines

Il n'existe actuellement aucune norme internationale spécifique pour le déminage des munitions non explosées. Ainsi, la décision de déminer uniquement la surface d'une zone affectée dans certains cas (soit par recherche visuelle, soit à l'aide d'un détecteur), ou de déminer le territoire en profondeur, reste un sujet de débat au niveau national. Selon les NILAM, « différentes profondeurs de déminage peuvent être indiquées pour différentes zones, en fonction de l'évaluation du danger et de l'utilisation future du territoire »²³

Dans quelques situations seulement, des équipes spéciales étaient consacrées au déminage de munitions non explosées, en 2009. En Albanie, DanChurchAid (DCA) a déployé deux équipes de déminage de zone de combat pendant un an, chaque équipe étant composée d'un chef, d'un chef adjoint, de deux médecins ou infirmiers et de huit démineurs.²⁴ En Géorgie, la NPA a mis en place deux équipes comportant 10 spécialistes du déminage de zone de combat équipés de détecteurs, auxquelles une troisième équipe a été ajoutée en 2010.²⁵ Au Liban, plusieurs des principaux opérateurs de déminage bénéficient d'équipes de déminage de zone de combat se concentrant particulièrement sur le déminage de munitions non explosées, provenant notamment des forces armées libanaises, de DCA, du Mines Advisory Group et de la NPA. Les contraintes budgétaires ont forcé trois autres opérateurs de déminage à quitter le pays en 2009. En Serbie, trois organisations, avec la participation de 66 spécialistes, ont travaillé au déminage de munitions non explosées en 2009.

Au Kosovo, HALO avait une équipe de déminage de zone de combat comptant 20 membres, ayant déminé 0,25 km² de zones contaminées par des armes à sous-munitions à Berisha et Vrelo.²⁶ Dans le Sahara Occidental, Action contre les mines a utilisé trois équipes de déminage de zone de combat composée chacune de 6 membres, et au total trois femmes.²⁷

²³ UNMAS, "IMAS 09.11: Battle Area Clearance," First Edition, New York, 1^{er} septembre 2007, p. 3, www.mineactionstandards.org.

²⁴ E-mail d'Anthony Connell, Programme Manager, DCA, 25 March 2010.

²⁵ Entretien avec Jonathon Guthrie, former Programme Manager, NPA, à Tyr, Liban, 12 août 2010.

²⁶ E-mail d'Andrew Moore, HALO, 7 mai 2010; et EOD Coordination Team Mine Action Centre, "Annual Report 1 January – 31 décembre 2009," Kosovo Protection Force Force Advisory Office, Pristina, 5 janvier 2010, p. 5.

²⁷ E-mail de Penelope Caswell, Field Programme and GIS Manager, Landmine Action, 15 février 2010.

LANDMINE & CLUSTER MUNITION MONITOR

L'Observatoire des armes à sous-munitions 2010 : Victimes des armes à sous-munitions et assistance aux victimes

Introduction

Au moins 27 Etats et trois autres régions affectées par les armes à sous-munitions ont recensé des victimes de ces armes.¹ Il y a peut-être eu d'autres victimes dans d'autres Etats affectés.² En outre, on a également recensé des victimes civiles ou militaires issues de pays qui ne sont pas eux-mêmes affectés par les armes à sous-munitions.³

Etats affectés comptant des victimes d'armes à sous-munitions

Afrique	Asie-Pacifique	Europe / CEI	Moyen-Orient / Afrique du Nord
Angola	Afghanistan	Albanie	Irak
Tchad	Cambodge	Bosnie-Herzégovine (BiH)	Israël
République démocratique du Congo (RDC)	RDP Lao	Croatie	Koweït
Érythrée	Vietnam	Géorgie	Liban
Éthiopie		Monténégro	Syrie
Guinée-Bissau		Russie	<i>Sahara occidental</i>
Mozambique		Serbie	
Sierra Léone		Tadjikistan	
Soudan		Kosovo	
Ouganda		<i>Haut-Karabagh</i>	

Note: Les régions indiquées en italique ne disposent pas du statut d'Etat aux yeux de la communauté internationale.

Le 10 Septembre 2010, sur les 27 Etats comptant des victimes d'armes à sous-munitions, six étaient parties à la Convention sur les armes à sous-munitions (Albanie, BiH, Croatie, RDP

¹ Certains de ces Etats ne seraient plus affectés par les sous-munitions non explosés, notamment l'Albanie, l'Éthiopie, le Sierra Léone et l'Ouganda; pour d'autres, les sous-munitions ne constitueraient plus qu'un petit problème résiduel, notamment en Érythrée, en Israël, au Koweït et au Mozambique. Des victimes d'armes à sous-munitions ont été signalées en Angola, au Tchad, en Guinée-Bissau et au Mozambique, mais leur nombre n'était pas connu.

² Une source crédible a signalé (mais l'information n'est pas confirmée) une frappe avec des armes à sous-munitions survenue au Yémen en 2009, qui auraient fait 55 victimes. Il est possible que d'autres victimes n'aient pas été enregistrées dans d'autres pays où des armes à sous-munitions ont été utilisées par le passé. Cette remarque vaut notamment pour ces Etats ou régions: Azerbaïdjan, Colombie, Grenade, Iran, Libye, Mauritanie, Arabie saoudite, Zambie, ainsi que les îles Malouines.

³ Bien que les chiffres ne soient pas toujours distincts, le nombre de victimes pour chaque Etat affecté inclus les ressortissants étrangers, dont certains sont originaires de pays qui ne sont pas affectés par les armes à sous-munitions. Par exemple, en 1991, en Irak, plus de 80 américains ont été victimes de sous-munitions non explosées, tout comme plusieurs soldats de la paix britanniques au Kosovo en 1999. Les victimes durant les campagnes de déminage au Liban comptaient des ressortissants belges, bosniaques et britanniques, et un nombre important d'autres ressortissants étrangers n'auraient pas été pris en compte dans les bases de données recensant les victimes. Les victimes civiles des frappes avec armes à sous-munitions qui ont eu lieu en Croatie en 1995 comptaient des ressortissants polonais, roumains, bosniaques et russes. Un caméraman néerlandais a été tué lors d'une frappe avec des armes à sous-munitions en Géorgie en 2008. Pour plus d'information, veuillez consulter les ouvrages suivants: *Circle of Impact: The Fatal Footprint of Cluster Munitions on People and Communities* (Bruxelles: Handicap International, mai 2007), pp. 65, 107, 121; *Fatal Footprint: The Global Human Impact of Cluster Munitions* (Bruxelles: Handicap International, novembre 2006), p. 25; et *A dying practice: use of cluster munitions by Georgia and Russia in August 2008*, (New York: Human Rights Watch, Avril 2009), p. 2.

LANDMINE & CLUSTER MUNITION MONITOR

L'Observatoire des armes à sous-munitions 2010 : Victimes des armes à sous-munitions et assistance aux victimes

Lao, Monténégro et Sierra Léone) et neuf étaient signataires (Afghanistan, Angola, Tchad, RDC, Guinée-Bissau, Irak, Liban, Mozambique et Ouganda).

D'après la Convention sur les armes à sous-munitions, est considérée comme victime d'arme à sous-munitions toute personne qui, suite à l'emploi d'armes à sous-munitions, a été tuée ou a souffert de traumatismes physiques ou psychologiques, a subi un préjudice économique, une mise en marge de la société ou une forte détérioration de la jouissance de ses droits. Sont considérés comme victimes d'armes à sous-munitions les victimes directes de ces armes, ainsi que les membres de leurs familles et communautés qui en subissent les conséquences.

La Convention sur les armes à sous-munitions stipule que les Etats parties comptant des victimes doivent prendre des mesures d'assistance aux victimes. Ils sont notamment tenus de:

- recueillir des données concernant les victimes directes d'armes à sous-munitions, leurs familles et communautés, et faire une estimation de leurs besoins;
- désigner un organisme responsable de la coordination au sein du gouvernement;
- élaborer un plan national et adopter un budget et un calendrier pour sa mise en œuvre;
- délivrer d'une aide adéquate: soins médicaux, rééducation physique, soutien psychologique et réinsertion socioéconomique;
- garantir l'équité et la participation des survivants; et,
- rendre compte de toutes les étapes de l'application de ces mesures.

L'assistance aux victimes n'est pas un concept nouveau pour les pays affectés par les armes à sous-munitions. En effet, sur les 27 Etats comptant des victimes d'armes à sous-munitions, 20 sont parties au Traité d'interdiction des mines, qui les charge de porter assistance aux survivants de mines. La plupart de ces Etats ont déjà reçu par le passé un appui pour élaborer des programmes d'assistance aux victimes dans le cadre des mécanismes du Traité d'interdiction des mines.⁴

Dans les sept Etats non parties au Traité d'interdiction des mines, on trouve, soit des programmes gouvernementaux de déminage qui comportent un volet d'assistance aux victimes, soit une aide liée à d'autres programmes gouvernementaux, soit des projets d'assistance non gouvernementaux déjà anciens.⁵

L'application des mesures d'assistance aux victimes incluses dans la Convention sur les armes à sous-munitions est obligatoire. À la différence du Traité d'interdiction des mines et de la Convention sur les armes classiques (CCW), où la présentation de rapports se faisait sur une base volontaire, les Etats parties sont tenus de rendre compte de leurs obligations en matière

⁴ Les 20 Etats parties au Traité d'interdiction des mines sont: Afghanistan, Albanie, Angola, Bosnie-Herzégovine, Cambodge, Tchad, RDC, Croatie, Érythrée, Éthiopie, Guinée-Bissau, Irak, Koweït, Monténégro, Mozambique, Serbie, Sierra Léone, Soudan, Tadjikistan, et Uganda. Tous, à l'exception du Koweït, du Monténégro et de la Sierra Léone ont estimé faire partie du "groupe VA26" des pays comptant un nombre important de survivants de mines, et qui de ce fait ont "la plus grande responsabilité d'action, mais aussi les besoins les plus importants en matière d'aide".

⁵ Ces Etats sont notamment la Géorgie, Israël, le RDP Lao, la Russie, la Syrie et le Vietnam.

LANDMINE & CLUSTER MUNITION MONITOR

L'Observatoire des armes à sous-munitions 2010 : Victimes des armes à sous-munitions et assistance aux victimes

d'assistance aux victimes, en présentant des rapports sur l'Etat d'avancement de l'application des mesures.⁶

Les Etats suivants devront présenter un premier rapport de transparence avant le 27 janvier 2011: Albanie, Croatie, RDP Lao, Monténégro et Sierra Léone. Ce sera la première occasion pour le RDP Lao, qui n'est pas partie au Traité d'interdiction des mines, ni aux protocoles annexés à la Convention sur les armes classiques s'y rapportant, de présenter l'Etat actuel de ses activités en matière d'assistance aux victimes (collecte de donnée notamment).

Nombre de victimes des armes à sous-munitions

On ne dispose pas de statistiques fiables et complètes sur le nombre de victimes des armes à sous-munitions. La seule certitude, c'est que jusqu'à présent, on a très largement sous-estimé le nombre des victimes, civiles et militaires, à la fois lors des attaques et plus tard, à cause de sous-munitions non explosées. Souvent, lorsque des informations sont disponibles sur le nombre de victimes, il n'y a pas de distinction entre le nombre de morts et le nombre de blessés; il est donc difficile d'évaluer l'effort nécessaire en matière d'assistance aux victimes.

Selon les informations dont dispose l'Observatoire des mines et des armes à sous-munitions pour l'année 2009, aucun des Etats concernés n'a pu indiquer, ou même estimer, le nombre total de victimes d'armes à sous-munitions toujours en vie et résidant sur leur territoire, à l'exception de l'Albanie.

Au total, le nombre d'au moins 16 816 victimes d'armes à sous-munitions a pu être confirmé fin 2009. La grande majorité des incidents (14 719) sont dus à des sous-munitions qui n'ont pas explosé au moment de l'attaque. Les 2 097 incidents restants ont eu lieu lors de frappes impliquant des armes à sous-munitions.⁷

Le nombre estimé des victimes d'armes à sous-munitions est bien supérieur au total confirmé, et si cette estimation est peut-être excessive dans le cas de certains pays, il est probable qu'elle soit globalement un meilleur indicateur des chiffres réels. Le nombre estimé de victimes d'armes à sous-munitions tous pays confondus se situe entre 58 000 et 85 000.⁸

⁶ À titre de comparaison avec ce mécanisme de transmission d'information sur une base volontaire, pour l'année 2009, seulement cinq des 20 Etats parties au Traité d'interdiction des mines comptant des victimes d'armes à sous-munitions ont présenté des rapports de transparence sur l'assistance aux victimes dont le contenu était suffisamment détaillé. Quatre autres Etats ont fourni des informations très succinctes, et huit autres des rapports généraux qui ne contenaient aucune information sur l'assistance aux victimes. Trois autres n'ont transmis aucun rapport de transparence, pourtant requis.

⁷ Consultez les profils par pays sur le site de l'Observatoire des mines et des armes à sous-munitions: www.the-monitor.org

⁸ Le Vietnam, l'Irak et l'Afghanistan estiment tous les trois le nombre de leurs victimes à plusieurs milliers, et plusieurs autres pays estiment que le nombre réel de leurs victimes est beaucoup plus élevé que les chiffres confirmés. Consultez les profils par pays sur le site de l'Observatoire des mines et des armes à sous-munitions: www.the-monitor.org; ainsi que l'ouvrage *Circle of Impact: The Fatal Footprint of Cluster Munitions on People and Communities* (Bruxelles: Handicap International, mai 2007).

LANDMINE & CLUSTER MUNITION MONITOR

L'Observatoire des armes à sous-munitions 2010 : Victimes des armes à sous-munitions et assistance aux victimes

Nombre total de victimes par région géographique

Région	Victimes de sous-munitions non explosées	Victimes lors d'attaque utilisant des armes à sous-munitions	Total
Asie-Pacifique	10 506	26	10 532
Moyen-Orient et Afrique du Nord	3 507	417	3 924
Europe et CEI	391	1 175	1 566
Afrique	315	479	794
Total	14 719	2 097	16 816

Pays dont le nombre de victimes confirmés sont les plus élevés

Etats	Victimes de sous-munitions non explosées	Victimes lors d'attaque utilisant des armes à sous-munitions	Total
RDP Lao*	7 538	N/D	7 538
Irak*	2 606	388	2 994
Vietnam	2 100	N/D	2 100
Afghanistan*	743	26	769
Liban*	690	16	706
Total	13 677	430	14 107

*=a signé ou ratifié la Convention sur les armes à sous-munitions

N/D=non disponible

Les dernières frappes à l'aide d'armes à sous-munitions ayant entraîné des victimes ont eu lieu en Géorgie en 2008; le bilan de ces frappes est de 13 civils tués et 48 blessés.⁹ Cependant, des sources crédibles ont fait état d'une autre frappe (encore non confirmée) avec des armes à sous-munitions par les Etats-Unis au Yémen en décembre 2009. Cette frappe aurait fait 55 morts, dont 41 civils, parmi lesquels 14 femmes et 21 enfants.¹⁰

Les études passées ont montré que presque toutes les victimes connues des armes à sous-munitions étaient des civils, majoritairement de sexe masculin, et qu'une proportion non négligeable d'entre-elles étaient des enfants au moment de l'accident.¹¹

Si on manque cruellement de données sur les victimes d'armes à sous-munitions, les informations dont on dispose concernant le nombre de familles et de communautés touchées, ainsi que leurs besoins, sont encore plus superficielles. Ces besoins sont sans aucun doute considérables, mais aucune méthode n'a encore été clairement définie pour les mesurer.

⁹ *A dying practice: use of cluster munitions by Georgia and Russia in August 2008* (New York: Human Rights Watch, Avril 2009), pp. 40, 57. Les frappes russes avec des armes à sous-munitions sur des zones peuplées ont fait 12 morts et 46 blessés parmi la population civile tandis que les frappes géorgiennes avec ces mêmes armes ont fait au moins un mort et deux blessés dans les localités de Tirdznisi et Shindisi.

¹⁰ Amnesty International, "Images of missile and cluster munitions point to US role in fatal attack in Yemen," 7 Juin 2010, www.amnesty.org

¹¹ Voir l'ouvrage *Circle of Impact: The Fatal Footprint of Cluster Munitions on People and Communities* (Bruxelles: Handicap International, mai 2007).

LANDMINE & CLUSTER MUNITION MONITOR

L'Observatoire des armes à sous-munitions 2010 : Victimes des armes à sous-munitions et assistance aux victimes

Nombre de victimes de sous-munitions non explosées en 2009

Des accidents causés par des sous-munitions non explosées ont été signalés dans au moins neuf pays and une région en 2009. Le peu d'information disponible indiquait le chiffre d'au moins 100 victimes, dont 64 blessés, 22 morts, et 14 cas indéterminés. Il est probable que le nombre réel des victimes soit plus élevé.

Etats où des victimes de sous-munitions non explosées ont été signalées en 2009

Etat/région	Nombre de victimes	Adhésion à la Convention sur les armes à sous-munitions
Afghanistan	3	Signataire
BiH	3	Etat partie
Cambodge	10	Etat non partie
RDC	10	Signataire
Irak	1	Signataire
RDP Lao	33	Etat partie
Liban	17	Signataire
Soudan	14	Etat non partie
Vietnam	7	Etat non partie
Kosovo	2	Sans objet
Total	100	

Assistance aux victimes

Évaluation des besoins

La Convention sur les armes à sous-munitions comporte deux dispositions clés relatives à l'assistance aux victimes: "faire tout son possible pour recueillir des données fiables et pertinentes concernant les victimes d'armes à sous-munitions" et "évaluer les besoins des victimes d'armes à sous-munitions". Au moment de l'entrée en vigueur de la convention le 1 août 2010, le RDP Lao et le Liban avaient fait des efforts notables pour recueillir des données sur les victimes d'armes à sous-munitions, et ils ont poursuivi ces efforts. Un petit nombre d'autres Etats parties ou signataires avaient également pris des mesures limitées dans ce sens.¹²

- **RDP Lao:** Au RDP Lao, la première phase de l'enquête nationale concernant les victimes et les accidents de munitions non explosées (UXO) (enquête rétrospective à l'échelle du pays entier qui a été achevée en 2008) a constitué une avancée importante dans la collecte des données sur les victimes d'armes à sous-munitions. Cette enquête a révélé que, sur plus de 50 000 incidents signalés depuis 1964, environ 15% (7 500) étaient dus à des sous-munitions non explosées. La deuxième phase de l'enquête a

¹² Consultez les profils par pays sur le site de l'Observatoire des mines et des armes à sous-munitions: www.the-monitor.org. La Croatie également a recueilli des informations importantes sur les victimes à Zagreb en 1995. Voir le rapport sur les victimes civiles dans l'attaque sur Zagreb survenue le 2 et 3 mai ("Report on Civilian Victims in the Attack on Zagreb") de la cellule de crise du ministère de la santé pour l'information et la recherche, document non daté.

LANDMINE & CLUSTER MUNITION MONITOR

L'Observatoire des armes à sous-munitions 2010 : Victimes des armes à sous-munitions et assistance aux victimes

débuté en 2010 pour recueillir des informations sur la période suivante, à partir de 2008.¹³

- **Liban:** En 2009, dans le cadre de procédures de vérification des données concernant les accidents, le Centre libanais de lutte antimines a recueilli des informations précises concernant les besoins des survivants ayant été blessés entre juillet 2006 et fin 2009. Quant aux besoins des survivants blessés avant juillet 2006, ils étaient en cours d'évaluation lors de la seconde phase de la vérification se déroulant en 2010.
- **Albanie:** Les victimes de sous-munitions non explosées sont répertoriées dans une base de données existante, et tous les survivants connus sont suivis dans le cadre du programme en cours d'assistance aux victimes.
- **Bosnie-Herzégovine:** La BiH a entrepris en 2008–2009 une révision des données concernant les accidents et une évaluation des besoins des victimes à l'échelle nationale. Cependant, le questionnaire ne permettait pas de choisir les armes à sous-munitions ou les sous-munitions non explosées dans le type d'engin ayant causé l'accident, et les données recueillies se sont révélées peu fiables dans le cadre de la mise en œuvre du programme, avec notamment une sous-estimation importante du nombre de victimes.
- **Croatie:** Il existe une base de données sur les accidents qui contient des informations limitées sur les victimes de sous-munitions non-explosées. Cependant, depuis 2003, les accidents survenant dans des zones qui ne sont pas affectées par les mines ne sont plus entrés dans le système. En 2009, la Croatie s'est engagée à unifier les données en sa possession concernant les victimes de mines/ERW et les autres victimes de guerre, afin de les exploiter dans le cadre de l'évaluation des besoins et de la mise en œuvre des services. Ces données sont toutefois limitées aux zones connues exposées aux risques de mines.
- **Mozambique:** Le Mozambique a mené une enquête pilote pour évaluer les besoins des survivants dans la province de Maputo. Les résultats de l'enquête doivent être exploités en vue de la planification de l'assistance aux victimes et de la mobilisation du soutien national et international. Cependant, aucune distinction n'a été faite entre les victimes d'armes à sous-munitions et les victimes d'autres types d'engins.

Organisme gouvernemental responsable de la coordination pour l'assistance aux victimes

Les Etats parties comptant des victimes d'armes à sous-munitions sont tenus de désigner un organisme au sein du gouvernement qui sera chargé de la coordination lors de l'application des dispositions relatives à l'assistance aux victimes figurant dans la convention. De telles institutions existaient déjà dans certains Etats comptant des victimes d'armes à sous-munitions. Cette charge incombe parfois à un ministère¹⁴, et parfois à un centre de lutte

¹³ Autorité de régulation nationale (NRA), "The Unexploded Ordnance (UXO) Problem and Operational Progress in the Lao PDR Official Figures," 2 Juin 2010; and NRA, "National Survey of UXO Victims and Accidents Phase 1," Vientiane, Février 2010, p. 39.

¹⁴ Notamment dans le cas de l'Afghanistan, de la RDC, du Mozambique, et de l'Ouganda (Etats signataires), et du Cambodge, de l'Érythrée, de l'Éthiopie, de la Géorgie, et de la Serbie (non-signataires).

LANDMINE & CLUSTER MUNITION MONITOR

L'Observatoire des armes à sous-munitions 2010 : Victimes des armes à sous-munitions et assistance aux victimes

antimines.¹⁵ Dans un certain nombre de pays, comme en Croatie et au Mozambique, il existait des organismes responsables de la coordination pour d'autres activités liées au handicap, et ces derniers pouvaient également prendre en charge la coordination de l'assistance aux victimes, ceci afin de favoriser la pérennité du programme, de créer des synergies et d'éviter les conflits d'attribution.

Plan national et budget

Parmi les six Etats parties ayant des obligations en matière d'assistance aux victimes, un plan pluriannuel relatif à l'assistance aux victimes était en place en Bosnie-Herzégovine, de tels plans auraient été en cours d'élaboration en Croatie et au RDP Lao en 2010, et le travail de l'Albanie aurait été basé sur son plan 2005-2009 en prévision d'un nouveau plan quinquennal.

Au 1 août 2010, l'Afghanistan et l'Ouganda, Etats signataires, étaient dotés de plans pluriannuels, tandis que le Tchad, la RDC et l'Irak auraient eu des plans en cours d'élaboration.

Au Cambodge et au Soudan, Etats non signataires, des plans pluriannuels étaient en place; au Tadjikistan, le Plan d'action national d'assistance aux victimes de 2005-2009, révisé et mis à jour en novembre 2008, était toujours en vigueur.

Existence de dispositifs nationaux en matière de handicap, de développement et de droits de l'homme

En 2009, il existait plusieurs exemples de dispositifs nationaux auxquels pouvaient être intégrés les plans et budgets relatifs à l'assistance aux victimes, comme la Convention sur les armes à sous-munitions le préconise.

- Le plan de lutte antimines albanais avait pour but de viabiliser l'assistance aux victimes en l'intégrant à la mise en œuvre de la stratégie nationale relative aux personnes handicapées. Il prenait également en compte l'assistance aux victimes dans les initiatives régionales de développement.

La Croatie avait mis en œuvre une stratégie nationale d'égalité des chances pour les personnes handicapées pour la période 2007–2015, mais l'assistance aux victimes n'y avait pas encore été intégrée. En 2009, le bureau du médiateur pour les personnes handicapées en Croatie est devenu entièrement opérationnel. Il permet de faire valoir les droits en matière d'assistance aux victimes dans le cadre du dispositif relatif au handicap et aux droits de l'homme.

Plusieurs Etats non signataires disposaient également de dispositifs permettant l'intégration de l'assistance aux victimes. Par exemple, en 2009, les questions liées au handicap ont été prises en compte dans un projet de révision du plan stratégique national de développement au Cambodge pour la période 2009–2013. L'Érythrée a intégré l'assistance aux victimes à son programme national ambitieux de réadaptation à base communautaire et à son système de

¹⁵ Notamment pour les pays suivants: Albanie, Croatie et RDP Lao (Etats parties); Bosnie-Herzégovine, Tchad, Irak, Liban et Mozambique (signataires); Tadjikistan et Soudan (non signataires), ces deux derniers Etats ayant nommé à la fois un ministère et un centre de lutte antimines responsables de la coordination.

LANDMINE & CLUSTER MUNITION MONITOR

L'Observatoire des armes à sous-munitions 2010 : Victimes des armes à sous-munitions et assistance aux victimes

contrôle connexe, avec coopération au niveau ministériel dans le cadre de l'aide au développement de l'ONU. En Géorgie, un plan triennal pour l'insertion sociale des personnes handicapées a été adopté en décembre 2009. Au Vietnam, un Comité de coordination national sur le handicap était chargé de l'application du plan d'action national pour le soutien aux personnes handicapées (2006–2010).

Participation des survivants

La convention recommande aux Etats parties de remplir leurs obligations en matière d'assistance aux victimes "en consultation étroite et avec la participation active des victimes d'armes à sous-munitions et des organisations qui les représentent". Quatorze des Etats comptant des survivants d'armes à sous-munitions avaient déjà quelque peu consulté des survivants de mines/ERW et/ou leurs représentants à des fins de planification et de coordination. Des survivants étaient également impliqués dans la prestation de services, en général par le biais d'ONG, et le plus souvent dans le cadre d'initiatives d'assistance mutuelle et d'insertion sociale.¹⁶

Adéquation des mesures d'assistance

La convention sur les armes à sous-munitions stipule que les Etats doivent fournir une assistance "adéquate". Afin de s'acquitter de cette obligation légale, chaque Etat partie doit au préalable définir quelles sont les mesures "adéquates" dans le contexte national pour chaque aspect essentiel de l'assistance aux victimes: soins médicaux, réadaptation et soutien psychologique, réinsertion socioéconomique, et autres services concernés.

Mise en œuvre des programmes d'assistance aux victimes en 2009: indicateurs clés et difficultés rencontrées

En 2009, quasiment tous les Etats et régions comptant des victimes d'armes à sous-munitions étaient confrontés à des difficultés importantes pour fournir des soins complets et accessibles à toutes les personnes touchées, leurs familles et communautés. La nature de ces difficultés était variable suivant les cas, mais les plus communes étaient l'absence de mesures pour favoriser l'insertion économique, un manque de soutien psychologique, ainsi qu'un accès difficile aux différents services pour les survivants habitant les zones rurales. Dans presque tous les cas, les services s'adressaient aux survivants, mais pas à leur famille ou aux communautés affectées. En 2009, cependant, un programme de réinsertion économique a été élargi en Albanie pour prendre en compte les membres des familles des survivants. Au moins sept des Etats ayant signé ou ratifié la convention peinaient à délivrer des services couvrant tous les besoins essentiels en matière d'assistance aux victimes.¹⁷ Les tableaux ci-dessous

¹⁶ Notamment dans le cas des pays suivants: Albanie, Bosnie-Herzégovine et RDP Lao (Etats parties); Afghanistan, Liban, Mozambique et Ouganda (signataires); et Cambodge, Soudan, Syrie, Tadjikistan et Vietnam (non signataires).

¹⁷ Notamment les pays suivant: Afghanistan, Tchad, RDC, Irak, RDP Lao, Mozambique et Ouganda. Tous ces pays sont touchés par un conflit, ou en sortent à peine, et leur niveau de développement est bas.

LANDMINE & CLUSTER MUNITION MONITOR

L'Observatoire des armes à sous-munitions 2010 : Victimes des armes à sous-munitions et assistance aux victimes

présentent quelques-unes des difficultés et des réussites en matière de prestation de services dans les Etats et régions comptant des victimes d'armes à sous-munitions fin 2009.¹⁸

Assistance aux victimes: difficultés rencontrées et réussites

Etats parties

Etat	Services d'assistance aux victimes
Albanie	Services adéquats de rééducation physique dans les zones affectées; soutien de la part du gouvernement et des ONG; mesures de réinsertion économique prenant en compte les familles des survivants
BiH	Inégalités d'accès aux services entre les survivants civils et militaires; manque de soutien psychologique et de mesures de réinsertion économique
Croatie	Une approche plus globale est nécessaire; soutien psychologique insuffisant
RDP Lao	Les services disponibles sont incapables de répondre à tous les besoins en matière d'assistance
Monténégro	Soins de santé primaires insuffisants; mesures de réinsertion économique limitées
Sierra Léone	Accès limité aux services d'assistance aux victimes dans tous les domaines

Etats signataires

Etat	Services d'assistance aux victimes
Afghanistan	Capacité des services d'urgences médicales insuffisante (mais des efforts sont en cours); plus de centres de rééducation physique sont nécessaires; le manque le plus criant concerne la réinsertion économique
Angola	Accès difficile aux services en raison d'infrastructures de transport défectueuses; soins médicaux en amélioration, mais dégradation de la rééducation physique depuis 2005; soutien psychologique et mesures de réinsertion économique insuffisants
Tchad	Peu de services disponibles dans tous les domaines et accès à ceux-ci limité en raison de l'insécurité; dépendance vis-à-vis des fournisseurs étrangers
RDC	Très peu de survivants reçoivent de l'aide, de quelque nature que ce soit
Guinée-Bissau	Quasiment aucun type de service d'assistance aux victimes, pas de service de prothèses gratuit ou à prix coûtant notamment
Irak	Accès limité à tous les types de service d'assistance aux victimes, surtout dans le sud et dans le centre du pays; la plupart des centres de réadaptation au nord du pays fournissent des soins complets
Liban	Les besoins essentiels de la plupart des survivants sont couverts dans tous les domaines, y compris le soutien psychologique, en grande partie par le biais d'ONG nationales.
Mozambique	La plupart des survivants en zone rurale ont très peu accès à tous les types de service; certains ont accès aux soins médicaux et à la rééducation physique dans les capitales de province; très peu ou pas de mesures de soutien psychosocial et de réinsertion économique.
Ouganda	Disponibilité limitée de tous les services, surtout dans l'ouest du pays; amélioration de l'accès au soutien psychosocial et à la réinsertion économique grâce à des fonds supplémentaires engagés par le gouvernement dans ces domaines et à l'importance croissante des

¹⁸ Les informations concernant le Koweït, le Monténégro et la Sierra Léone sont basées sur des indications antérieures à 2009.

LANDMINE & CLUSTER MUNITION MONITOR

L'Observatoire des armes à sous-munitions 2010 : Victimes des armes à sous-munitions et assistance aux victimes

	associations de survivants.
--	-----------------------------

Etats non signataires

Etat	Services d'assistance aux victimes
Cambodge	Les besoins de beaucoup de survivants ne sont couverts dans aucun domaine; services de rééducation physique non viables; mesures de soutien psychosocial et de réinsertion économique ajournées
Érythrée	Services disponibles; des efforts sont faits pour couvrir les besoins dans tous les domaines de l'assistance aux victimes, mais pas assez pour répondre à la demande
Éthiopie	Accès difficile aux services dans tous les domaines; les manques les plus criants concernent les domaines du soutien psychosocial et de la réinsertion économique
Géorgie	Insuffisances dans les domaines du soutien psychosocial et de la réinsertion sociale; la réinsertion économique est limitée
Israël	Les coûts des services médicaux, de la rééducation physique et de la réinsertion socioéconomique sont tous couverts
Koweït	Services de bonne qualité et gratuits dans la plupart des cas pour les ressortissants nationaux, mais les ressortissants étrangers (souvent des travailleurs immigrés démunis) ont un accès limité à ces services
Russie	En Tchétchénie, les services de réadaptation sont généralement satisfaisants et en amélioration; la réinsertion économique est limitée et les programmes spécifiques d'assistance aux victimes par le biais d'ONG sont en diminution
Serbie	Il existe des services médicaux et de rééducation physique, mais la qualité et l'accessibilité de ces services posent problème; peu ou pas de soutien psychosocial et de réinsertion économique
Soudan	Services limités dans tous les domaines et accès difficile en raison de l'insécurité; les manques les plus criants concernent le soutien psychosocial, mais des efforts ont été faits pour améliorer l'efficacité dans ce domaine; il existe des programmes de réinsertion économique, mais ils ne couvrent pas tous les besoins; les services sont moins nombreux dans le Sud-Soudan
Syrie	Priorité accordée à l'amélioration des soins médicaux et de la rééducation physique; pas de soutien psychosocial; mesures de réinsertion économique très limitées
Tadjikistan	Accès aux soins médicaux et à la rééducation physique en amélioration, mais une approche plus globale est nécessaire de l'avis général; des efforts doivent être fait dans le domaine de la réinsertion économique
Vietnam	Accès satisfaisant aux soins de santé, aux services de réadaptation et de formation professionnelle, mais accès plus restreint au soutien psychosocial; accès aux services limité en zones rurales

Autres régions

Région	Services d'assistance aux victimes
Kosovo	Manque de services adéquats dans les domaines des soins médicaux et de la réadaptation; services plus limités dans les domaines du soutien psychosocial et de la réinsertion économique
Haut-Karabagh	Services en général disponibles, mais limités par des contraintes financières; services limités dans les domaines du soutien psychosocial et de la réinsertion économique

All translations of Landmine & Cluster Munition Monitor research products and media materials are for informational purposes. In case of discrepancy between the English text and any translation, the English text shall prevail.

Full report available: <http://www.the-monitor.org/cmm/2010>

LANDMINE & CLUSTER MUNITION MONITOR

L'Observatoire des armes à sous-munitions 2010 : Victimes des armes à sous-munitions et assistance aux victimes

Sahara occidental	Services insuffisants dans tous les domaines; services limités disponibles dans les domaines des soins médicaux et de la réadaptation par le biais des camps de réfugiés; absence totale de services dans les domaines du soutien psychologique et de la réinsertion économique
-------------------	---

La convention sur les armes à sous-munitions stipule que les Etats affectés doivent s'efforcer "d'intégrer les directives et les bonnes pratiques pertinentes, notamment dans les domaines des soins médicaux, de la réadaptation et du soutien psychologique, ainsi que de la réinsertion socioéconomique." On ne dispose pas d'information sur l'ampleur des efforts entrepris dans ce sens par les Etats comptants des victimes d'armes à sous-munitions.

Législation nationale et internationale

La plupart des Etats ayant des responsabilités vis-à-vis des survivants d'armes à sous-munitions ont pris des mesures pour élaborer, appliquer et faire respecter les législations et politiques nationales concernant les personnes handicapées. Cependant, d'une façon générale, ces législations n'ont pas été appliquées de façon satisfaisante, bien loin d'assurer "le plein exercice des droits des toutes les victimes d'armes à sous-munitions", comme le recommande la convention.

Les Etats parties à la convention sur les armes à sous-munitions s'engagent à fournir une assistance adéquate aux victimes directes des armes à sous-munitions, leurs familles et communautés, conformément à la législation applicable du droit international humanitaire et du droit international en matière de droits de l'homme. Peuvent être considérés comme faisant partie de la législation internationale applicable: le Traité d'interdiction des mines, la Convention sur les armes classiques, la Convention relative aux droits des personnes handicapées de l'ONU, la Convention relative aux droits de l'enfant de l'ONU et la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (liste non exhaustive).

Respect du principe de non-discrimination

La convention énonce que les Etats parties doivent s'abstenir de toute discrimination à l'encontre des victimes d'armes à sous-munitions ou parmi celles-ci, ou entre les victimes de ces armes et les personnes dont le handicap est dû à d'autres causes. Seuls quelques-uns des Etats comptant des victimes d'armes à sous-munitions ont fait Etat de leur engagement à respecter ce principe de non-discrimination. Le RDP Lao a indiqué qu'il n'existait aucune discrimination basée sur le genre, le groupe ethnique, le type de handicap, ou le statut civil/militaire. En revanche, il existait en Bosnie-Herzégovine des discriminations marquées: les vétérans de guerre handicapés disposaient d'un statut privilégié par rapport aux civils survivants de guerre et aux autres personnes handicapées. En Afghanistan, les femmes et les personnes âgées étaient victimes de discriminations qui les empêchaient d'avoir un accès libre aux différents services disponibles. Dans la plupart des pays où des pratiques discriminatoires ont été signalées, ces pratiques étaient dues soit à un traitement préférentiel accordé aux vétérans, soit à des discriminations basées sur le genre, l'âge ou l'appartenance à un groupe régional, plutôt qu'à un traitement inégal des personnes basé sur la cause du handicap ou le type d'arme ayant causé le handicap.

LANDMINE & CLUSTER MUNITION MONITOR

L'Observatoire des armes à sous-munitions 2010 : Soutien à l'action contre les mines

Soutien à l'action contre les mines

Afin de respecter les obligations qu'implique la Convention sur les armes à sous-munitions, les Etats parties peuvent demander de l'aide à la communauté internationale pour la destruction des stocks, le déminage, la sensibilisation aux risques et l'assistance aux victimes. Les Etats parties en mesure de fournir cette aide sont dans l'obligation de le faire.

En 2009, les donations à destination de l'action contre les armes à sous-munitions ont été consacrées à la généralisation de la Convention sur les armes à sous-munitions et au déminage des restes d'armes à sous-munitions au Laos, au Liban et au Vietnam, trois des pays les plus touchés. Deux donateurs ont contribué à la destruction de stocks en Moldavie, et de nombreux pays ont consacré des fonds à la destruction de leurs propres stocks d'armes à sous-munitions.

En mars 2010, le gouvernement du Laos, avec le soutien du UNDP, a créé la Caisse de dépôt pour les armes à sous-munitions du Laos afin de soutenir la Première assemblée des Etats parties et la mise en place de la Convention sur les armes à sous-munitions au Laos.¹

Des contributions ont été versées à d'autres pays touchés grâce au financement général de l'action contre les mines et non par le biais de contributions spécifiquement destinés aux armes à sous-munitions. Dans la plupart des pays et des régions, le déminage de munitions non explosées a fait partie du déminage global, de l'enlèvement du matériel explosif et du déminage de zone de combat.²

Plusieurs donateurs ont indiqué que le déminage de munitions non explosées était inclus dans leur soutien aux pays concernant l'enlèvement des mines, des restes explosifs de guerre (REG) et la contamination des armes à sous-munitions.

La Suisse et l'Allemagne ont indiqué adopter une approche globale dans leur soutien à l'action contre les mines, et ne font pas la distinction entre mines, REG et armes à sous-munitions. Les munitions non explosées au cours des opérations de déminage sont détruites.³

¹ UN, « Travail pour la RDP du Laos, » Emission 1/2010, Vientiane, Juillet 2010, www.unlao.org, p. 2. En plus d'aider la RDP du Laos à accueillir la première Assemblée des Etats parties, les fonds peuvent également être utilisés pour le déminage, l'éducation aux risques et les activités d'assistance aux victimes et ainsi aider le gouvernement du Laos à respecter ses obligations liées à la Convention. Le nom officiel est le UNDP Fonds d'affectation special pour le soutien de la mise en oeuvre complète de la Convention sur les Armes à sous munitions dans la RDP du Laos, dans le cadre de la déclaration de Vientiane sur l'efficacité de l'aide. UNDP « Première Assemblée des Etats parties lancée en même temps que le fonds d'affectation spécial des armes à sous munitions », Communiqué de presse du 7 juillet 2010, www.undplao.org.

² Réponses de 21 gouvernements et de la Commission Européenne au questionnaire de l'Observatoire sur les contributions en 2009 pour soutenir le Traité d'interdiction des mines et nettoyer les sous munitions non explosées.

³ Réponse d'Ira Amin, stagiaire, Section de politique sur la paix multilatérale, Directeurat des Affaires Politiques, Quatrième division des Affaires Politiques, Sécurité humaine, Département Fédéral des Affaires Etrangères, le 20 avril 2010.

LANDMINE & CLUSTER MUNITION MONITOR

L'Observatoire des armes à sous-munitions 2010 : Soutien à l'action contre les mines

L'Allemagne a indiqué que la même approche globale s'applique à l'assistance aux victimes.⁴

Lors de la Session spéciale sur l'assistance et la coopération à l'occasion de des réunions intersessionnelles de la commission permanente du traité d'interdiction des mines en juin 2010, le Canada a exhorté les pays à s'assurer que le financement reste « cohérent, coopératif et serve au renforcement mutuel », afin de réduire les doublons et de maximiser l'impact des contributions sur la mise en place du Traité d'interdiction des mines et de la Convention sur les armes à sous-munitions.⁵

La Norvège a prévu de soutenir la Convention sur les armes à sous-munitions grâce à son budget de désarmement humanitaire, de la même façon que pour le Traité d'interdiction des mines.⁶

Le Japon a indiqué vouloir soutenir le déminage des armes à sous-munitions et l'assistance aux victimes à travers des partenariats et une consolidation de la paix post-conflit.⁷

Contributions

En 2009, aucune contribution nationale des pays touchés pour des projets visant à réduire la menace des munitions non explosées, n'a été signalée.

De nombreux pays ont financé la généralisation de la Convention sur les armes à sous-munitions, mais peu de montants précis ont été communiqués.

De la même façon, de nombreux pays ont financé le commencement, la continuation ou la fin de la destruction de leurs stocks d'armes à sous-munitions, mais peu de montants précis ont été communiqués. Les pays ayant indiqué la destruction totale de leurs stocks en 2009 et 2010 sont la Belgique, la Colombie, la Moldavie, la Norvège, le Portugal et l'Espagne. Les pays dans lesquels la destruction est en cours sont l'Autriche, l'Allemagne, le Monténégro, les Pays-Bas et le Royaume-Uni.

Dans plusieurs cas, des stocks d'armes à sous-munitions ont été détruits dans le cadre de conventions plus générales sur la destruction d'armes et de programmes de stabilisation post-

⁴ E-mail de Klaus Koppetsch, employé, Groupe d'Action contre les mines pour l'aide humanitaire, Bureau Fédéral des Affaires Etrangères, le 8 avril 2010.

⁵ Déclaration du Canada, Session spéciale sur l'assistance et la coopération, Réunions intersessionnelles du comité permanent, Genève, le 25 juin 2010.

⁶ Déclaration de la Norvège, "Par rapport à l'entrée en vigueur et la première Assemblée des Etats parties", Sixième session, Conférence régionale sur la promotion de l'universalisation de la Convention sur les armes à sous munitions, Bali, le 17 novembre 2009.

⁷ Voir la déclaration du Japon dans : Département indonésien des Affaires Etrangères et centre international de Genève pour le déminage humanitaire, « Conférence régionale sur la promotion de l'universalisation de la Convention sur les armes à sous munitions, Bali, le 17 novembre 2009 », pages 31 à 33, 16 et 17 novembre 2009, www.bali-cmm-conference.org.

LANDMINE & CLUSTER MUNITION MONITOR

L'Observatoire des armes à sous-munitions 2010 : Soutien à l'action contre les mines

conflit soutenus par des donateurs et mis en place par des ONG et des sociétés commerciales. Ce fut le cas notamment en Afghanistan, en Angola, en République du Congo, en Irak et au Monténégro.⁸

L'Australie a annoncé en juin 2010 une contribution de 578 671 \$ faite au fonds d'affectation spécial pour les armes à sous-munitions du Laos. Le UNDP a ensuite indiqué une contribution plus importante de la part de l'Australie (voir ci-dessous). L'Australie a également indiqué que sa contribution de 79 270 000 \$ pour l'action contre les mines entre 2010 et 2014, annoncée lors de la Deuxième conférence d'examen du Traité d'interdiction des mines en décembre 2009, inclut le budget destiné au problèmes des armes à sous-munitions.⁹

Le Canada a contribué à hauteur de 175 254 \$ pour des conseils dans la généralisation de la Convention sur les armes à sous-munitions.¹⁰ Selon le UNDP, le pays a versé 90 000 \$ au fonds d'affectation spécial pour les armes à sous-munitions pour le Laos, UNDP.¹¹

La France a annoncé en juin 2010 une contribution de 61 115 \$ au fonds d'affectation spécial pour les armes à sous-munitions du Laos.¹²

L'Allemagne a versé 2 870 522 \$ en 2009 pour le co-financement de la Conférence régionale pour la promotion et la généralisation de la Convention sur les armes à sous-munitions à Bali, en Indonésie, et à la Conférence de Berlin sur la destruction des armes à sous-munitions, ainsi que le déminage au Laos, et le déminage et l'assistance aux victimes au Vietnam.¹³

⁸ Par exemple, le Département d'Etat des Etats Unis a fourni 1,083,000\$ en 2009 à HALO Trust pour aider l'Angola à détruire le surplus d'armes et de munitions, incluant des sous munitions, trouvées dans des cachettes dans 18 provinces. Mail de Rory Forbes, directeur de programme, HALO, 19 juin 2010 et Département d'Etat américain "To Walk the Earth in Safety 2010" (« Pour être en sécurité sur Terre 2010 »), Washington DC, juillet 2010.

⁹ Katie Harrison et Kerri West, « Mise à jour de la Coalition contre les armes à sous munitions à la conférence de Santiago », 7 juin 2010, www.stopclustermunitions.org, taux de change moyen pour 2009 : 1 dollar australien=0,7927 dollars américains. Réserve Fédérale des Etats Unis, « Liste des Taux de change (annuels) », 4 janvier 2010.

¹⁰ Rapport du Canada requis au titre de l'article 7 (pour la période du 19 avril 2009 au 20 avril 2010), formule J. taux de change moyen pour 2009 : 1 dollar canadien=0,87627 dollars américains. Réserve Fédérale des Etats Unis, « Liste des Taux de change (mensuels) », 4 janvier 2010.

¹¹ Présentation réalisée par le UNDP, Réunion préparatoire pour la première Assemblée des Etats parties, Genève, le 6 septembre 2010.

¹² Katie Harrison et Kerri West, « Mise à jour de la Coalition contre les armes à sous munitions à la conférence de Santiago », 7 juin 2010, www.stopclustermunitions.org, taux de change moyen pour juin 2010 : 1 euro=1,2223 dollars américains. Réserve Fédérale des Etats Unis, « Liste des Taux de change (mensuels) », 1 juillet 2010.

¹³ Mail de Klaus Koppetsch, Office Fédéral des Affaires Etrangères, 8 avril 2010, taux de change moyen pour 2009 : 1 euro=1,3935 dollars américains. Réserve Fédérale des Etats Unis, « Liste des Taux de change (annuels) », 4 janvier 2010.

LANDMINE & CLUSTER MUNITION MONITOR

L'Observatoire des armes à sous-munitions 2010 : Soutien à l'action contre les mines

L'Irlande a annoncé en juin 2010 une contribution de 500 000 \$ au fonds d'affectation spécial pour les armes à sous-munitions du Laos.¹⁴ Le UNDP a ensuite indiqué une contribution plus importante de la part de l'Irlande (voir ci-dessous). Le pays a supposé que sa contribution au déminage servirait également à l'enlèvement de munitions non explosées au Laos.¹⁵

La Norvège a versé 8 924 737 \$ en 2009 pour la généralisation de la Convention sur les armes à sous-munitions, le déminage au Laos et au Liban, le déminage et l'assistance aux victimes au Vietnam, et pour soutenir le UNDP et la CMC dans leurs activités liées à la convention.¹⁶ La Norvège a versé 61 115 \$ pour la destruction du stock d'armes à sous-munitions de la Moldavie, qui s'est terminée en juillet 2010.¹⁷

L'Espagne a versé 74 560 \$ pour aider la Moldavie à terminer son programme de destruction en juillet 2010.¹⁸ L'Espagne a versé 6 828 150 \$ pour la destruction de son propre stock d'armes à sous-munitions, qui s'est déroulée entre 2008 et mars 2009.¹⁹

La Suisse a supposé que sa contribution au déminage servirait également à l'enlèvement des munitions non explosées au Laos.²⁰

Le UNDP a indiqué que dès septembre, quatre pays avaient versé environ 4,15 millions de dollars au fonds d'affectation spécial pour les armes à sous-munitions du Laos : Australie (2,2 millions \$), Irlande (1,8 million \$), Canada (90 000 \$) et France (60 000 \$).²¹

¹⁴ Katie Harrison et Kerri West, « Mise à jour de la Coalition contre les armes à sous munitions à la conférence de Santiago », 7 juin 2010, www.stopclustermunitions.org.

¹⁵ Réponse au questionnaire de l'Observatoire par Ruaidhri Dowling, directeur adjoint, Section de désarmement et de non prolifération, département des Affaires Etrangères, 23 février 2010.

¹⁶ Réponse au questionnaire de l'Observatoire par Vilde Rosén, ministre des Affaires Etrangères, 13 avril 2010, taux de change moyen pour 2009 : 1 couronne norvégienne=0,15896 dollars américains. Réserve Fédérale des Etats Unis, « Liste des Taux de change (annuels) », 4 janvier 2010.

¹⁷ Mail du Colonel Andrei Sarban, ministère moldave de la défense à la CMC, 23 juin 2010. taux de change moyen pour 2009 : 1 euro=1,3935 dollars américains. Réserve Fédérale des Etats Unis, « Liste des Taux de change (annuels) », 4 janvier 2010.

¹⁸ Ibid. taux de change moyen pour juin 2010 : 1 euro=1,2223 dollars américains. Réserve Fédérale des Etats Unis, « Liste des Taux de change (mensuels) », 1^{er} juillet 2010.

¹⁹ Ibid; et "Chacón dice que no quedarán bombas de racimo en España a partir de junio" (« Chacón déclare qu'il n'y aura plus d'armes à sous munitions en Espagne début juin »), *El Día*, 3 Décembre 2008, www.eldia.es. taux de change moyen pour 2009 : 1 euro=1,3935 dollars américains. Réserve Fédérale des Etats Unis, « Liste des Taux de change (annuels) », 4 janvier 2010.

²⁰ Réponse d'Ira Amin au questionnaire de l'Observatoire, département fédéral des Affaires Etrangères, 20 avril 2010.

²¹ Présentation du UNDP, Réunions préparatoires pour la première Assemblée des Etats parties, Genève, le 6 septembre 2010. Le UNDP a également déclaré que la Suisse a donné environ 3 millions de dollars au fonds.